

# L'OPPRESSION DES FEMMES : LES ORIGINES, LES FÉMINISTES, RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION SEXUELLE

Présentation	page 2
1- L'ORIGINE DE L'OPPRESSION DES FEMMES, UNE CONTROVERSE DANS LA LUTTE D'ÉMANCIPATION	page 4
La vision primitive idyllique des primitifs	page 6
La vision féministe de la femme primitive	page 7
L'égalité sociale des femmes n'a peut-être pas existé partout, mais elle a bien existé	page 8
La division sexuelle du travail des origines	page 11
Le basculement dans l'inégalité provoqué par la richesse	page 15
<i>En résumé</i>	page 17
2 – POUR UNE HISTOIRE DU FÉMINISME	page 20
Le néolithique féminin, un fantasme ?	page 20
Les religions d'État et les femmes	page 23
Le premier monothéisme hébreu consacre l'infériorité de la femme	page 23
Le christianisme obsédé par un sexe qu'il salit	page 26
La Vierge Marie et son enfant	page 28
L'Islam apparaît dans un monde déjà très machiste	page 29
L'enfermement des femmes par l'État et la famille patriarcale	page 30
L'enfermement des femmes d'Europe par l'Église	page 32
L'enfermement ultime des couvents	page 35
Femmes et révolutions en Occident	page 36
Le code Napoléon, arsenal masculin bourgeois	page 39
Féminisme bourgeois et féminisme socialiste	page 40
La Journée internationale des femmes, le 8 mars	page 45
Les féministes contre la guerre	page 46
La révolution russe de 1917	page 47
<i>En résumé</i>	page 49
3 - LA REVOLUTION SEXUELLE AU 20 <sup>ème</sup> SIÈCLE	page 51
Les féministes des années 1960	page 51
Contraception et avortement, obtenus par la lutte	page 53
La révolution sexuelle	page 57
4 – UNE CONTRE-RÉVOLUTION SEXUELLE EN ACTION	page 62
Parmi les pays dominés, le monde arabe	page 62
Un regard en Asie	page 68
À l'échelle du monde	page 70
La violence faite aux femmes	page 71
L'avortement, dans le collimateur de l'Église catholique	page 75
Le sexisme ordinaire	page 77
Discours pervers et inversion de sens	page 82
Sur la participation des dominées à leur domination	page 84
Quelle résistance ?	page 87
<i>Une conclusion</i>	page 88
BIBLIOGRAPHIE	page 90

## *PRÉSENTATION*

Il existe une unanimité, comme une quasi évidence, pour considérer qu'au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, une révolution a eu lieu en ce qui concerne la condition des femmes. Cette transformation est claire et évidente en ce qui concerne des droits qui ont rendu à un grand nombre de femmes la possibilité, d'une part d'accéder aux mêmes professions que les hommes, d'autre part de disposer de leur corps et de leur sexualité : le droit à la contraception et le droit à l'avortement en ont été les deux piliers essentiels.

Bien que ces droits ne soient pas devenus universels, ils ont en tout cas certainement été accompagnés par une importante modification dans le rapport entre les hommes et les femmes au moins sur une partie de la planète. Plusieurs décennies après le moment névralgique qu'a été 1968, on a pu considérer que ce mouvement s'était ralenti, mais on pouvait encore penser qu'il poursuivait son chemin vers des progrès dans la mesure où de nouveaux pays, de nouveaux droits, pouvaient en témoigner.

Mais depuis de nombreuses années maintenant, on compte très peu de progrès, et l'on entend par contre monter des voix de plus en plus insistantes pour aller en sens inverse. De plus en plus de pays font voter des lois qui restreignent ou interdisent l'avortement. Même dans des pays où aucune remise en cause n'apparaît officiellement ou légalement, et où le gouvernement se déclare favorable à ces droits, une tendance souterraine peut exister qui se manifeste dans les actes : il devient lentement, progressivement, de plus en plus difficile d'y accéder dans la pratique.

Dans les rues, on compte à certains moments autant voire plus de manifestants contre l'avortement, parfois même contre la contraception, que de manifestants pour obtenir ces droits ou pour les préserver. Cela a été le cas en France avec la Manif pour tous, en 2012-2013, dans le cadre de la lutte de ce regroupement d'associations contre le mariage de personnes de même sexe.

On nous parle régulièrement, avec études et sondages à l'appui, du fait qu'il existe une inégalité de traitement au niveau des salaires entre hommes et femmes, qu'il existe une discrimination dans la promotion des femmes aux postes de dirigeants ou de responsables, du fait que le temps de travail consacré à la famille reste majoritairement dévolu aux femmes. Tous ces aspects ont leur intérêt. Mais il faut aussi s'en méfier.

C'est qu'en effet, ces chiffres peuvent montrer une amélioration qui n'est en fait qu'en trompe l'œil. Tout d'abord, les améliorations sont petites, lentes à devenir perceptibles. Mais, on le sait en mathématiques, une courbe peut progresser toujours dans le même sens, sans jamais atteindre la limite visée (on parle d'asymptote). Et l'égalité en vue dans ces domaines ressemble bigrement à cette situation : un mirage. Le fait qu'il y ait encore et encore un – petit – progrès peut maintenir l'illusion que l'on va dans le bon sens, et qu'un jour les choses finiront ainsi par se régler.

Surtout, un homme peut faire la vaisselle ou passer plus ou moins de temps avec son enfant. Cela ne nous dit pas forcément que son attitude, son état d'esprit, son comportement ou sa manière de parler avec sa femme aille dans un sens positif. Cela ne nous dit pas que la femme se sente mieux dans son couple, qu'elle vive une relation meilleure avec son conjoint. On voit ici qu'il y a un domaine qui n'est absolument pas abordé, et qui est pourtant essentiel. C'est celui du respect le plus profond envers l'autre, dans la vie quotidienne, sans parler de la vie sexuelle.

Il est quasi impossible pour nous de saisir l'évolution des choses dans ce domaine de la vie intime ; il y faudrait des méthodes de travail et des moyens dont ne disposent que les instituts de sondage, et il y faudrait en plus une volonté de recherche à la fois respectueuse et vigilante, qui sache aller au-delà des réponses données de manière routinière et répétée à la va vite, à un inconnu, au téléphone ou dans la rue, à quelqu'un qui fait une petite partie du travail de sondage pour avoir de quoi se nourrir.

Mais on sait un certain nombre de choses. On sait que la publicité, qui est vue et qui influence largement, reprend de manière plus prononcée l'image d'une femme objet. On sait que des dizaines de milliers de sites internet de pornographie, accessibles librement, donnent une image de la relation sexuelle où la femme est souvent l'objet d'une forme ou une autre de domination, qu'elle soit douce ou violente.

On sait qu'on assiste à une montée du port du voile dans les pays à majorité musulmane comme dans les pays où c'est une minorité. Cela ne traduit certainement pas le même phénomène pour toutes ces femmes. On sait qu'en Europe, une partie de la population qui choisit ce port du voile le fait en pensant préserver une culture au sens large, d'autant qu'elle est attaquée, ouvertement ou indirectement, par des courants politiques réactionnaires qui visent les immigrés, les musulmans. Mais on sait aussi qu'un certain nombre de jeunes filles ou de femmes portent le voile sous la pression du conjoint ou des hommes du voisinage. C'est qu'elles peuvent être agressées verbalement voire physiquement.

Enfin, et cette petite liste ne se veut pas exhaustive, on sait que le terme même de « féministe » a changé de connotation. Là où il indiquait dans les années 1970 une combattante pour l'égalité des femmes avec les hommes dans tous les domaines, c'est devenu dans les milieux populaires, pour les jeunes filles elles-mêmes, un qualificatif méprisant ou même une insulte. C'est dire si les idées des féministes actuelles sont loin du monde réel de la masse de la population. Ce qui ne veut pas dire non plus qu'un certain nombre d'entre elles ne se comporte pas de manière fière et cherchant à imposer un minimum de respect envers elles de la part des hommes.

Alors, la révolution féministe, la révolution sexuelle sont-elles mortes ou encore vivantes ? On voit, avec cette première approche, la complexité de la situation. Dans un même pays, en France par exemple, on peut avoir des avancées sur certains points, et une réaction organisée qui pousse à des reculs sur d'autres points. Sur un même sujet, la contraception par exemple, il semble bien possible qu'une avancée (le droit des jeunes filles non encore adultes à une contraception) côtoie des reculs sur certains aspects (l'utilisation correcte des contraceptifs en général). Enfin, dans un même couple, nous pourrions avoir amélioration et recul à la fois, nous l'avons évoqué à propos du temps de travail ménager, qui n'implique pas forcément une amélioration de la relation intime et du respect de l'autre.

Ce sont ces sujets que nous allons essayer d'éclairer. Nous reviendrons sur la révolution sexuelle des années 1968 et 1970, pour dire en quoi la réalité n'est pas exactement celle que l'on nous dit depuis. Y a-t-il ou non une contre-révolution sexuelle comme il y a eu une révolution sexuelle ? De qui provient-elle ? Quelles en sont les répercussions dans la société, ou dans les sociétés ? Y a-t-il en ce cas des résistances et de qui sont-elles le fait ? C'est ce sur quoi nous allons réfléchir.

*I- L'ORIGINE DE L'OPPRESSION DES FEMMES,  
UNE CONTROVERSE DANS LA LUTTE D'ÉMANCIPATION*

Cette partie de notre réflexion est délicate. C'est que travailler sur l'origine de l'oppression des femmes va nous faire remonter à des époques de l'humanité où il n'y a pas d'écrit, seulement des objets que retrouve l'archéologie. Mais un objet ne parle pas, il ne dit pas qui l'a utilisé, par exemple, si c'est un homme ou une femme. Et encore moins comment, avec quelles idées.

Nous allons le voir, même l'observation des sociétés premières, dont on peut penser qu'elles nous aident à imaginer ce qu'a pu être cette vie, peut être interprétée de manière très différente selon que l'anthropologue est un homme ou une femme, un conservateur ou un féministe. Du coup, et c'est l'aspect un peu déroutant de cette affaire, la manière de comprendre la place des femmes dans les sociétés premières a été un enjeu tel que partisans et adversaires de l'idée d'une possible égalité des femmes et des hommes dans la préhistoire ont souvent fait passer le combat pour leur cause avant la vérité scientifique. Aussi allons-nous essayer de démêler les deux, car nous sommes convaincus que seule la vérité est révolutionnaire.

Pendant des siècles, a prévalu l'idée que les choses étaient simples, claires, évidentes : c'est la nature, ou Dieu, qui a fait la femme plus faible que l'homme, inférieure à l'homme. C'est une idée que véhicule toute la société, femmes comprises. Pierre Bourdieu fait remarquer qu'il n'y a même pas besoin de chercher un justificatif concret, physique, à cette idée. Ainsi, jusqu'à la Renaissance, on ne faisait même pas de distinction entre l'appareil génital de l'homme et celui de la femme. On pensait qu'ils étaient composés des mêmes organes, et qu'ils étaient simplement disposés différemment. Il n'y avait même pas de mot pour désigner les organes féminins. Ce n'est donc pas là qu'on loge l'idée d'infériorité, mais dans l'être social lui-même.

Lorsque la science, qui se veut basée sur l'observation et non plus la croyance, a commencé à se développer au 19<sup>ème</sup> siècle, les anatomistes qui découvrent les différences qu'on reconnaît aujourd'hui, vont d'abord chercher dans le corps de la femme la justification à la vision assignée par la société. Ils le font en se basant sur les préjugés dont ils héritent, qui attribuent la sensibilité à la femme contre la raison à l'homme, la passivité chez la femme contre l'activité chez l'homme.

Ce ne sont donc pas les différences visibles qui créent les différences de point de vue. C'est bien la place assignée par la société qui crée ce que l'on croit être une vision naturelle, basée sur des différences « visibles ».

L'avantage, pour l'explication « naturelle » de l'infériorité de la femme, c'est qu'elle interdit toute remise en cause à la domination de la femme. Elle est plus simple à justifier.

Mais du coup, il s'est passé cette chose, c'est qu'une tendance à l'explication « naturelle » est apparue aussi chez certaines féministes. *Les hommes qui nous ont rendu inférieures ont voulu démontrer que nous le sommes naturellement ? Nous allons démontrer que les femmes ont été naturellement supérieures dans le passé, et que leur vraie nature est là.* Or, lorsqu'on cherche quelque chose avec une certaine idée, on risque fort... de la trouver, ou plutôt de croire un peu vite qu'on l'a trouvé.

Avant que les féministes ne s'en mêlent, la vision de la préhistoire était simple. Puisque c'était de l'ordre de la nature que la femme soit une inférieure, cette infériorité était forcément absolue dans la préhistoire : des images des débuts du 19<sup>ème</sup> siècle montrent les femmes des hommes préhistoriques littéralement soumises, tirées par les cheveux... Craintives, faibles, seulement soucieuses de leur progéniture, elles sont protégées par un homme viril et fort, sûr de lui. On retrouvera ce genre d'images jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle.

Pourtant, dans la seconde partie du 19<sup>ème</sup> siècle, la recherche anthropologique a convaincu les milieux scientifiques d'une histoire un peu différente. C'est que chez de nombreux peuples premiers, les mythes, transmis oralement de génération en génération, parlent d'un passé où les femmes avaient un rôle dominant, supérieur. Du coup, ces scientifiques vont progressivement croire à cette forme de supériorité dans un passé lointain, qui se concrétisait par la transmission féminine, la matrilinearité.

L'anthropologue Alain Testart (1945-2013) explique que « *Tout le 19<sup>ème</sup> siècle tient à la thèse de l'antécédence de la matrilinearité (la transmission se fait par la femme) sur la patrilinearité (elle se fait par l'homme). (...) Sur quoi est-elle fondée ? Sur le raisonnement – fondateur en quelque sorte – de Bachofen, selon un principe que nous avons déjà dit : les mythes parlent de prérogatives féminines qui, étrangères au temps de référence, doivent témoigner d'un stade plus ancien pendant lequel les femmes étaient dominantes.* »

Des féministes du 20<sup>ème</sup> siècle, à la recherche donc d'une démonstration « naturelle » de l'importance sociale de la femme, vont donc aller chercher dans ces mythes une preuve pour affirmer que la domination actuelle masculine n'est pas légitime. Mais est-ce là une preuve ?

Les mythes sont effectivement nombreux qui disent que la femme a été dominante, dans le passé. Mais, explique Testart, les mythes ne disent pas une réalité. Parfois, même, ils en disent l'inverse : « *Il arrive aux mythes d'évoquer un temps originel pendant lequel c'étaient les hommes qui avaient des menstruations ou pendant lequel la Terre était au-dessus de la Lune et du Soleil. Il est dans la nature du mythe d'imaginer dans les premiers temps un ordre inverse, pour l'inverser ensuite et retrouver, fonder, justifier, l'ordre présent. Le mythe n'est pas de l'histoire, et ce n'est que très rarement (c'est alors plutôt une épopée) qu'il traduit une réalité historique.* » Les mythes racontent donc un passé souvent inventé, pour montrer qu'il a été désastreux, et ainsi justifier l'ordre social en place.

Le mythe n'est donc pas une preuve. Et les féministes vont donc devoir trouver autre chose de plus tangible, de moins discutable. Et là encore, elles vont trouver. Regardez donc les petites statuettes, les fameuses « Vénus » de la fin du paléolithique : ce sont des femmes, et rien que des femmes. Souvent, les parties spécifiquement féminines sont accentuées : ventre, seins, vulve. C'est sans doute l'indice d'une vénération, une sorte de culte de la fécondité. La femme est considérée supérieure parce qu'elle porte en elle la fertilité, donc la

survivance du groupe. La preuve est là, sous vos yeux, la nature ne nous a pas voulues inférieures, au contraire.

Oui mais, va-t-on encore leur répondre, ce n'est pas une preuve. Aujourd'hui, on a dans toute l'Europe des dizaines de milliers de représentations d'une femme, la Vierge Marie. Or, elle ne symbolise pas du tout une quelconque supériorité. Donc, nous ne pouvons rien dire de tel à partir de ces statuettes.

*Vous êtes vraiment de mauvaise foi, vont rétorquer les partisans et les partisans de l'idée d'une meilleure place de la femme dans la préhistoire. Vous ne voulez pas croire en ces objets. Alors, on va vous trouver bien plus fort.* Et elles vont effectivement trouver des sociétés où la femme est l'égale, ou peut-être même supérieure à l'homme. Ces sociétés se trouvent parmi celles qui ont été découvertes dans le cadre de la colonisation européenne. Nous allons ici entrer dans le détail et nous verrons pourquoi cette nouvelle indication ne va pas non plus régler vraiment la question.

### LA VISION PRIMITIVE IDYLLIQUE DES PRIMITIFS

L'un des premiers anthropologues à avoir essayé de synthétiser et de généraliser les observations du 19<sup>ème</sup> siècle est Lewis Henry Morgan (1818-1881). Marx, lorsqu'il en a connaissance, voudra y travailler pour en faire connaître les conclusions dans le monde ouvrier : des millénaires de société humaine ont existé, et leur fonctionnement était tout autre que l'exploitation économique, et la domination des femmes. Mais Marx décède et c'est son ami Friedrich Engels qui rédigera *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1891).

Voici comment Howard Zinn, dans son *Histoire populaire des États-Unis*, parle de la situation des femmes dans la société iroquoise, en s'appuyant sur les écrits de Morgan et d'Engels : « *Les femmes jouaient un rôle important et avaient un statut respecté dans la société iroquoise (...) Chaque famille élargie vivait dans la "grande maison" et lorsqu'une femme désirait se séparer de son mari elle déposait simplement les affaires de ce dernier devant la porte. Les familles formaient des clans et une douzaine ou plus de clans pouvaient former un village. Les femmes les plus âgées du village désignaient les hommes habilités à représenter le clan aux conseils de village et de tribu. Elles désignaient également les quarante-neuf chefs qui composaient le grand conseil de la Confédération des cinq nations iroquoises. Elles assistaient aux réunions de clans, se tenaient derrière le cercle formé par les hommes qui discutaient et votaient les décisions. Si ces derniers allaient dans un sens trop éloigné de celui qu'elles souhaitaient, elles pouvaient les démettre et les remplacer.*

*Les femmes surveillaient également les récoltes et s'occupaient de l'administration générale du village tant que les hommes étaient à la chasse ou à la pêche. En outre, comme elles fournissaient les mocassins et la nourriture pour les expéditions guerrières, elles avaient également un certain contrôle sur les affaires militaires. (...) Tout cela, bien sûr, jurait parfaitement avec les valeurs européennes que les premiers colons apportèrent avec eux : une société divisée en pauvres et riches, contrôlée par les prêtres, par les gouverneurs, et par les hommes en ce qui concernait la vie familiale. »*

Les féministes vont se mettre à recenser des observations du même genre, en épluchant les études anthropologiques. Seulement voilà, au 20<sup>ème</sup> siècle, là où Morgan pensait

pouvoir généraliser son observation, l'étude de plus en plus fouillée et complète des diverses sociétés rencontrées à travers le globe va, dans les faits, démentir l'idée du 19<sup>ème</sup> siècle que l'égalité originelle des femmes est une règle générale.

Au départ, chacune des découvertes qui pouvait faire exception à l'idée de Morgan était immédiatement reprise pour le critiquer. Et dans la mesure où ces idées avaient été soutenues par le marxisme, les anthropologues qui avaient une opinion conservatrice de la société ne se privaient pas d'attaquer Morgan, ce qui leur donnait un moyen d'atteindre le courant marxiste par ricochet.

Dans un premier temps, le courant marxiste va conserver une attitude scientifique, acceptant de prendre en compte les nouvelles découvertes, et va chercher des explications matérialistes, avec une liberté de pensée. Malheureusement, la pensée marxiste va s'ossifier avec l'installation en URSS du stalinisme, dès les années 1920. Le pouvoir de la nouvelle bureaucratie va momifier la pensée marxiste, comme elle a momifié Lénine. Il devient insupportable d'apporter une critique à ce que l'on considère comme une base du marxisme. Donc, pas question de critiquer Engels.

Ailleurs qu'en URSS, une autre attitude aurait pu exister. Seulement voilà, une grande partie des intellectuels qui avaient décidé de rejoindre le marxisme ne faisaient en réalité que suivre ce courant parce qu'il semblait sur le point de l'emporter, qu'il était fort au point de tenir tête au monde capitaliste. Ces gens, qui vont parfois se dire « compagnons » du communisme, attirés par la gloire et la renommée plus que par le goût de l'étude scrupuleuse, vont se contenter de défendre les textes d'Engels, à la virgule près, et négligent les découvertes qui ne collent pas avec ce qu'avaient écrit Morgan et Engels au 19<sup>e</sup> siècle.

Mais à la longue, c'est ce pseudo-marxisme conservateur qui va être déconsidéré, déconsidérant du coup un marxisme en fait plus ou moins à l'abandon. Une foule de découvertes obligent à reconsidérer la vision de la préhistoire, mais cela se fera alors en dehors et en l'absence de scientifiques marxistes. Et le courant marxiste, même pour sa partie se voulant rester intègre, aura bien du mal à reprendre pied sur ce terrain. Dans les années 1970, lorsque les féministes vont voir leur courant se renforcer considérablement, une organisation comme Lutte Ouvrière en est encore à une lecture quasi biblique d'Engels. Une lecture qui l'aurait fait bondir, lui qui avait pour passion d'étudier et de réfléchir aux découvertes les plus récentes de son temps, dans tous les domaines.

Du coup, les nouvelles générations de féministes, sans la base de la méthode scientifique à laquelle tenaient Marx et Engels, se lancent dans des affirmations hâtives, et c'est ainsi que va être avancée l'idée que le matriarcat a été une étape de l'évolution de l'humanité. Aujourd'hui, nous savons que c'est faux. Même lorsque l'on a trouvé des sociétés avec matriarcat, qui sont assez rares, cela ne veut pas forcément dire qu'il y avait un rôle dominant pour les femmes ; il y a simplement transmission du statut familial et social par la mère, ce qui est autre chose.

### *LA VISION FÉMINISTE MILITANTE DE LA FEMME PRIMITIVE*

Après toute une période où l'anthropologie était le fait d'hommes, qui négligeaient bien souvent d'étudier la place et l'importance du travail des femmes dans les sociétés qu'ils observaient, on nous sort donc soudain dans les années 1970 l'existence d'une humanité

originelle dominée par les femmes ! Il faudra attendre que se forme une nouvelle génération de scientifiques femmes, des anthropologues, des archéologues, etc., pour que l'on se mette à étudier d'une manière plus complète et la préhistoire et la place réelle que les femmes pouvaient y avoir.

Sur la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, on va ainsi découvrir qu'il faut corriger certaines idées. Par exemple, on considérait jusque-là que l'homme chasseur de la société chasseur-cueilleur rapportait, de manière évidente, l'essentiel de la nourriture, la femme cueilleuse n'apportant qu'une sorte d'appoint avec ses collectes de racines, de tubercules, de fruits. Une étude chiffrée va montrer que c'est faux, et qu'il y a là seulement le reflet d'un préjugé masculin. En fait, chez les chasseurs-cueilleurs, la cueillette rapporte 70% du bilan des ressources alimentaires, ce qui laisse loin derrière l'activité de la chasse. C'est plutôt la chasse qui serait un appoint.

La période qui entoure les années 1968 va bouleverser les mouvements féministes eux-mêmes. Deux grands camps vont se former parmi les féministes. D'un côté, le camp de ceux et celles qui s'en tiennent toujours à l'idée qu'il a existé une période bénie pour les femmes, le matriarcat primitif. Les féministes marxistes, comme l'américaine Eleanor Leacock se tiennent dans ce camp. Pour ces féministes, l'apparition de la domination masculine est apparue avec la société de classes. Elle disparaîtra donc avec la fin de la société de classes. Le lien est donc direct entre la révolution socialiste et la lutte pour l'émancipation de la femme. Et d'un autre côté, une autre vision se forge, avec celles et ceux qui affirment que toutes les sociétés ont toujours connu une domination masculine. Ceux-là affirment que ce n'est donc pas un problème lié aux classes sociales. Et ils en concluent que la révolution socialiste souhaitée par les marxistes ne réglerait pas le problème.

### *L'ÉGALITÉ SOCIALE DES FEMMES N'A PEUT-ÊTRE PAS EXISTÉ PARTOUT, MAIS ELLE A BIEN EXISTÉ*

Où en est-on aujourd'hui de la question posée depuis un moment de savoir ce qu'a donc été la condition originelle des femmes dans les sociétés humaines ? Des chercheurs ont réussi à avancer des idées et des hypothèses intéressantes sur cette question. Mais avant de les examiner, prenons une minute un peu de recul, et demandons-nous : « *pourquoi se poser cette question ?* ». Est-ce que la condition actuelle ou future des femmes devrait dépendre de la réponse ? Si nous vivions dans un monde où règne l'égalité dans la situation des hommes et des femmes, poserait-on cette question de cette manière ?

Nous qui sommes profondément socialistes, communistes, au sens où l'entendait Marx de son vivant, nous ne conditionnons pas l'idée que nous nous faisons de la place des femmes à ce que peut nous dire la science de son passé. Le passé, au fond, est un passé de toute manière animal. Alors que le présent, et plus encore l'avenir que nous voulons, est profondément humain. L'on pourrait nous prouver que la femme a toujours été une inférieure à l'homme que cela ne nous empêcherait pas de vouloir et de croire en la possibilité de sa totale égalité avec l'homme.

En fait, on le voit bien, c'est parce qu'il y a inégalité que cette question du passé semble importante, et qu'elle est un enjeu. Elle sert d'arme pour les tenants, parfois maladroits, d'une libération des femmes, comme pour les tenants du conservatisme social qui veulent préserver une supériorité masculine.

Il s'est trouvé un ancien militant de Lutte Ouvrière, Christophe Darmangeat, docteur en sciences économiques, qui a cherché à vouloir reprendre le problème des origines de la domination de la femme à la lumière des découvertes les plus actuelles. En réaction, peut-être, à la manière de voir quasi religieuse transmise par Lutte Ouvrière d'un monde idyllique où les femmes auraient vécu en égales si ce n'est en maîtres, Darmangeat a d'abord publié *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était, Aux origines de l'oppression des femmes*.

Dans ce livre, paru en 2009, cet auteur n'y va pas par quatre chemins. Son travail donne l'impression d'un long catalogue qui cherche à démontrer que, partout, absolument partout, même si c'est à des degrés divers, la femme a toujours été dominée. De domination féminine, Darmangeat n'en voit aucune et jamais.

Pour lui, « *les sociétés dans lesquelles les hommes excluent les femmes des responsabilités politiques représentent l'énorme majorité et (...) celles où les femmes ont accès sur un pied de quasi-égalité sont extrêmement rares* ». Sa basant sur l'Ethnographic Atlas, il chiffre la situation des femmes selon leur accès ou non à la sphère politique : « *La proportion qui saute aux yeux est la proportion écrasante des sociétés dans lesquelles les hommes s'arrogent un monopole absolu des fonctions dirigeantes – 60 sur 69 si l'on considère les fonctions politiques, 49 sur 58 pour la direction des groupes familiaux. (...) Quant à celles qui acceptent que les femmes occupent ces fonctions à égalité avec les hommes, elles apparaissent comme des exceptions (respectivement 2 sur 60 et 4 sur 58)*».

Une impression de fatalité ressort donc à l'issue de cette lecture. Mais on pourrait déjà relire d'une manière critique les chiffres que l'on vient de citer. Avec quelques soustractions, on peut dire aussi que si 60 sociétés sur 69 voient les hommes s'accaparer les fonctions dirigeantes, il y en a 9 sur 69, donc 16%, où les femmes un accès plus ou moins important aux fonctions politiques. Quant à celles qui feraient exception, et où il y aurait égalité, il y en a 2 sur 60 ou encore 4 sur 58, 7% quand même.

L'une des conclusions de Darmangeat est de dire que l'idée de Morgan et Engels d'associer la domination masculine à l'apparition des classes sociales est fautive. Puisque l'on trouve dans toutes les sortes de sociétés sans classes une certaine forme de domination masculine. Dont acte, effectivement : il nous suffirait d'un seul cas de société première (sans classes sociales) avec une forme de domination masculine pour rendre caduque la thèse de Morgan et d'Engels.

Mais fallait-il vraiment en conclure qu'il y a eu partout et toujours une domination masculine ? Eh bien, là-dessus, Darmangeat va se reprendre. Il publie fin 2010, sur internet, un nouveau texte, *L'oppression des femmes, hier et aujourd'hui : pour en finir demain !*

Il reprend sa critique, qui semble juste, des conclusions de Morgan, pour qui la subordination des femmes n'avait commencé qu'avec l'apparition des classes sociales, avec l'âge des métaux. Morgan pensait que ce basculement n'était apparu qu'avec un développement des richesses, bétail, esclaves, qui s'était produit entre des mains d'hommes.

Darmangeat rappelle aussi ce qu'il pense avoir démontré dans son ouvrage précédent : « *À tous les stades du développement économique et social, y compris pour les sociétés les plus égalitaires, on trouve des exemples avérés de domination masculine, parfois informelle, parfois très explicite et organisée* ». Mais dans ce nouveau texte, on n'a plus du tout cette

impression désespérante selon laquelle la domination masculine serait une loi absolument générale.

Une région plus que les autres a suscité des polémiques, c'est l'Australie et ses aborigènes. « *Au 19<sup>e</sup> siècle, rappelle Darmangeat, les premiers témoignages – fort nombreux – concluaient invariablement à l'abominable sujétion des femmes australiennes, le plus souvent caractérisées comme des esclaves, au sens strict ou à peine figuré.* » Mais cette vision va être sérieusement combattue au 20<sup>e</sup> siècle : « *Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, écrit-il maintenant, certains chercheurs – il faudrait plutôt dire : certaines chercheuses, tant les femmes furent majoritaires dans ce mouvement – menèrent des travaux qui nuancèrent beaucoup cette impression (de femmes esclaves chez les aborigènes). Loin d'être des jouets dans les mains des hommes, les femmes possédaient leurs propres stratégies, leurs propres réseaux d'influence, et souvent leurs propres rites religieux fermés aux hommes* ».

Et Darmangeat en arrive à dire presque l'inverse de ce qui ressortait de son précédent ouvrage : « *Il ne faut pas tomber dans la position caricaturale selon laquelle la domination masculine représenterait une caractéristique clairement partagée par toutes les sociétés. En fait, les Iroquois ne sont pas une exception. Tant parmi les chasseurs-cueilleurs égalitaires que parmi les agriculteurs, on a observé bien des peuples où les rapports entre hommes et femmes étaient équilibrés, et où il est bien difficile de dire quel sexe dominait, si toutefois tel était le cas.* »

Et de citer ici un certain nombre de peuples, parmi lesquels la plupart de ceux que nous avons mentionnés dans les écrits de notre groupe sur ces sociétés : « *Chez les chasseurs-cueilleurs, on peut citer par exemple les Bushmen des déserts du sud de l'Afrique, rendus célèbres il y a quelques années par le film Les dieux sont tombés sur la tête. De l'un de leurs groupes, les Nahro, on apprend par exemple qu'il "semble exister une égalité des sexes presque totale dans la relation entre frères et sœurs et, peut-être, une légère prédominance féminine dans la relation entre époux.*

« *Ce sont aussi les indigènes des îles Andaman, dans le golfe du Bengale, dont le premier ethnologue à les avoir observés au 19<sup>ème</sup> siècle rapporte dans une sentence toute empreinte de morale victorienne que " l'un des traits les plus frappants de leurs rapports sociaux est l'égalité et l'affection affichées qui s'établissent entre un mari et sa femme ; des observations minutieuses s'étendant sur plusieurs années prouvent que non seulement l'autorité du mari est plus ou moins théorique, mais qu'il n'est pas rare que sa moitié le fasse marcher au doigt et à l'œil "*.

« *Mentionnons également les pygmées Mbuti de la forêt équatoriale africaine, chez qui "une femme n'est en aucune manière inférieure à un homme."* Cette physionomie, poursuit Darmangeat se retrouve également chez de nombreux peuples agriculteurs ou éleveurs. Aux rangs de ceux-ci, on peut citer les Iroquois, bien sûr, mais avec eux les Khasi de l'Inde, les Minangkabau de Sumatra, les Ngada de l'île de Florès ou les Na (également appelés Mosuo) de Chine (...) »

Il ressort de tout ceci que Darmangeat a voulu d'abord et avant tout reconnaître que la domination masculine a pu exister dans des sociétés sans classes. Seulement, il a un peu tordu la bâton dans un premier temps, allant jusqu'à affirmer que toutes les formes de sociétés premières et sans classes, partout, ne connaissaient que la domination masculine et rien d'autre. Il est ensuite revenu à une vision plus nuancée, en soulignant que l'on peut trouver,

effectivement, une domination masculine plus ou moins brutale pour n'importe quel type de société première, mais que ce n'est pas non plus une obligation. « *La domination masculine peut exister dans des sociétés qui ignorent non seulement les classes sociales, mais même les simples inégalités économiques* ».

Mais il existe aussi des sociétés premières sans domination masculine. Donc, le communisme primitif, pour reprendre l'expression d'Engels, l'état économique des premières sociétés, n'excluait pas une possible domination par les hommes, mais il ne la rendait pas non plus obligatoire.

Nous retiendrons pour notre part que, même si ce n'est pas dans toutes les sociétés sans classes, ce n'est que dans ces sociétés sans classe, et plus du tout après dans l'histoire, que l'on peut trouver et que l'on trouve des exemples vivants d'une forme ou une autre d'égalité entre hommes et femmes.

C'est donc un fait, que nous pouvons, avec une attitude scientifique, considérer comme exact, - c'est-à-dire jusqu'à preuve du contraire - : nous trouvons dans les sociétés premières les seuls exemples – même s'ils sont minoritaires - d'égalité entre hommes et femmes.

L'on peut donc conclure que la condition des femmes n'a pas un lien direct et simple avec l'existence des classes sociales, que l'égalité sociale des femmes avec les hommes n'a pas existé partout, qu'elle n'a été que minoritaire, mais elle a bel et bien existé dans certaines sociétés premières. Par contre, on va le voir par la suite, les classes sociales, elles, vont éliminer totalement cette possibilité.

### *LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL DES ORIGINES*

Nous avons avancé sur un point. Des sociétés premières avec égalité sociale des femmes ont existé. Mais alors, se pose maintenant la question de comprendre comment, ces sociétés-là, ont, pour certaines, basculé dans la domination masculine et l'inégalité. Là encore, nous n'avons rien d'observable, mais on peut émettre des hypothèses. Et nous allons ici essayer de suivre celles de Testart.

Pour commencer, il faut remarquer que dans toutes les sociétés premières, qu'elles octroient aux femmes une place égale ou pas, on observe ceci de particulier, qui est une différence avec le monde animal, c'est une répartition sexuée des tâches, une division sexuelle du travail. Chacun a son ou ses domaines, et ceux-ci sont très nettement séparés. Morgan l'avait observé chez les Iroquois : « *Les coutumes et les modes de vie indiens divisaient socialement les gens en deux grandes classes, hommes et femmes. Les hommes recherchaient la conversation et la société des hommes, et c'est ensemble qu'ils allaient se divertir ou se soumettre aux devoirs plus austères de l'existence. De la même manière, les femmes recherchaient la compagnie de leur propre sexe. Entre les sexes, il n'y avait que peu de sociabilité, au sens où l'on entend ce terme dans une société raffinée* ».

« *Le tissage, la poterie, la construction des habitations ou certaines activités agricoles, dit aussi Darmangeat, étaient des activités masculines dans certaines sociétés et féminines dans d'autres. Mais, au-delà des variations locales, la division sexuelle du travail obéissait, à l'échelle du globe, à certaines régularités remarquables.* »

Sauf qu'il y a une activité dont les femmes sont, partout et toujours, exclues : c'est la chasse, « *tout au moins dans ses formes les plus sanglantes, et du maniement des armes les plus létales, propulseurs, lances et arcs* ». Et là, évidemment, on se demande si on ne retombe pas sur la vieille idée que la nature a séparé les activités humaines. Erreur ! Une mobilité qui serait réduite du fait de la maternité, cela ne serait nécessaire qu'un temps ; de même pour la nécessité de protéger les femmes pour la reproduction du groupe. Or l'interdit en question concerne toute la vie de la femme. C'est bien le fait d'être femme qui interdit d'approcher une arme ou d'aller chasser.

On pourrait penser aussi que cette exclusion des femmes de la chasse est due à une volonté des hommes d'écarter les femmes : nous allons voir que ce n'est pas du tout le raisonnement ni la conclusion de Testart. Il tente de donner une explication dans *L'amazone et la cuisinière*, livre paru en 2014, qui a pour sous-titre *Anthropologie de la division sexuelle du travail*. « *Pourquoi, partout, les femmes ont-elles été exclues de la chasse ?* »

« *Comment savons-nous que c'était l'homme qui chassait et la femme qui faisait la cueillette des végétaux ? A vrai dire, nous ne le savons pas, car l'archéologie est impuissante à nous dire, si par exemple elle retrouve une pointe de flèche, qui l'a utilisée, un homme ou une femme (...) Mais nous avons tout lieu de le penser. Pourquoi ? Parce qu'il existait encore au 19<sup>e</sup> siècle, au moment de la colonisation, de nombreux peuples d'Océanie, d'Amérique, d'Asie ou d'Afrique qui ne vivaient que de chasse et de cueillette. (...) Et, chez tous, on observe une même allure générale de la division du travail qui fait que l'homme s'adonne à la chasse, la femme à la cueillette.* »

Seulement, observe Testart, « *l'exclusion des femmes de la chasse (...) n'est pas totale dans ces sociétés de chasse et de cueillette. En différentes occasions, elles y participent. Voyons quelles sont ces occasions. La première correspond à la chasse au petit gibier. (...) Mais en d'autres occasions, plus rares et moins remarquées, les femmes pratiquent certaines chasses au gros gibier. (...) Quelle différence entre ces chasses, selon qu'elles sont conduites par des hommes ou par des femmes ? Les hommes se servent des armes typiques de la chasse, des lances et des propulseurs (sortes de planchettes ou de bâtons servant à augmenter la distance de jet en jouant le rôle de bras de levier) en Australie, des arcs et des flèches en Terre de Feu et en Hokkaido ; tandis que les femmes n'utilisent aucune de ces armes, mais seulement des chiens, des cordes, des masses. (...) C'est l'usage des armes qui est le critère décisif* ».

Ne trouvant pas d'explication rationnelle sur ce qu'il observe, Testart s'oriente vers les croyances, un domaine essentiel chez les humains. « *Quoi de plus irrationnel, dit-il, que des femmes chassant, qui les phoques, qui les cervidés, qui les bandicoots et autres marsupiaux de petite taille, sans armes ? Quelle explication donc ? Une bonne explication est une explication qui rend compte de tous les phénomènes observés y compris dans leur détail.* » Et il en arrive à ceci : « *Les armes que n'utilisent pas les femmes sont celles qui font couler le sang des animaux. (...) La femme ne fait pas la chasse dans la mesure où la chasse fait couler le sang animal et au contraire elle la fait dans la mesure où la chasse ne fait pas couler le sang animal* ».

« *Cette première conclusion peut paraître étonnante. Mais, pour un anthropologue, elle ne l'est pas car elle évoque immédiatement les très nombreuses croyances, les interdits et les tabous, nombreux et variés, parfois hauts en couleurs, qui entourent le sang des femmes*

*dans presque toutes les sociétés de chasse et de cueillette, et même dans les sociétés d'hier de la vieille Europe. C'est le sang de la parturition, c'est le sang de la virginité, mais c'est surtout le sang menstruel. »*

*« Dans plusieurs tribus australiennes, les lances et autres projectiles utilisés à la chasse sont censées prendre des trajectoires tordues s'ils ont été touchés par une femme réglée ou simplement enjambés par elle. (...) L'interdit tend à s'élargir jusqu'à concerner la femme même en dehors de ses périodes ; il suffit qu'elle risque de saigner, autrement dit qu'elle ne soit ni prépubère ni ménopausée. C'est pourquoi il est si courant de par le monde que les chasseurs s'abstiennent de tout contact avec les femmes avant la chasse. »*

*« Tout se passe donc, conclut Testart, comme si la femme ne pouvait mettre en jeu le sang des animaux alors qu'il est question, en elle, de son propre sang ». Donc, « si la femme ne saigne pas, elle peut faire la chasse, même sanglante. Et il existe à ce sujet un exemple parfaitement instructif et démonstratif. Unique d'ailleurs. C'est la déesse de la chasse chez les Grecs anciens, les seuls à avoir imaginé une divinité féminine pour la chasse, et pas un homme : c'est Artémis, dont les Romains ont fait Diane chasseresse. Or elle est notoirement vierge, défendant farouchement sa virginité, s'entourant exclusivement de femmes. »*

Cette croyance en ce qui concerne le sang animal et le sang de la femme est si profonde qu'on va la retrouver dans des sociétés bien plus proches de nous. Les prêtres qui opéraient des sacrifices à l'époque où le judaïsme se forme ne pouvaient être que des hommes. Cette tradition est restée dans le judaïsme, même s'il ne pratique pas de sacrifice. Elle est également passée dans l'islam, qui interdit à une femme en menstruation de faire une prière ou même d'écouter un sermon dans une mosquée. Et elle irrigue toute la chrétienté : dans la pratique de l'Eucharistie, le pain et le vin que manipule le prêtre qui officie la messe deviennent vraiment le corps et le sang du Christ. Ce rite exclut totalement la femme.

C'est donc dans le domaine des idées que Testard trouve une explication à la première exclusion des femmes. Cette exclusion n'avait certainement pas le sens qu'on lui prête aujourd'hui, et ne devait probablement pas sembler être une quelconque punition ou mise à l'écart. Au contraire, elle pouvait tout à fait être considérée comme une protection, un comportement positif. C'est la suite de l'histoire qui en fera un moyen par lequel les hommes se retrouveront, avec l'apparition des richesses, notamment, en situation de disposer d'un pouvoir de domination.

Quand et comment cette situation sans conséquence au départ sur la place sociale des femmes a-t-elle basculé pour les mettre sous la domination des hommes ? Pour Testard, comme pour Morgan et pour Engels au 19<sup>ème</sup> siècle, c'est l'apparition de la richesse qui en sera la cause. Mais pas la même richesse, et pas au même moment.

Dans les textes dits classiques du marxisme, en particulier *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, toutes les explications que donne Engels se fondaient sur des critères matériels, en particulier sur l'état des techniques et de l'économie, ce que les marxistes appellent le développement des forces productives. Dans les stades qui précèdent la civilisation, dit Engels, la propriété privée ne portait que sur les instruments fabriqués et utilisés par chacun : *« l'homme des armes, des engins de chasse et de pêche ; la femme des objets de ménage »* Tout le reste est propriété commune.

Le basculement, selon lui, va venir de la nouveauté économique que connurent les hommes lorsqu'ils commencèrent à pratiquer l'appivoisement d'animaux, puis leur élevage. Les tribus vont voir leur production considérablement augmenter, se diversifier. L'homme devenant capable de produire plus qu'il n'a besoin pour lui-même pour sa subsistance, il devient alors intéressant d'utiliser le travail humain, comme celui des prisonniers de guerre. Ceux-ci vont alors donner les premiers esclaves. Et c'est aussi le moment, toujours selon la vision du 19<sup>e</sup> siècle, où le basculement va s'opérer pour les femmes.

*« Quand et comment, demande Engels, les troupeaux passèrent-ils de la propriété commune de la tribu ou de la gens à la propriété des chefs de famille individuels ? Nous n'en savons rien jusqu'à présent. » « Les troupeaux constituaient les nouveaux moyens de gain ; ç'avait été l'ouvrage de l'homme que de les apprivoiser d'abord, de les garder ensuite. Aussi le bétail lui appartenait-il, tout comme les marchandises et les esclaves troqués contre du bétail. » Mais désormais, « tout le bénéfice que procurait maintenant la production revenait à l'homme ; la femme en profitait, elle aussi, mais elle n'avait point de part à la propriété. Le « sauvage » guerrier et chasseur s'était contenté de la seconde place à la maison, après la femme ; le pâtre "aux mœurs plus paisibles", se prévalant de sa richesse, se poussa au premier rang et rejeta la femme au second. Et elle ne pouvait pas se plaindre. La division du travail dans la famille avait réglé le partage de la propriété entre l'homme et la femme ; il était resté le même et, pourtant, il renversait maintenant les rapports domestiques. »*

On voit que le raisonnement d'Engels est d'ordre matérialiste. Ce ne sont pas des intentions humaines de domination qui ont amené la domination des hommes, cela est advenu un peu par hasard, ou parce que la société n'y a pas pris garde, du fait de l'évolution de l'économie dans un cadre social et mental donné. Les hommes s'occupaient des animaux, ils se sont retrouvés à les posséder le jour où la propriété a pris une nouvelle importance.

Testart, nous allons le voir en détail, ne donne pas la même explication, mais le parallèle est saisissant. Pour lui non plus, la domination n'a en aucun cas été voulue. Pour lui aussi, elle a été subie, en quelque sorte par la société. Engels comme Testart ont ceci en commun de nous dire que les choses ne se sont pas produites parce que l'idée d'une possibilité d'exploiter est venue à un génie malfaisant. Non, ce sont les transformations subies par la société et par les hommes qui les ont amenés à se retrouver en présence d'une situation de domination.

La différence la plus importante entre les deux visions, à un siècle et demi d'écart, tient au moment où les choses se passent. Testart situe ce basculement bien avant ce que Engels appelle l'augmentation des forces productives, avec l'invention de l'élevage.

Avant d'aller plus loin dans la pensée de Testart, il nous faut d'abord dire la distinction qu'il fait entre deux grandes sortes de sociétés de chasseurs-cueilleurs nomades, l'une qu'il appelle de type A et l'autre de type B.

En effet, nous dit Testart, on observe une situation spéciale, comme une exception mondiale, en Australie. Par-dessus les 500 tribus ou langues diverses qu'on y a trouvées au moment de la colonisation, existe une sorte de « *classification supérieure en deux superclasses (...). Pour la reproduction des êtres humains comme pour celle des espèces naturelles, chacune des moitiés dépend de l'autre* ». En clair, celui qui est issu d'une superclasse ne peut se marier qu'avec quelqu'un de l'autre superclasse. Se superposent à cela d'autres règles complexes, qu'on appelle totémisme : chaque clan est relié à des animaux, et

certaines associations sont interdites, d'autres obligatoires. Cela donne une absence de choix, une rigidité, une absence de liberté qui est une exception sur la planète. Partout ailleurs, existe seulement une prohibition de l'inceste, qui interdit un mariage avec quelqu'un de familièrement trop proche, mais il n'y a pas une super règle qui se surajoute à celle-ci à l'échelle de tout un continent.

Du coup, poursuit Testart, le comportement des australiens, qu'il appelle de type A, se révèle très différent des autres peuples, qu'il appelle donc de type B. Sur toute la planète, sauf en Australie, lorsqu'un mariage a lieu, le jeune homme marié se doit de rendre un service à son beau-père ; on appelle cela le service pour la fiancée. Ce travail est variable selon les sociétés, il peut devenir très dur, s'étendre sur des années, mais il est toujours limité dans le temps. Une fois accompli, le jeune homme ne doit plus rien. Il en est libéré.

### *LE BASCULEMENT DANS L'INÉGALITÉ PROVOQUÉ PAR LA RICHESSE*

De type A ou de type B, ces sociétés ont en commun de ne pas connaître de richesse développée. Bien sûr, un bon chasseur pourra accumuler un peu plus qu'un mauvais chasseur, ou un vieux, ou un malade, et il tirera gloire de ce qu'il peut plus redistribuer. Mais cette inégalité dans la richesse ne permet pas d'acquérir un pouvoir sur les autres, elle ne divise pas la société. Non seulement la richesse, au sens où nous la connaissons n'existe pas, mais elle n'est pas désirée. En effet, quel intérêt y aurait-il à utiliser une richesse alors que n'existent pas encore les moyens techniques, les forces productives, qui permettraient par exemple de faire travailler une terre en louant des outils à un travailleur. Et il n'y a pas non plus de pauvres, de gens démunis et donc prêts à accepter de travailler pour un autre.

Mais à un moment ou un autre, sous une forme ou une autre, un début de richesse va pouvoir se former. *« Au moment où apparaissent les arcs, les meules, et bientôt les silos à grain et les greniers à ignames, nous dit Testart, l'histoire humaine a déjà de nombreux millénaires derrière elle. Des millénaires au cours desquels la société était déjà fortement structurée. Autour de quoi ? Pas autour de la richesse, laquelle n'existait pas, mais autour de ce qui fait depuis toujours courir les hommes : la quête du partenaire sexuel (...) Et quand se développe la production matérielle, elle se développe dans ces structures sociales. Quand naît la richesse, elle naît sur ce fonds social plurimillénaire et elle sert d'abord et avant tout à payer les femmes. »*

C'est là que les choses vont diverger selon la société australienne de type A ou les autres, plus libres, de type B. Dans la société de type A, chaque femme, dès sa naissance, est déjà attribuée à un homme en tant qu'épouse ; elle lui appartient même après sa mort, puisque ces droits passent au frère. Chacun a des obligations qui pèsent pour toute la vie.

Dans la société de type B, il y a le poids, la contrainte du service pour la fiancée ; il est parfois décrit comme une corvée, une humiliation ou même un asservissement, mais on finit par s'en libérer. Dans ces conditions, une possibilité de libération plus rapide apparaît avec l'apparition de la richesse : si le père de ma fiancée accepte que je lui donne un surplus de grains, je peux m'éviter de travailler pour lui pendant une année encore. La richesse devient ainsi un facteur de liberté plus grande.

Seulement voilà, il y avait déjà une inégalité, sans trop d'importance, sur la richesse. Avec les nouvelles formes que celle-ci prend, ces inégalités vont s'accroître et prendre une

importance qu'elles n'avaient pas. Le riche va pouvoir se libérer en payant en objets, au lieu d'un travail, son prix de la fiancée. Le pauvre ne pourra peut-être même pas se marier, ou il devra entrer en servitude. « *Rien n'est plus courant dans le monde que d'opprimer le pauvre* », comme le dit Testart. Va alors commencer toute l'histoire de la richesse en tant que fonction d'oppression et de domination.

Mais attention, souligne Testart : cette richesse a-t-elle été inventée volontairement ? « *a-t-elle été inventée aux fins de libérer le gendre de ses obligations ? Certainement pas. L'a-t-elle été pour opprimer les pauvres. Encore moins. Elle est arrivée toute seule, en quelque sorte, et sans que les hommes y prennent garde, en même temps que l'équipement du chasseur s'alourdissait de maints instruments toujours plus spécialisés, dans le même mouvement qui conduisait les chasseurs-cueilleurs à se sédentariser. La richesse a été instituée le jour où le détenteur d'une obligation accepta de recevoir, en lieu et place du travail auquel cette obligation lui donnait droit, des produits matériels durables, que lui-même pourrait donc utiliser de la même façon. Le mouvement culmina et trouve son parachèvement dans les sociétés agricoles* ». « *Pas toutes, pourtant, précise méticuleusement Testart, puisque le chapitre précédent en a explicitement exclu celles qui ne stockent pas.* »

Et pour finir sa démonstration, Testart note que rien de tout ceci ne s'est produit en Australie, bien qu'il y ait là des centaines de tribus. La colonisation n'y a découvert que des sociétés de chasseurs-cueilleurs sans richesse instituée. Lorsque cela aurait été possible techniquement, la société n'a pas évolué vers l'agriculture, parce qu'elle avait un fonctionnement qui la bloquait, et ne rendait pas intéressante l'utilisation de cette richesse potentielle. Par contre, c'est parmi les autres sociétés, celles de type B, où il y avait le service à la fiancée, que le néolithique va pouvoir se développer, avec la domestication des animaux et la maîtrise de l'agriculture.

Que la richesse ait joué le rôle déterminant qui bascule les femmes dans une oppression définitive et générale, c'est donc un point acquis. Que cette richesse ait joué ce rôle du fait de la pratique du service à la fiancée –selon Testart–, ou de la constitution de troupeaux –selon Engels–, ou d'autres raisons, est au fond, assez secondaire. Nous retiendrons que la domination de l'homme sur la femme n'est pas le fruit d'une volonté délibérée. C'est la conviction de Testart : « *L'idée a été avancée, dit-il, que les interdits sur les armes, en faisant que les hommes aient le monopole de la violence, sont à la source de la domination masculine. Je pense pareille thèse insoutenable. Aucun homme ne domine une femme parce qu'il possède un arc ou un fusil.* »

Non, pour lui, l'origine de cette domination a une tout autre histoire. « *Ces croyances et la division sexuelle qui en résulte naissent dans la lointaine préhistoire. Elles se continuent ensuite par pure inertie, par la force des habitudes et des préjugés. Les activités économiques nouvelles, agriculture, céramique, tissage, etc. remanient sur bien des points la répartition du travail entre les chasseurs et les cueilleuses, mais les croyances fondamentales qui la fondent restent les mêmes.* » Pour Testart, cette croyance essentielle que le sang ne doit pas se mêler au sang est à rapprocher d'une autre croyance, plus fondamentale peut-être, celle de la peur de l'inceste ; cette peur de ce qui est trop proche, comme celle du rapprochement du sang féminin avec le sang animal, fonde la société qui a pris pour règle l'exogamie : le mariage avec d'autres.

Arrêtons-nous ici un instant. Il y a longtemps eu une confusion entre l'idée d'exogamie, le fait d'aller chercher son mari ou sa femme en dehors du groupe social où l'on

vit (clan, groupe territorial, caste, etc.) avec la prohibition de l'inceste. L'inceste, c'est évident, unit des gènes proches, et par conséquent limite la variabilité génétique. On l'a longtemps rendu responsable de l'extinction de certaines populations. Mais les études scientifiques modernes nous disent que de telles extinctions ne peuvent s'expliquer uniquement par l'inceste. Il faut d'autres facteurs qui s'y ajoutent.

Alors, pourquoi trouve-t-on absolument partout, dans toutes les sociétés que l'on a rencontrées et étudiées, la pratique de l'exogamie ? C'est en fait l'indice qu'on touche là quelque chose de fondamental. Cette pratique est sans doute ce qui fonde même la société humaine à ses origines, à la différence du monde animal. La règle sociale humaine d'origine a consisté à pratiquer l'exogamie, c'est-à-dire l'obligation d'un mariage externe à la bande. Il ne s'agit pas simplement d'un évitement de l'inceste, ni de son extension. Il s'agit vraiment d'une règle élaborée et pratiquée entre bandes, consistant à ce que chaque femme d'une bande donnée s'accouple et aille vivre dans une autre bande que celle de sa naissance. Et c'est par ce moyen que les liens entre bandes ont commencé à exister, à avoir du sens, et que la société humaine a commencé à se construire.

Mais on remarque une chose : ce sont les femmes qui sont échangées, et pas les hommes. Et cela est probablement le signe d'une situation, à ce moment particulier de la naissance de la société humaine, où le mâle et la femelle devenant humains, la femelle est en état d'infériorité par rapport au mâle. Mais nous sommes à ce moment-là à une époque qui date non plus de quelques dizaines de milliers d'années, mais au moins de plusieurs centaines de milliers d'années, peut-être avec Homo Erectus.

En tout cas, c'est un fait qu'on observe à la fois cette pratique de l'échange des femmes, mais aussi la pratique régulière d'une sorte de guerre rituelle entre tribus. Et un objectif de cette guerre est la prise des femmes. Les femmes ainsi capturées se voient soumises à un statut inférieur, ou sont ouvertement exploitées. Là encore, ces observations sur des sociétés rencontrées lors de la colonisation ne prouvent définitivement rien du passé. Mais elles nous disent que c'est possible que le passé y ait ressemblé. Échange de femmes entre bandes, permettant de lier une tribu, et guerre entre tribus avec conquête de femmes, peuvent tout à fait aller de pair.

## *EN RÉSUMÉ*

Nous pouvons maintenant résumer en nous basant sur ce que nous disent les études scientifiques actuelles.

L'origine de la société humaine est liée à la pratique d'exogamie des femmes. Elle sert d'échange et de lien entre bandes qui par cet échange et par ce lien commencent à faire une société. Le fait que ce soient des femmes qui sont échangées, et pas des hommes, semble indiquer une considération et une place en état d'infériorité. Mais par la suite, on trouve aussi bien des sociétés où l'homme domine toujours la femme que d'autres, apparemment en nombre inférieur, où règne au contraire une forme de fonctionnement social égal entre les femmes et les hommes. L'Europe civilisée d'après le 16<sup>e</sup> siècle sera très étonnée et marquée en découvrant de telles sociétés comme celle des Iroquois.

Mais ces sociétés où femmes et hommes ne subissent pas l'inégalité, que va instaurer par contre la civilisation, se révèlent en nombre restreint. Il est donc probable qu'une grande

partie de celles qui ont pu connaître une telle forme de vie ait basculé dans la domination par l'homme. Pour un chercheur comme Testart, ce basculement a pu provenir du fait de l'exclusion, de fait, très ancienne, des femmes de la chasse sanglante. Si cela ne posait aucun problème du point de vue du rapport entre hommes et femmes dans les sociétés sans richesse, la situation a profondément changé lorsque la richesse a commencé à jouer un rôle. L'homme, se réservant la chasse, ses produits, et les moyens de les échanger, s'est retrouvé en situation de domination de fait.

Il n'y a pas eu besoin pour cela de calcul machiavélique. Les anciennes croyances restant longuement ancrées bien que le mode de vie et de production soient en train de changer, la situation qui peut en résulter suffit à provoquer un tel bouleversement. C'est de cette manière que l'on est passé d'une société qui a pu être égale pour les femmes à une société où elles se sont retrouvées dominées.

Il n'a donc pas été nécessaire pour cela d'en arriver à ce que se mettent en place de véritables classes sociales, contrairement à ce que pensaient les marxistes du 19<sup>ème</sup> siècle. Cette transformation est sans doute apparue au cours de ce que nous appelons le néolithique.

Par la suite, au fur et à mesure que l'inégalité de richesse va s'accroître, s'ancrer, et que de véritables classes sociales vont se former en divisant cette fois clairement la société selon la richesse, au fur et à mesure aussi que va être instaurée en parallèle la mise en place de forces de répression, police, armée, impôt, etc., la domination qui nous intéresse ici, celle sur les femmes, va s'instaurer partout si elle n'existait pas, et se cristalliser, devenir plus prononcée là où elle existait déjà.

Avec l'apparition de l'État, se met en place cet outil essentiel, l'armée, et cette pratique qui va hanter toute l'histoire humaine, la guerre. La femme était déjà exclue des armes sanglantes de la chasse, il n'y aura donc même pas besoin d'une nouvelle exclusion pour confier la guerre aux seuls hommes.

Pour finir sur les origines de l'oppression des femmes, il y a eu des femmes dominées depuis les origines de la société à travers l'ensemble de la préhistoire, mais une fois la société mise en place, il y a également eu des exceptions. Des parties de l'humanité ont pu vivre durant des millénaires en voyant se côtoyer hommes et femmes sans domination d'un sexe sur l'autre. C'est seulement avec l'apparition des classes sociales et des États que la domination des femmes devient une situation générale. Seule une partie des sociétés qui ont conservé un mode de vie chasseur-cueilleur nomade, comme les Iroquois, a pu préserver une forme offrant aux femmes une place entière, sereine et humaine.

Pour conclure cette étude sur les origines de la domination sur les femmes, nous pouvons reprendre, sans rien en changer, la conclusion qu'utilisait déjà Engels dans *L'origine de la famille*, et qu'il empruntait à Morgan. Morgan ayant compris la conséquence dramatique pour l'humanité de l'apparition non maîtrisée de la richesse, essayait d'imaginer un avenir qui dépasse cette fameuse richesse, tant recherchée dans la société actuelle : « *La simple chasse à la richesse n'est pas le destin final de l'humanité, si toutefois le progrès reste la loi de l'avenir, comme il a été celle du passé. Le temps écoulé depuis l'aube de la civilisation n'est qu'une infime fraction de l'existence passée de l'humanité, qu'une infime fraction du temps qu'elle a devant elle. La dissolution de la société se dresse devant nous, menaçante, comme le terme d'une période historique dont l'unique but final est la richesse ; car une telle période renferme les éléments de sa propre ruine. La démocratie dans l'administration, la fraternité*

*dans la société, l'égalité des droits, l'instruction universelle inaugureront la prochaine étape supérieure de la société, à laquelle travaillent constamment l'expérience, la raison et la science. »*

Tout être humain qui subit une oppression garde au fond de lui-même une étincelle de révolte. Et le feu de cette révolte prendra à condition que la situation sociale, collective, des opprimés y soit favorable. Il en est de même pour l'oppression des femmes. Celles-ci englobant la moitié de l'humanité, il faudrait refaire une histoire de l'humanité vue sous cet angle pour parvenir à cerner l'ensemble des luttes, des résistances ou des mouvements contre la domination par les hommes.

Ici, nous nous contenterons de souligner quelques caractéristiques. Nous verrons ainsi que les luttes féministes peuvent émaner de toutes les couches de la société, et qu'elles sont marquées par leur origine sociale, au niveau des revendications avancées ou des méthodes de lutte. Mais nous verrons en même temps que dans toutes les classes sociales, ont existé et existent des courants conservateurs anti féministes, y compris dans la classe ouvrière et dans le mouvement socialiste.

### *LE NEOLITHIQUE FÉMININ, UN FANTASME ?*

Dans le *Que sais-je ?* intitulé *Le féminisme*, rédigé en 1979 et réédité de très nombreuses fois, la sociologue féministe Andrée Michel tente de faire un historique global. Elle repart des représentations féminines, les Vénus préhistoriques d'il y a 30 000 ans. Et elle répond à l'argument que nous avons mentionné, selon lequel cela n'exprime pas plus un statut d'égalité de la femme que la représentation de la Vierge dans les pays catholiques. Andrée Michel explique que cette affirmation implique déjà une manière de penser où l'homme domine la femme, puisque la Vierge est subordonnée à un Dieu mâle. On calque donc, sans preuve, sur la préhistoire, une manière de voir et de penser qui ne date que de la domination masculine. On décide ainsi d'avance qu'elle a toujours existé.

Il se peut que les artistes de cette époque, qui pouvaient être des hommes ou des femmes, voulaient simplement montrer qu'ils étaient frappés par le rôle de la femme dans la génération des petits humains, alors qu'ils méconnaissaient le rôle de l'homme. En tout cas, Andrée Michel note que dans les pays anglo-saxons, on s'accorde à voir dans ces statuettes la trace d'un statut élevé de la femme.

Lorsqu'arrive la révolution néolithique, l'archéologue australien Gordon Childe pense que l'agriculture, qui en est un fondement, a été une invention des femmes. Cela est tout à fait plausible, dans la mesure où la cueillette des plantes est le fait des femmes, qu'une longue histoire d'observations, une compréhension maîtrisée des processus de reproduction végétales sont indispensables, et que nous avons vu que les activités sont totalement séparées entre hommes et femmes. Quoi qu'il en soit, les débuts du néolithique restent une période paisible, où les hommes ne connaissent pas la guerre. Si l'agriculture a commencé à être pratiquée il y a environ 8000 ans, les guerres ne seront inventées que 4000 ans plus tard. Pendant cette période, les humains se sédentarisent dans de petits villages, et les rapports sociaux restent comparables à ceux que l'on a connus chez les chasseurs-cueilleurs. Il y a sans doute quelques différences de richesses, mais pas de classes sociales ni un État.

Un exemple : la civilisation dite des Rubanés. Cette dénomination vient du tracé de rubans sur leurs poteries, et elle dure près de 1000 ans (5500 à 4700 avant JC) en Europe du Nord, depuis le nord de la France jusqu'à la Hongrie. L'archéologue Annick Coudart, souligne les avantages pour cette société de fonctionner selon une structure égalitaire : « *Une structuration sociale égalitaire, en faisant jouer le potentiel d'adaptation de chacun, a constitué, pour les Néolithiques rubanés, une garantie de réussite bien meilleure que ne l'auraient fait celles qui auraient été issues d'une répartition hiérarchique des savoirs et des qualités* » (dans Jean-Paul Demoule, *La révolution néolithique dans le monde*). Elle chiffre les habitants du village qu'elle a étudié, à Cuiry-lès-Chaudardes, entre 80 et 250 personnes selon les périodes, pour l'ensemble des maisonnées.

L'archéologue y découvre une société diversifiée, où les tâches sont maintenant multiples, mais qui n'en reste pas moins égalitaire. « *Les activités des sociétés égalitaires sont donc diversifiées. Chez les Rubanés, certains géraient le stockage des céréales et la fabrication des meules devaient avoir été l'œuvre des spécialistes sans que leur utilisation fût réservée (Hamon 2006). Les rôles, le statut, les droits et les obligations n'étaient pas forcément les mêmes pour chaque individu ou chaque maisonnée (certaines consommaient plus de gibier ou d'animaux domestiqués que d'autres, sans s'opposer à leur consommation par tous)... De véritables distinctions donc, selon le sexe, la classe d'âge, etc., et surtout, durant l'exercice de certaines spécialités ou responsabilités (décision du début des semences ou des moissons, par exemple, comme dans les sociétés égalitaires des Hopi du "Southwest" des États-Unis).*

L'archéologue ne peut pas nous dire s'il y a une distinction et laquelle dans la condition des femmes par rapport à celle des hommes. Mais la société qu'elle peut décrire en se basant sur les traces retrouvées et étudiées donne une impression d'harmonie sociale. Il semble y avoir des sortes de spécialiste ou de chef, pour certaines activités, mais qui sont mis au service du groupe : « *Le pouvoir politique de l'individu est, dans ce cadre, exercé pour le bien de tous et sous le contrôle de tous. Un pouvoir délégué, en quelque sorte, car c'est la collectivité qui utilise le spécialiste, le « grand homme » ou le leader ; c'est elle qui bénéficie de ses talents, et non le grand homme ou le spécialiste qui exploite la collectivité pour son propre intérêt. La reconnaissance du rôle de celui-ci peut conduire le groupe à le traiter différemment, pour un temps, du reste de la communauté. Une attitude qui pourrait expliquer l'existence de maisons rubanées spécifiques ; il s'agit de constructions soit très longues (entre 35 et 43 mètres), avec ou sans fosse de construction ; soit d'une longueur plus commune (entre 21 et 35 mètres), mais avec des parois implantées dans des tranchées de fondation et avec ou sans fosse de construction ; pour le reste, elles sont parfaitement conformes au modèle commun. Au vu du matériel détritique mis au jour, ces distinctions ne semblent pas avoir été associées à un pouvoir politique durable. (...) Cependant, ajoute-t-elle, ce sont ces différenciations qui ont constitué le germe des véritables inégalités sociales et des spécialisations à venir. »*

En ce qui concerne les femmes, on peut penser que, tant que la division à venir de la société n'est pas réalisée, leur condition reste dans un rapport plus ou moins semblable à celui qu'elles connaissaient précédemment, et qui variait, nous l'avons vu, selon les lieux et les sociétés. Ce qui signifie que l'égalité hommes femmes, même si elle était minoritaire, était tout à fait possible. Mais on peut aussi, comme à chaque étape de l'évolution de la société humaine, trouver des raisons d'imaginer un changement et un progrès. Si l'idée de Gordon Childe est vraie, qui attribue aux femmes la découverte et le contrôle de l'agriculture, on peut

supposer qu'en certains endroits au moins, cela ait pu contribuer à établir une situation meilleure pour les femmes pour lesquelles cela n'était pas le cas auparavant.

À Jéricho, en Palestine actuelle, datant de 10 000 ans (8000 avant JC), donc des tout débuts de l'agriculture, on retrouve des statuettes féminines, en terre cuite, aux caractères sexuels prononcés. On peut penser que, symbolisant la fécondité, elles se rapportent aux activités agricoles. On a aussi retrouvé à Çatal Hüyük, en Turquie actuelle, datant de 8000 ans (6000 avant JC), un groupe d'un millier de maisons, pouvant contenir 5000 habitants. Selon Wikipedia, « *les peintures murales suggèrent un culte de la fertilité, avec les déesses souvent enceintes ou parturientes (femme accouchant), accompagnées de léopards et de taureaux symbolisant les dieux. Les reliefs peuvent aussi représenter des seins de femmes* ». Une statuette représentant une femme en train d'accoucher a été considérée comme la représentation de cette déesse-mère.

On retrouve un peu partout où s'est produit la révolution néolithique ce genre de représentations. Il y aurait donc peut-être eu une religion, nommé aujourd'hui par certains de la Grande-Déesse ou déesse-mère, au néolithique. Et de là penser que la société a connu alors une période favorable aux femmes, l'idée a évidemment germé. Des féministes (femmes et hommes) ont voulu trouver une preuve d'une amélioration de la situation sociale de la femme dans l'existence de ces statuettes, différentes et avec plusieurs dizaines de milliers d'années d'écart avec celles de la préhistoire, et qui ont donné lieu à une interprétation selon laquelle existait un culte de la déesse-mère. Mais Testart, par exemple, n'y croit pas.

Dans *L'amazone et la cuisinière*, Testart aborde une fois encore ce problème de la place des femmes dans la découverte de l'agriculture. Des études ont montré que si l'on fait une carte de l'Amérique du Nord et centrale pour y relever la place des femmes dans l'agriculture telle qu'elle a été observée lors de la colonisation, on constate qu'au Nord, chez les Iroquois notamment, les femmes ont le rôle principal. Ensuite, si l'on descend vers l'Amérique centrale, où l'on a trouvé des sociétés avec État, Maya, Aztèque, s'affirme au contrôle le rôle de l'homme dans l'agriculture.

Très bien, nous dit Testart. Mais, fait-il remarquer, quand on voit les femmes assumer toutes les tâches agricoles pendant que les hommes n'en font aucune, doit-on vraiment en conclure que les femmes dominent la société ? On peut aussi voir là une situation de tâcherons et de bêtes de somme exploitées. En fait, démontre Testart, si les femmes de certaines régions assument l'ensemble des tâches agricoles, c'est que les hommes de ces régions passent tout leur temps à la guerre. Et inversement, là où les Indiens sont pacifiques, en Amérique centrale, chez les Pueblos, ils assurent le plus gros de la culture, tandis que les femmes aident à la plantation, au sarclage, à la récolte.

Tout ce que l'on peut donc dire, c'est que, partout, s'établit une forme de partage des tâches ; « *il existe une sorte d'équilibre entre les charges des hommes et celles des femmes – loi de sociologie générale que l'on a déjà aperçue à propos du travail des peaux chez les chasseurs-cueilleurs* ». La conclusion de Testart est assez sage : « *Si les savants d'hier s'intéressaient tant à ces phénomènes, écrit-il, c'est qu'ils y voyaient un écho de la thèse, courante à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, selon laquelle les femmes auraient inventé l'agriculture. Depuis, la thèse n'a été ni prouvée ni réfutée – je crois même qu'elle n'est pas prouvable – mais elle plaisait, et était bien de nature à enflammer les imaginations de certains* ».

## LES RELIGIONS D'ÉTAT ET LES FEMMES

Par contre, ce qui est sûr, absolument prouvé, c'est que l'étape suivante que va connaître l'humanité, l'apparition de l'État, va systématiquement signifier une détérioration générale pour les femmes. L'État ne laisse guère de chances à une quelconque égalité des sexes. Il impose une nouvelle règle de filiation. À la tête de l'État, le roi considère comme héritier son fils, dont il tient à connaître la paternité avec certitude. Il interdit pour cela à la femme tout autre rapport sexuel, pour être sûr de la paternité. C'est donc partout que s'installe un système patrilinéaire.

Ce basculement s'opère partout où l'État apparaît. On nous enseigne à l'école que l'État, c'est la civilisation, et on nous laisse à penser qu'une fois mis en place, ce beau progrès que constituent la mise en place d'une police, de prisons, de systèmes d'impôts et de classes sociales, va s'étendre rapidement, vue la supériorité de ce système. Ce n'est pas vrai. Il suffit de suivre la chronologie de la progression de l'État pour se rendre compte qu'il peut rester sans progresser pendant des siècles, des millénaires même, et il y a eu des périodes où les hommes ont abandonné cette structure pour revenir à une société sans État.

L'État apparaît en premier lieu en Mésopotamie (Irak actuel) vers 4000 avant JC, puis en Egypte (2700 avant JC). Aux Amériques, c'est d'abord au Pérou (1800 avant JC), mais il disparaît ensuite de ce continent pendant 8 siècles ; en Europe et en Asie, vers 1600 avant JC, il apparaît à la fois en Inde, en Chine et en Grèce ; en Europe, il s'étend d'abord à l'ouest, il touche la Russie vers 700 avant JC, et finit son emprise sur l'Europe de l'Est vers 250 avant JC. Après JC, il réapparaît aux Amériques vers 300, dans le sud du Mexique actuel avec les Mayas, ainsi qu'au Japon. Enfin, les royaumes africains apparaissent vers 500 de notre ère, sur des régions limitées du continent. C'est la colonisation européenne, au 19<sup>e</sup> siècle qui achèvera l'emprise de l'État.

En même temps que l'État se met en place, les religions se modifient profondément. Gordon Childe note : « *Alors que pendant des milliers d'années, la Déesse-Mère fut le seul objet de vénération, on vit apparaître des statuettes à représentations masculines et le symbole masculin, le phallus, fut modelé dans l'argile et gravé dans la pierre. De tels symboles impliquent la reconnaissance du rôle paternel dans la procréation, sinon l'émergence de divinités masculines (...).* »

### LE PREMIER MONOTHEISME HÉBREU CONSACRE L'INFERIORITÉ DE LA FEMME

Parmi les anciens dieux polythéistes, Moïse a choisi, pour en faire le dieu unique des Hébreux, le dieu de la guerre, le mâle « *Seigneur des armées* » Yahveh. Plus tard, Mahomet aura la même attitude. Lui aussi pouvait choisir parmi de nombreuses divinités adorées en Arabie, notamment pour leur rôle dans la fertilité, comme Alat, Uzza, Manat. Mais il choisira un mâle, Allah.

Il est à peu près certain qu'avec cette nouvelle donne d'un Dieu unique et mâle dominant, écrasant même, lui correspond un renforcement de l'autorité du patriarche dans le cadre de la famille et de la société patriarcale, au détriment de la condition de la femme.

L'histoire de la formation du judaïsme chez le peuple hébreu nous montre à la fois comment un peuple résiste longuement à l'implantation de l'État et comment, lorsque celui-ci réussit à s'imposer, elle se fait avec pour idée de base une infériorité de la femme.

Vers 1760 avant Jésus-Christ, un chef de tribu, Abraham, décide de quitter la région d'Ur, au sud de la Mésopotamie. Ils emmènent avec eux des Hébreux réduits en esclavage par les Mésopotamiens et se déplacent, sur plusieurs générations. C'est un peuple sans État, comme la plupart des peuples du monde à l'époque. L'État, ils connaissent bien, puisqu'ils sont placés entre la Mésopotamie et l'Égypte, les deux seuls États au monde. Ils vivent avec le même niveau technique que ces États, d'agriculture et d'élevage, mais ils savent que l'État réduit les gens pour les exploiter durement, et que seule une minorité aurait une vie luxueuse et un pouvoir. Ils vont résister plusieurs siècles durant aux nombreuses tentatives de leur imposer un État.

Ce peuple arrive donc au pays de Canaan, l'actuel Israël. A partir de ce moment, la science historique a beaucoup de mal à fixer les événements. La Bible parle d'un départ pour l'Égypte, volontaire, puis d'un asservissement à l'esclavage et d'une fuite des Hébreux, guidée par Moïse. Mais les dates qui correspondraient aux traces retrouvées en Égypte et celles de la tradition biblique font le grand écart, de 970 à 1500 avant Jésus-Christ.

C'est dans le désert du Sinaï, entre l'Égypte et l'actuel Israël, que Moïse aurait eu la révélation des Dix commandements et de l'existence du Dieu unique. Pour Moïse, ce Dieu, Yahvé, est probablement un ancien dieu des armées de la région, Yahvé Sabaoth. Sa sortie d'Égypte est en effet une opération quasi militaire. Moïse tente d'imposer sa vision aux Hébreux, peut-être parce que c'est aussi un moyen de maintenir une cohésion et de se faire obéir. Les Hébreux acceptent de ne vénérer que ce Dieu, mais ils continuent de croire dans les autres dieux. Arrivés en Canaan, ils reprennent même leurs anciens cultes, comme celui de Baal, le dieu qui favorise les moissons.

Ces Hébreux de retour d'Égypte ne sont pas accueillis à bras ouvert par les Cananéens. Ceux-ci ont édifié des cités États. Mais vers le 13<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, les Hébreux, toujours sans État, l'emportent. Leur système politique est une fédération de tribus, gouvernées par des magistrats élus, eux-mêmes contrôlés par des assemblées populaires. Le seul chef que l'on n'élit pas mais que l'on nomme, c'est le flophet, le chef de guerre. Mais il est immédiatement renvoyé à une activité de production dès l'activité militaire n'est plus nécessaire. L'écriture est répandue, l'habitat est égalitaire. Cette période dure environ trois siècles.

Au 11<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, Abimélec tente d'instaurer un État, avec un roi à sa tête. Mais la majorité des Hébreux fait repousser cette tentative. En 1020 avant Jésus Christ, c'est l'assemblée des Anciens qui demande au juge Samuel de désigner un roi, pour faire comme les autres nations. Mais Samuel, respectueux de la démocratie populaire, considère que ce serait une perte de liberté. Finalement, il propose comme roi Saül, mais en le soumettant à l'élection par l'assemblée du peuple. Les Hébreux ont donc un roi... mais ce roi, élu par des représentants de la population, est en fait sous l'autorité de celle-ci. Il finira par se suicider, après une défaite militaire, en 1004 (av. JC).

L'État va finir par apparaître avec son successeur, David, proclamé roi par l'assemblée d'Hébron. C'est que David ne se contente pas du statut dont il hérite de Saül, il va se battre pour imposer son autorité à toutes les autres tribus, sans chercher à se faire élire. Et il va mettre en place une administration, une force militaire, un système d'impôts. C'est lui qui décide quand il faut convoquer les délégués de tribus et leur imposer de mobiliser l'armée. C'est lui qui désignera son successeur, son fils, Salomon.

David va dans le même temps prendre en mains la religion. Lorsque le peuple était libre, la religion aussi était libre, on pouvait se permettre de changer ses croyances, et l'on ne s'en privait pas ; avec l'État, la croyance aussi devient contrainte. David fait de Jérusalem sa capitale et y installe l'Arche d'alliance, qui symbolise le traité passé entre les Hébreux et Dieu lors de l'exode dans le Sinaï. Il édifie le Temple à Jérusalem. Il nomme la religion judaïsme, du nom de la tribu à laquelle lui-même appartient, celle de Juda. Surtout, il ossifie la religion : la croyance devient absolument obligatoire. Un clergé permanent est mis en place, dirigé par un grand prêtre. Il est choisi dans la tribu des Lévi, pour maintenir l'unité du royaume. Surtout, ceux qui font les lois sont les mêmes que ceux qui interprètent la religion. Religion et État sont confondus, ce que l'on retrouvera 1600 ans plus tard avec l'Islam.

Et c'est aussi à cette époque que les textes écrits du judaïsme commencent à être fixés. La Genèse est rédigée sous une première forme à la fin du 10<sup>ème</sup> siècle avant JC au sud de la Palestine, et le sera sous une autre forme dans le nord au 8<sup>ème</sup> siècle avant JC. C'est le roi de Juda Ezechias qui va unifier ces deux textes vers 700 avant JC. La Bible fait donc naître le monde autour de Babylone et de la Mésopotamie. Dieu endort Adam, et avec une de ses côtes, il crée la femme. Puis le rusé serpent tente la femme, en lui montrant l'arbre du jardin. Mais Dieu avait interdit de toucher à l'arbre de la connaissance du bien et du mal. Dieu va donc condamner la femme à souffrir, dans la grossesse et dans l'enfantement, et il en fait l'esclave sentimentale de l'homme.

Il est intéressant de remarquer que l'époque est, par certains côtés, moins violente que d'autres, puisque l'on juge que les sentiments sont d'importance. C'est sur ce terrain et par ce biais que ce Dieu fait de la femme un être dominé et de l'homme un dominateur : « *Ta convoitise te poussera vers ton mari et lui dominera sur toi* ». Pour l'heure, la religion monothéiste ne va pas plus loin. Les premières directives des rabbins ne semblent pas comporter de mépris envers les femmes. Si les rapports sexuels sont interdits lors des règles, c'est pour que l'époux ne puisse considérer son épouse comme un bien acquis. Les relations sexuelles sont plutôt considérées comme un bienfait, comme ceux procurés par le vin, et Dieu a créé ces plaisirs au bénéfice des êtres humains.

On a un témoignage éloquent de la manière de considérer la sexualité dans ce texte magnifique qu'est le Cantique des cantiques. On peut y lire ceci :

- *Ton nombril est une coupe arrondie, où le vin aromatisé ne manque pas. Ton ventre est un monceau de froment, entouré de lis. Tes deux seins sont comme deux faons, jumeaux d'une gazelle (...) Que tu es belle, que tu es charmante, mon amour, au milieu des délices ! Ta taille ressemble au palmier, et tes seins à ses grappes. Je monterai au palmier, j'en saisirai les régimes. Que tes seins soient comme les grappes de la vigne, le parfum de ton souffle comme celui des pommes (...)*
- *Viens, mon bien-aimé, sortons dans les champs ; passons la nuit dans les villages. Dès le matin, nous irons aux vignes, nous verrons si la vigne bourgeonne, si les bourgeons se sont ouverts, si les grenadiers sont en fleurs ; là je te donnerai mon amour (...)*

Ce texte a fait l'objet d'une version par Alain Bashung. On l'a retrouvé dans la version grecque de la Bible des hébreux (Ancien testament). Au 1<sup>er</sup> siècle après JC, il y aura un débat pour juger s'il faut le conserver ou non. Finalement, le rabbin Akiva décidera qu'on peut le

conserver, car on peut le considérer comme une forme allégorique de l'amour entre Dieu et son peuple, Israël. Et ce chant est récité lors de la Pâques juive. En tout cas, il nous dit la manière simple et naturelle de voir la relation d'amour qui existait encore aux débuts du premier monothéisme.

Par contre, le fait que les nouvelles normes et leurs interprétations soient déposées entre des mains exclusivement masculines va voir une transformation s'opérer au fil du temps. Ainsi, la période des règles deviendra un motif d'impureté des femmes. Le film *Kadosh* d'Amos Gitai montre jusqu'à quelles extrémités certains religieux orthodoxes en sont arrivés aujourd'hui. Avant une relation avec sa femme, l'homme impose à la femme de s'insérer un tissu blanc dans le vagin pour déterminer qu'il n'y a pas trace de sang.

Mais pour l'heure, les idées de péché, de sexe féminin assimilé au mal, sont absentes ; elles arriveront plus tard, après Jésus lui-même, dans la bouche de ses apôtres. Mais le germe est là, l'infériorité de la femme et la domination de l'homme sont d'ores et déjà des obligations sacrées.

Le judaïsme d'État écarte les femmes de l'étude des textes sacrés, la Torah et, dans les premiers temps, elles n'ont pas le droit de prier dans la synagogue. Dans leurs prières au lever du jour, les hommes louent Dieu de ne pas les avoir faits ni Gentils – c'est-à-dire polythéistes -, ni esclaves, ni femmes.

### *LE CHRISTIANISME OBSÉDÉ PAR UN SEXE QU'IL SALIT*

La chrétienté des origines va pour un temps offrir un espoir de progrès envers un certain nombre de femmes. Mais se refusant à l'idée d'une égalité des deux sexes, cette religion conserve en elle un germe empoisonné.

Pendant un siècle et demi, le christianisme est d'abord partagé presque uniquement par des opprimés, dans les plus basses couches populaires. Y adhèrent des esclaves (que le polythéisme officiel ne reconnaît pas comme des humains), des pauvres, des immigrés, des femmes des classes pauvres.

Lorsque l'État apparaît, en Mésopotamie, et bien que les femmes aient été ravalées au second rang, les traces écrites nous montrent que l'on garde une conception libre et épanouie de la sexualité. 1500 ans encore avant JC, coexistent en fait deux formes de vie sexuelle entre les hommes et les femmes. La première est officielle, celle que souhaite la société avec État, et destinée à fonder une famille, pour avoir des enfants qui seront les sujets du royaume.

À côté, règne l'amour libre, la possibilité d'avoir des relations de son choix. Les femmes conservent une grande égalité avec les hommes pour ce qui est de la liberté d'aimer. On retrouve même des prières où la femme enseigne à l'homme la manière de lui procurer le plaisir de l'orgasme. Ainsi ce poème d'amour qui date de 1500 avant JC : « *Prodiges moi, s'il te plaît, tes caresses, ô mon lion (...). Ce recoin doux comme le miel, pose ta main dessus, je t'en prie : Pose ta main dessus comme sur une étoffe agréable au toucher, Et referme ta main dessus, comme sur une étoffe voluptueuse au palper !* »

Jusqu'au 6<sup>ème</sup> siècle avant JC, on retrouve encore cette manière de considérer l'amour entre hommes et femmes dans la Grèce antique. La femme doit se marier avec un homme, mais dans l'aristocratie, il est d'usage qu'elles soient libres d'avoir une relation avec un autre

homme, ou avec une femme. C'est seulement avec la fin de cette liberté sexuelle que les femmes grecques vont perdre leur indépendance, sans doute un peu avant l'avènement du christianisme, peut-être dès le 1<sup>er</sup> siècle avant Jésus-Christ.

Mais le christianisme va pousser la répression de la sexualité en Occident à un degré incroyable. La partie de la Bible qui a été écrite du temps des Juifs, avant Jésus-Christ, et que les chrétiens appellent Ancien testament, ce texte donc était encore assez indulgent sur la sexualité : il réprime l'inceste, ce qui n'est pas nouveau du tout, la nudité, l'homosexualité, la sodomie, enfin le coït pendant les règles.

Le Nouveau testament, rédigé après Jésus-Christ, va généraliser considérablement la répression envers la relation sexuelle. Toute relation hors du mariage devient interdite. « *Tu ne forniqueras point* ». Et même dans le mariage, il établit une véritable police du comportement sexuel, indiquant les gestes autorisés et ceux illégitimes. Toute recherche du plaisir pour le plaisir, et non pour la seule procréation, est proscrite, condamnée. Le divorce est condamné, assimilé à l'adultère.

Déjà, lorsque les Évangiles sont rédigés, entre 31 et 67 années après la mort de Jésus-Christ, les textes ont perdu du mordant révolutionnaire de leur inspirateur. Auparavant, l'Épître de Jacques dénonçait ouvertement les riches : « *Et maintenant, riches, pleurez, poussez des hurlements à cause des misères qui vous attendent. (...) Votre or et votre argent se sont mouillés et leur rouille rendra témoignage contre vous et dévorera vos chairs comme un feu... Voilà que le salaire des ouvriers qui ont moissonné vos champs et dont vous les avez frustrés, élève la voix et sa clameur a pénétré jusqu'au Seigneur Sabaoth* ». Mais dans l'Évangile de Matthieu, qui était à l'origine un percepteur d'impôts, on ne parle plus des pauvres pour les opposer aux riches ; on leur promet un monde meilleur... dans l'au delà : « *Heureux les pauvres d'esprit, car le royaume du Ciel vous appartient. Heureux ceux qui ont soif de justice, ils seront rassasiés.* »

Vers l'an 60, Paul écrit ceci dans son Évangile : « *Il est bon pour l'homme de s'abstenir de la femme* ». Et il ajoute comme avec regret ou avec dégoût, on ne sait pas, « *mais à cause de la fornication, que chaque homme ait sa femme et chaque femme son mari* ». Vers 200 après JC, Clément d'Alexandrie commence à assimiler le péché et ce qu'il appelle l'acte de chair. Enfin, au début des années 400, Augustin va véritablement théoriser la lutte contre le plaisir charnel et assimiler la sexualité au mal. Même dans le mariage, la sexualité finira par devenir une infection : « *Adultère est aussi l'amoureux trop ardent de sa femme* », déclare Grégoire le Grand vers 600.

En 380 donc, le christianisme devient religion d'État pour tout l'Empire romain. C'est alors qu'Augustin rédige les ouvrages qui seront le fondement de l'idéologie chrétienne encore en cours. Le premier penseur reconnu de l'Église chrétienne, l'évêque Augustin, explique dans *La cité de Dieu* que la destinée terrestre n'a rien à voir avec celle des cieux. Le monde terrestre est entièrement voué au mal. Seul le ciel est le domaine du bien. Le vecteur du mal sur Terre, pour Augustin, c'est la femme.

Augustin va reprendre chez les Grecs une vision des rapports sexuels entre hommes et femmes qu'il faut considérer avec mépris. Il en arrive à émettre l'idée que Dieu a voué l'humanité à la damnation éternelle, à cause du péché d'Adam et Eve, et que tous les descendants se transmettent cette faute durant l'acte sexuel. Il considère que l'acte sexuel est souillé par ce qu'il appelle la « *concupiscence* », terme méprisant qu'un être aujourd'hui

équilibré appellerait tout simplement le désir. La concupiscence est donc un mal parce qu'elle nous pousse à céder à la recherche du plaisir charnel, alors que nous devrions réserver notre désir au seul amour de Dieu. Augustin accuse les hommes d'oublier Dieu durant l'acte d'amour, et d'oser jouir ainsi sans pudeur. Sa vision est terrible, puisqu'elle condamne l'humanité, toute l'humanité, et pour toujours.

Le sexe, dont on avait une vision paisible au Moyen-Orient, devient objet de tourment.

### *LA VIERGE MARIE ET SON ENFANT*

Nous avons tous rigolé au sujet de Marie. C'est à l'état de vierge qu'elle aurait enfanté le Christ. Eh bien, nous avons tort. L'on croit que cette virginité est une invention de l'Église, et on se trompe en grande partie. La véritable histoire est celle-ci. C'est le petit peuple de la région qui va parler de virginité pour Marie. Marie est une juive, et les Hébreux sont soucieux de se multiplier. À l'époque, ils n'ont aucun culte de la virginité. Au contraire, ils méprisent les femmes incapables d'avoir des enfants. Donc, vouloir réellement rester vierge pour une jeune femme, en Palestine, est totalement saugrenu. Et puisque l'on ne voit pas de problème là-dessus, le langage populaire appelle simplement vierge la femme qui n'est pas mariée. Qu'une vierge donne naissance à un enfant est donc quelque chose d'assez banal, qui ne pose pas de problème.

Alors, lorsque Luc et Matthieu disent que Marie était « *promise à Joseph* », il est clair qu'elle lui est vendue par ses parents, donc qu'elle est vierge. En tout cas, la population le voit ainsi. Et c'est donc avec ce terme de Vierge qu'on la vénère, dans le cœur des pauvres. Cette vénération ne va cesser de s'amplifier, au cours des siècles. Après l'an mille, on fait systématiquement appel à elle dans les prières populaires. L'Ave Maria est ajouté au Notre Père au 11<sup>ème</sup> siècle. L'expression « *Notre-Dame* » apparaît au 12<sup>ème</sup> siècle, et on lui consacre la cathédrale de Paris.

En fait, derrière cet amour pour Marie, se nichent dans les croyances populaires de nombreux restes des anciens cultes polythéistes, notamment aux déesses femmes, que le monothéisme a bien du mal à éradiquer. On se met à promener la statue de Marie dans les processions, dans les rues, couronnée, parée de fleurs ; des gens, des femmes, entrent en transes à sa vue tant la ferveur est grande. C'est que les femmes placent en Marie tous leurs espoirs, elles lui confient leurs peines, leurs souffrances, ce qu'elles doivent taire et refouler.

L'Église sera de plus en plus gênée par ce culte. Elle n'osera pas le combattre directement, mais elle va chercher à le dévier, le contrôler. Il s'agit d'orienter cet amour vers la sainteté. Elle en fait la patronne des prêtres, la gardienne de leur célibat. Et on conseille aux prêtres, s'ils ont des pensées libidineuses ou des envies sexuelles, de prier Marie. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'efficacité n'est pas évidente...

Pour tenter de contrôler cette quasi déesse problématique, l'Église catholique romaine invente et impose le dogme de l'Immaculée conception, en 1854. Il devient obligatoire de croire que la conception de Jésus est de nature divine, et qu'il n'y a pas eu de rapport sexuel concernant Marie. Cette fois, et seulement donc au 19<sup>ème</sup> siècle, Marie devient réellement vierge. Celui qui dira le contraire sera excommunié. Ainsi, elle devient la seule femme qui fait exception au péché originel. Mais cela ne refroidit pas l'ardeur des croyants et des croyantes.

Alors, en 1950, le pape Pie XII lance un nouveau dogme, l'Assomption. C'était plus ou moins une croyance, cela devient un dogme, et le pape va la verrouiller de l'infailibilité pontificale : « *Nous affirmons, Nous déclarons et Nous définissons comme un dogme divinement révélé que l'Immaculée Mère de Dieu, Marie toujours vierge, après avoir achevé le cours de sa vie terrestre, a été élevée en corps et âme à la vie céleste* ». Marie est entrée au ciel, corps et âme. Façon de dire que tout est mieux en s'en débarrassant ?

## *L'ISLAM APPARAÎT DANS UN MONDE DÉJÀ TRÈS MACHISTE*

Lorsqu'apparaît au 7<sup>ème</sup> siècle le troisième monothéisme, l'Islam, le Moyen-Orient connaît des États depuis longtemps, et il connaît des sociétés également patriarcales qui ont des siècles d'asservissement des femmes derrière elles.

La situation n'est pas bien rose pour les femmes dans les tribus de bédouins, arabes nomades du désert. On considère les filles comme une charge, et une pratique consiste à enterrer certaines vivantes à la naissance. Les femmes sont vues comme un problème, elles sont une source de déshonneur. Par rapport à cette situation, un certain nombre de paroles de Mahomet sont un léger progrès, pour l'époque. Elles interdisent formellement de supprimer les filles nouveaux-nés, et réprimandent ceux qui sont déçus d'une telle naissance. Elles accordent aux femmes un droit à l'héritage qu'elles n'avaient pas, mais sous une forme inégale, une demi-part par rapport l'homme. Enfin les femmes peuvent demander le divorce, mais ce sont des hommes qui en jugeront.

Le Coran dit que se marier est un devoir, et autorise pour l'homme d'avoir jusqu'à quatre femmes. Mahomet, lui, se comporte comme tous les puissants de son époque. Il prend Maymûna pour sceller une alliance avec son clan, épouse Umm Habîba, ce qui le fait entrer dans la plus puissante famille de La Mecque. Et il se constitue un harem de neuf femmes, dont une juive, Raythana, une chrétienne et une copte.

Lisez le Coran : il ne s'adresse jamais aux femmes. Il s'adresse aux hommes, et leur dit comment se comporter envers les femmes. Le ton indique souvent une volonté d'infléchir le comportement des hommes vers un peu moins de brutalité : « *Ne répudiez vos femmes qu'au terme marqué ; comptez les jours exactement. Avant ce temps, vous ne pouvez ni les chasser de vos maisons, ni les en laisser sortir, à moins qu'elles n'aient commis un adultère prouvé (...) Vous ne savez pas si Dieu ne fera pas surgir une circonstance qui vous réconciliera avec elles* ».

Aux règles écrites dans le Coran s'en ajouteront d'autres, décidées par les diverses autorités religieuses, qui toutes aggraveront la répression contre les femmes. Aux quatre femmes acceptées pour l'homme, on ajoute des esclaves en nombre illimité. Le divorce devient en fait une répudiation, pratique terrible très répandue, la femme répudiée étant jetée à la rue, méprisée par tous, y compris par sa propre famille. Le mari peut renvoyer sa femme, pas l'inverse. Une femme qui a ses règles ne peut tourner les pages du Coran. La femme musulmane n'a pas le droit d'épouser un non musulman. Un homme musulman peut épouser une femme qui ne l'est pas, à condition qu'elle ne soit pas polythéiste (païenne), mais seulement juive ou chrétienne. L'adultère, le fait d'avoir une relation sexuelle hors du mariage, est sanctionné de 200 coups de fouet. S'y ajoutera ensuite la lapidation.

Si le Coran pouvait avoir peut-être quelques aspects progressistes limités pour une société du désert de l'an 600, ce souci de chercher une attitude un peu moins ouvertement violente ne représente plus le moindre progrès depuis longtemps. Ces règles sociales sont simplement inadmissibles aujourd'hui.

Mais le domaine sur lequel la répression contre les femmes, et où les ordres donnés sont les plus virulents, concerne la sexualité. On ne retrouve pas la notion de mal instillée, on l'a vu, dans la vision chrétienne depuis des siècles maintenant. Mais ressort dans l'Islam une intention absolue de domination et de contrôle des hommes sur le corps des femmes. Dans le Coran, la femme n'est ni plus ni moins qu'un champ de labour pour l'homme. Sourate 2, verset 223 : « *Les femmes sont votre champ. Cultivez-le de la manière que vous l'entendrez, ayant fait auparavant quelque acte de piété* ». Et on trouve encore ceci : « *Une femme ne doit jamais se refuser à son mari, fût-ce sur le bât d'un chameau ou sur le bord supérieur d'un four embrasé* ».

Dans cette société patriarcale, le chef de famille a un pouvoir absolu sur la femme et les enfants. Il les marie selon son jugement. Et comme ce serait un déshonneur pour lui que de devoir donner en mariage une fille qui ne serait plus vierge, il instaure un contrôle sexuel sur ses filles, qu'il délègue aux autres hommes de la maison, les enfants mâles, eux aussi éduqués dans cet esprit.

Hors de la maison, la femme doit avoir, non pas la tête, mais le visage voilé. Sourate 33, verset 57 : « *O Prophète ! prescrit à tes épouses, à tes filles et aux femmes des croyants, d'abaisser un voile sur leur visage. Il sera la marque de leur vertu et un frein contre les propos des hommes.* »

Ce port du voile n'est pas une invention de l'Islam. On trouve des tablettes assyriennes datant de plus de 1000 ans avant JC qui disent que les femmes mariées « *n'auront pas leurs têtes découvertes* ». Cette invention née sans doute avec les premières cités-États se retrouve ensuite dans tout le proche-Orient patriarcal. Le Talmud et la Bible confirment la pratique du port du voile pour la femme mariée. Paul demande aux Corinthiens : « *Est-il convenable qu'une femme prie Dieu sans être voilée ?* ». L'Islam ne fait que rendre plus systématique cet usage jusque là plutôt réservé à la ville.

### *L'ENFERMEMENT DES FEMMES PAR L'ÉTAT ET LA FAMILLE PATRIARCALE*

Avec l'instauration de l'État, la femme va également subir quelque chose qu'elle n'avait jamais connu, nulle part et dans aucune société : elle va être enfermée. Tout se passe comme si le roi à la tête de l'État avait passé un contrat avec les hommes qui vivent sur le territoire qu'il contrôle : « *je vous donne le droit de contrôler vos femmes, et en échange vous m'obéissez.* » C'est donc sous le joug de l'appareil d'État que les femmes vont être enfermées, joug sans lequel d'ailleurs un tel changement de mœurs n'aurait certainement pas pu être imposé.

Il n'est pas dit que tous les hommes aient accepté et procédé à cette mesure de gaieté de cœur, mais ceux qui y étaient réticents avaient eux aussi l'épée de Damoclès au-dessus de leur tête, avec la présence d'une police séparée de la population. On peut penser que ces hommes là ont continué de garder avec leurs femmes, dans l'intimité du domicile conjugal, les rapports de respect qu'ils avaient auparavant et qui leurs semblaient normaux. Par contre,

plus cette pratique va s'étendre au fil des générations, plus elle va sembler normale, et normale avec elle toute forme d'infériorité sociale faite aux femmes.

La sociologue Andrée Michel explique que, dans les sociétés nomades, des freins ont existé à cet enfermement des femmes. « *La vie nomade préserve les femmes de l'enfermement, de la distinction entre la sphère du public (réservée aux hommes) et la sphère du privé (réservée aux femmes). Elle les maintient en contact entre elles et les insère dans un réseau de relations internationales, dont seront privées les futures citadines avec le développement de l'urbanisation* ». Ainsi, dans l'ancienne Égypte, où les dynasties n'étaient pas complètement sédentaires, et où les pharaons changeaient souvent de capitale, « *le pouvoir politique des grandes reines égyptiennes coexistait avec celui des femmes administrateurs de temples qui disposaient de ressources locales* ». Et les déesses dureront longtemps.

Ce que l'on appelait le harem, en Égypte, n'avait rien à voir à l'origine ni avec la polygamie ni avec l'enfermement des femmes. Selon Andrée Michel, « *le harem était en réalité une cour de femmes où l'on administrait les affaires nationales et internationales. Il constituait peut-être à l'origine un indice du pouvoir des femmes plutôt que de leur faiblesse.* » Mais cela, c'était vrai dans les hautes sphères de l'aristocratie.

Par contre, « *pour l'ambitieux marchand des classes moyennes, il ne s'agissait pas d'une cour animée, mais d'un espace clos et de la seule compagnie des femmes de sa propre famille* ». C'est donc dans les classes aisées des grandes villes antiques que se forge la pratique du gynécée (chez les Grecs et les Romains) et du harem (chez les Arabes). On le retrouve également chez les marchands juifs en Syrie. L'enfermement des femmes devient, pour ces couches relativement privilégiées, un signe de confort et de réussite sociale.

Cette manière de faire se retrouvera, des siècles plus tard, reprise par la bourgeoisie montante, sous une forme plus hypocrite. Le bourgeois affairiste ou industriel n'enferme qu'une seule femme, sa femme légale et officielle. Femme d'intérieur, son domaine est l'entretien de la maison et la promotion de son mari, l'accueil des invités et la réussite des alliances qui peuvent se conclure dans ce cadre privilégié. Monsieur n'a pas de harem, il se contente d'aller piocher parmi les prostituées de luxe qu'il entretient à grand frais. C'est la liberté individuelle !

Avec des hauts et des bas, l'enfermement des femmes des classes supérieures va donc perdurer pendant des siècles. Mais il va également connaître diverses formes de résistance, aux diverses époques.

Pendant tout le premier millénaire, cette exclusion des femmes semble n'être réussie que dans les milieux de la plus haute société ou des classes aisées. L'image qu'on a connue ensuite de l'exclusion des femmes n'existe pas dans les milieux populaires, ni en Occident, ni à Byzance, ni dans les pays musulmans. « *Les femmes jouissaient de grandes libertés, leur permettant d'exercer tous les rôles qui furent plus tard interdits à leur sexe* » (A. Michel).

Entre le 5<sup>ème</sup> et le 9<sup>ème</sup> siècle, l'Europe a connu un effondrement de la puissance de l'État. C'est la chute de l'Empire romain, et en même temps un recul des habitudes de vie qui avaient réussi à commencer à enfermer les femmes. Chez les Germains, les mœurs à l'égard des femmes sont assez rudes, mais on trouve des prêtresses, des guerrières, des prophètes. Au 8<sup>ème</sup> siècle, pour tenir son empire, Charlemagne maintient la tradition de confier aux reines le

ministère des Finances et l'administration des domaines de la royauté, mais il crée un corps de fonctionnaires dont il élimine les femmes. Il interdit également aux religieuses et aux chanoinesses d'instruire les garçons dans les couvents. Le résultat est que les femmes sont plus instruites que leurs maris, même ceux qui sont rois. En France, en Espagne, en Germanie, quelque chose comme un cinquième des terres appartenaient à des femmes.

Charlemagne décédé, son empire ne lui subsiste pas. À nouveau, c'est une période plutôt favorable aux femmes des classes supérieures qui se déroule aux 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> siècles. « *Les abbesses envoyèrent leurs chevaliers à la guerre. Les femmes nobles siégeaient au tribunal avec leurs maris et dirigeaient le château quand leur époux était à la guerre* » (cité par A. Michel).

Les choses se passent donc comme si le renforcement de l'État allait chaque fois de pair avec un recul de la place des femmes, et que l'affaiblissement de l'État leur amenait un retour à plus de libertés. Mais c'était sans doute seulement vrai pour une petite minorité des milieux dirigeants, ou des couches sociales relativement favorisées. La population paysanne soumise à ce monde dur devait subir impôts et guerres, sans même bien savoir qui était le nouveau maître qui les leur imposaient.

### *L'ENFERMEMENT DES FEMMES D'EUROPE PAR L'ÉGLISE*

Les véritables reculs dans la condition des femmes du peuple en Europe vont commencer après le 11<sup>ème</sup> siècle. Une offensive est déjà menée dans l'Église elle-même, dans le cadre de la réforme grégorienne. Les laïcs sont écartés des affaires de l'Église ; en même temps, on élimine les femmes des fonctions élevées qu'elles pouvaient avoir. On les éloigne encore en imposant le célibat des prêtres. On cesse d'utiliser les couvents comme lieu d'éducation et de culture, pour y enfermer les religieuses, séparément des hommes. Pour eux, l'Église va créer des universités, auprès des cathédrales, qui seront interdites aux femmes.

Cette séparation va servir de base morale, d'exemple aussi, pour les hommes qui voudront éliminer les femmes des professions libérales. Elles étaient nombreuses par exemple comme chirurgiens ou comme barbiers : on leur interdit ces places au 14<sup>ème</sup> siècle. Les femmes nobles qui occupaient ces places ont laissé de nombreux témoignages de leur résistance. Chassées de certains métiers, des artisanes vont former des guildes féminines, des associations de secours mutuel, dans le travail de la soie, la dentelle, la confection.

Les femmes avaient joué un rôle sans doute déterminant dans la réussite de l'Église catholique, dans la conversion des populations. De nombreuses grandes abbesses, martyrs ou apôtres, se sont dévouées au christianisme dans tout l'Occident, pour délivrer un message dans lequel on affirmait l'égalité en dignité de la femme avec l'homme. Aussi, l'enfermement professionnel des femmes ne va pas sans réaction. Il devient impossible de reconnaître un message d'égalité dans cette société de plus en plus hiérarchisée, masculinisée, sous la double influence de la royauté et de la bourgeoisie montante des villes. Tout ceci amenait les femmes à abandonner progressivement toutes leurs responsabilités et à devoir se cantonner à la vie de famille. Pour Andrée Michel, les femmes vont aussi de ce fait adhérer plus nombreuses au grand mouvement hérétique qui va traverser l'Europe aux 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> siècles.

Une autre réaction à l'enfermement des femmes, ce sont les béguinages. Les béguines vont choisir d'habiter hors d'une maison dominée par un mari : elles habitent des maisons

regroupées, aux abords des villes où elles travaillent. On en trouve un en parfait état dans la ville de Bruges. Les guides touristiques le présentent comme un lieu de vie pour une communauté religieuse. C'est presque l'inverse. Tout le monde est croyant, à cette époque, et les béguines se réunissent pour prier. Mais elles ne prononcent pas de vœu de chasteté ou autre. Elles refusent la vie soumise dans le couple que préconise l'Église, autant qu'elles refusent le couvent, seule alternative acceptable. Les premiers béguinages regroupent des campagnardes, puis elles sont rejointes par des nobles, veuves ou célibataires.

L'Église et la bourgeoisie vont réagir, et méchamment. Elles *« se vengent et répondent par deux institutions qui aboutiront à “normaliser” les femmes et à faire accepter à la majorité d'entre elles leur enfermement dans la famille : l'Inquisition et la nouvelle législation familiale faisant de la femme une incapable juridique »*. L'Inquisition est mise en place avec la première bulle papale sur la sorcellerie en 1258. Sa répression de masse commence en 1320 avec une demande du pape Jean XXII d'augmenter l'activité des inquisiteurs. *« Les sorcières étaient accusées de s'attaquer à la puissance sexuelle des hommes, au pouvoir reproducteur des femmes et de travailler à l'extermination de la foi »* (A. Michel).

L'accouchement était alors le domaine des sage-femmes. Et celles-ci avaient pour habitude, en cas de nécessité, de sacrifier la vie de l'enfant à celle de la mère. Elles vont être en ce cas accusées de sorcellerie par l'Inquisition. Au 15<sup>ème</sup> siècle, elles sont brûlées vives en Allemagne. *« Le cas des sage-femmes permet de penser que les “sorcières” furent d'abord des contestataires, issues des milieux populaires, qui ne voulurent pas se soumettre aux nouvelles normes éthiques, juridiques, économiques et sociales de la classe bourgeoise montante, qui rétrécissaient considérablement les rôles féminins dans la famille, la profession et la société. N'ayant pas la protection qu'assurait aux reines, aux femmes nobles ou riches leur statut social ou économique, des femmes révoltées finissaient au bûcher avec la complicité de l'Église »* (A. Michel).

En 1557, un édit du Roi décrète la peine de mort contre toute femme convaincue de *« recel de grossesse »*. Pour avoir tenté de cacher leur grossesse, les femmes vont le payer cher, puisque entre le milieu du 16<sup>ème</sup> siècle et la Révolution française, c'est 1500 femmes qui seront condamnées à mort et exécutées, sur le seul territoire du Parlement de Paris. De même, une femme soupçonnée d'avoir été enceinte et d'avoir avorté ou tué son enfant à la naissance est passée à la torture. La méthode est très précise, et consiste à forcer la femme, attachée en l'air par des cordes, et ne tenant sous son dos que sur un tréteau, à avaler jusqu'à douze litres d'eau, progressivement, jusqu'à l'aveu. Les juges ont pour consigne de ne pas *« avoir regard ou considération sur son crier, pleurer, soupirer, gémir ou douloir »*. La même méthode est appliquée pour toute femme accusée d'infanticide, de meurtre, d'homosexualité, de sorcellerie, de satanisme. Entre 1580 et 1625, on pendait dix fois plus pour *« recel de grossesse »* que l'on ne brûlait de femmes accusées d'être des *« suppôts de Satan »* (L'Histoire n° 281, novembre 2003).

On avait l'habitude, à la fin du Moyen Age, de donner à un enfant indifféremment le nom de son père ou celui de sa mère. À partir du 14<sup>ème</sup> siècle, l'État impose en France le nom du père, pour aider le travail de la police et de l'administration. La femme perd le droit de se substituer à un mari absent ou fou.

Arrive cette période qu'on nous présente toujours de manière positive, la Renaissance. En ce qui concerne la condition des femmes, aucune éclaircie. Il est certain que nombre de

femmes ont participé au renouveau culturel, littéraire, artistique, scientifique. Mais leurs réalisations sont passées sous silence, ou plutôt elles sont officiellement attribuées au mari, au père, à un frère, bref à un homme. Ainsi, explique Andrée Michel, « *nous ne savons pas ce que doit à sa sœur, qui participait avec lui aux recherches astronomiques, Tycho-Brahé (1546-1601) qui seul est passé à la postérité. Les femmes peintres ou musiciennes signaient généralement du nom de leurs maris ou de leurs frères. Ainsi de Marguerite de Van Eyck qui peignait une partie des tableaux de ses frères, seuls connus de l'histoire (1390-1441)* ».

Renaissance ou pas, l'enfermement de plus en plus contraint des femmes se poursuit. Une proclamation anglaise de 1547 interdit aux femmes « *de se rencontrer entre elles pour bavarder et pour parler* » et ordonne aux maris « *de retenir leurs épouses à la maison* ». L'écart de salaires avec les hommes s'accroît. À la campagne, les femmes gagnaient environ les trois quarts de ce que gagnaient les hommes dans les ateliers ruraux au 14<sup>ème</sup> siècle ; cela tombe à la moitié au 15<sup>ème</sup> siècle, et continue de baisser au 16<sup>ème</sup>. Il en est de même dans les villes pour les ouvrières.

La résistance à l'enfermement des femmes se manifeste toujours. Au niveau de l'Europe, les chiffres du 16<sup>ème</sup> siècle montrent que 16% des familles sont dirigées par des femmes. Elles osent donc vivre en célibataires, ou sont veuves et ne se remarient pas, alors que ce sont les premières à être accusées de sorcellerie.

Aux sommets de la société, Andrée Michel voit une résistance aussi chez les reines, qui montrent le même talent que les hommes à diriger l'État. « *Ainsi Isabelle de Castille (1451-1504) travailla à l'unification de l'Espagne sans l'aide de son mari et, avec ses compagnes, créa des écoles, des hôpitaux et des couvents ; Marguerite de Navarre (1492-1549) œuvra pour la paix et fut un écrivain connu ; Jeanne de Navarre (1528-1572) eut la réputation d'être le seul souverain du 16<sup>ème</sup> siècle n'ayant jamais mis à mort quelqu'un pour ses convictions religieuses ; Elisabeth Tudor (1533-1603) établit la prépondérance de l'Angleterre sur les mers, etc.* »

Pour notre part, nous préférons maintenir quand même une différence entre le fait d'établir « *la prépondérance de l'Angleterre sur les mers* » et celui de refuser de se marier. Car ce que fait Elisabeth Tudor lui donne sans doute un certain pouvoir personnel, mais pas aux opprimés en général, et aux femmes en particulier ; peut-être même est-ce le contraire.

Dans l'Angleterre du 17<sup>ème</sup> siècle, des courants se développent dans les classes dominantes sous la forme de sectes, des branches religieuses nouvelles. Les femmes anabaptistes et quakers militent pour leurs idées, et pendant qu'elles voyagent pour faire leur propagande, contre le service militaire par exemple, elles confient leurs enfants aux maris.

En Amérique, dans ce qui n'est pas encore les États-Unis, dès que la colonisation se renforce, le pouvoir des gouvernements locaux est pris en main par les seuls chefs de famille mâles, des puritains (qui veulent purifier l'Église du catholicisme). En réaction aux persécutions qu'elles subissent donc là aussi, les femmes quakers vont créer leurs propres établissements. On verra des femmes pendues pour ne pas avoir accepté les ordres des patriarches fondateurs de la République américaine.

Un livre donne une idée de la terrible morale puritaine qui accable les femmes. *La Lettre écarlate* est un roman dont l'action se situe dans les années 1640, à Boston. Esther Prynne n'a plus de nouvelles de son mari depuis des années. Or, elle accouche d'un enfant,

considéré donc comme illégitime. La société lui fait un procès, exigeant qu'elle donne le nom de l'homme avec qui elle a fauté. Elle refuse et elle est condamnée à porter sur la poitrine un grand A en rouge, qui indique l'infamie de la pire des trahisons, l'adultère. Sa vie devient insupportable. Plusieurs films reprendront ce récit, dont un de Wim Wenders.

Le 17<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècles sont une transition pour le monde occidental. Sous les coups de boutoirs de la colonisation, de la guerre, des pillages ouverts, le capitalisme moderne se forge, accumulant des richesses sur quelques points du globe, qui vont permettre de passer d'une économie encore féodale aux débuts de l'industrie. Mais de ce progrès matériel, n'en sortira rien de positif pour les femmes des classes aisées d'Europe. La doctrine puritaine comme la morale catholique condamnent l'oisiveté, et le mépris envers ces femmes que l'on garde à la maison devient encore plus fort. L'argent commence son travail de sape de toute morale, et c'est l'homme qui contrôle les circuits de l'argent.

En réaction, des femmes des couches supérieures vont chercher à se rendre utiles à la société. De nombreuses bourgeoises, telle Mrs Thrale, femme d'un gros brasseur, qui se lance dans la philanthropie pour soulager la population croissante des enfants les plus pauvres, vont ouvrir des écoles pour les enfants d'ouvriers. On en compte 600 avec 24 000 élèves en 1729, en Angleterre. Au 18<sup>ème</sup> siècle comme au 17<sup>ème</sup>, des femmes qui ne peuvent plus supporter l'enfermement bourgeois émigrent vers les États-Unis. En Amérique du Nord, c'est encore elles, les femmes quakers et shakers, qui vont assister les pauvres ou les membres de leurs sectes persécutés. Certaines fondent des sectes dissidentes où règne l'égalité entre les sexes. (Andrée Michel)

### *L'ENFERMEMENT ULTIME DES COUVENTS*

Le summum qui sera atteint dans l'enfermement des femmes par l'Église catholique sera atteint avec les couvents. On trouve déjà des couvents pour femmes et d'autres pour hommes au 7<sup>ème</sup> siècle, mais il y a une différence : la clôture, le fait de se retrouver dans un lieu avec une enceinte physiquement fermée et de ne pas avoir le droit d'en sortir, n'a jamais existé pour les hommes.

Le couvent devient indispensable pour la société aisée du Moyen Age. Tout l'héritage passe alors au fils aîné. Rien pour les filles. Formellement, aller au couvent est un acte libre. Mais il ne sera pas difficile de convaincre d'aller s'y enfermer celles que l'on a du mal à marier. On y ajoute celles dont on n'est pas sûres qu'elles soient légitimes, celles dont on trouve qu'elles manquent de beauté, ou d'intelligence, les femmes adultères, les filles-mères.

Les femmes font vœu de chasteté en entrant au couvent. Chaque seconde de leur vie devient une obsession pour faire reculer le sexe. On ne se lave régulièrement que les mains. Interdiction de toucher au reste du corps, interdiction de le regarder. C'est la guerre à toute pensée d'ordre sexuel. « *Pour mortifier leur vue, les religieuses gardent les yeux baissés et évitent de regarder le monde qui les entoure. Pour mortifier leur goût, elles jeûnent ou mangent des aliments grossiers. Pour mortifier leur ouïe, elles vivent dans le silence. Pour mortifier leur toucher, elles portent des vêtements d'étoffe rugueuse et dorment sur une couche dure et étroite. Même l'odorat est suspect* » (G. Reynes). Les règlements répètent inlassablement : interdiction de contacts physiques, interdiction de s'isoler avec une autre religieuse, d'entrer dans une autre cellule de nuit. La tête doit être constamment occupée à mener la lutte contre le diable.

Une ou deux fois par semaine, tout le monde est réuni pour une séance de coupes. Chacune s'accuse de toutes ses fautes. Tout oubli est de suite dénoncé par un témoin, et la peine est aggravée : « *Ma révérende mère, je dis ma culpabilité que je n'ai pas été au chœur les yeux baissés ; j'ai parlé trop haut ; j'ai été curieuse, etc* ». Plus grave est le fait de commencer à manger sans dire la prière, plus grave encore de rompre le silence, d'échanger du courrier, de parler à la grille. Pire, la 4<sup>ème</sup> culpabilité touche aux ordres de la hiérarchie, désobéir à une supérieure, refuser d'exécuter une punition, chercher à s'enfuir.

Les sanctions commencent par des récitation de prières, puis des prosternations, ensuite les coups. Il faut aller de table en table baiser les pieds des religieuses ou mendier de quoi manger un peu. La dernière catégorie est passible d'enfermement en cellule et encore plus de coups. On voit les femmes s'auto flageller, avec des fouets sur lesquels on a attaché des pointes en métal tranchant aux lanières de cuir. Plus on souffre, plus on s'approche de Dieu. Alors, on en voit certaines aller lécher des crachats, baiser des ulcères, manger des mouches, des poux ou des limaces, se déchirer le bras ou le front à coups d'épingles, faire des croix sur le sol avec la bouche.

L'Église n'aime pas exclure de ses couvents, cela risquerait de faire une mauvaise publicité. On préfère le caveau emmuré. En cas de crime d'apostasie - l'abandon public de la religion -, en cas de fuite ou de fornication, « *le coupable, aspergé d'eau bénite et de vapeur d'encens, et muni d'un pain, d'une cruche d'eau et d'un cierge, était descendu dans un caveau dont on murait l'entrée. Il y était abandonné à la Justice divine, c'est-à-dire à une mort lente et atroce* ». La guillotine sera une libération, en regard des pratiques de l'Église.

Progressivement, les abbesses vont voir leur pouvoir et leur richesse monter en puissance. Elles prennent l'habitude de sortir, d'aller en ville, de s'entourer d'un personnel nombreux. Tandis que les femmes enfermées, isolées d'un monde masculin dont elles ne connaissent plus que le confesseur, obligatoirement un homme, deviennent littéralement malades de cette séparation inhumaine.

Au 16<sup>ème</sup> siècle, les couvents deviennent ouvertement des lieux de débauche. Le roi, c'est son droit, les utilise pour y trouver des demoiselles dont il profite. Un peu partout en Europe, les couvents sont devenus de véritables bordels. L'archevêque de Reims a ses entrées sur ceux de son diocèse. Au 17<sup>ème</sup> siècle, l'Église fera des efforts pour rehausser la réputation des couvents. D'autant qu'on pense pouvoir utiliser les femmes, souvent plus ferventes que les hommes, pour lutter contre le protestantisme. Il ne restera plus à la veille de la révolution française que de pauvres femmes dans les couvents.

## *FEMMES ET RÉVOLUTIONS EN OCCIDENT*

De la Révolution américaine de 1775 à la Révolution française de 1789, du printemps des peuples d'Europe en 1848 à la Commune de Paris en 1871 et jusqu'à la Révolution russe de 1917, les femmes du peuple sont omniprésentes et se donnent corps et âme pour tous les changements révolutionnaires. Il faut croire que leur sort d'opprimée les attire comme naturellement lorsqu'apparaît un espoir concret, puissant, de changement social.

Si l'on regarde ces événements de manière rétrospective, on remarque que la carte de l'émancipation des femmes correspond assez largement à la carte de ces grands événements

révolutionnaires. Partout où un bouleversement social de grande ampleur s'est produit, partout les femmes y ont massivement participé, partout aussi, elles se retrouvent de nos jours, peut-être pas libres et égales, mais tout de même dans une condition sociale et politique nettement plus avancée que dans les autres régions du monde.

Pourtant, nous allons le voir également, on observe qu'à l'issue des révolutions, la contre-révolution, ce mouvement classique qui stoppe et fait plus ou moins reculer la limite atteinte par l'avancée révolutionnaire, sera particulièrement dure envers les femmes. Mais les femmes auront appris leur importance, et d'une manière ou d'une autre, relèveront la tête dès que cela leur sera possible, jusqu'à obtenir une situation dont beaucoup font un modèle aujourd'hui envié.

Elles joueront donc un rôle dans la lutte qui mène à l'indépendance américaine. « *Les filles de la Liberté* », nous dit Andrée Michel, dont la mémoire est toujours honorée dans l'Amérique contemporaine, furent en réalité des conspiratrices, participant aux organisations terroristes de l'époque réclamant l'indépendance. Mais, malgré leur courage et leurs actions, ni la Déclaration d'Indépendance ni la Constitution des États-Unis n'accordèrent aux femmes le statut de citoyennes dotées de droits politiques ».

En France, la Révolution de 1789-1794 a laissé des grands noms masculins : Robespierre, Danton, Marat, etc. Mais c'est une illusion, ou plutôt un mensonge. L'historienne Eliane Viennot écrit : « *Les femmes sont très présentes dans les mobilisations qui vont conduire à la convocation des États généraux, en janvier 1789. Leurs traces ne sont pas nombreuses dans les cahiers de doléances conservés, mais, dès l'automne 1789, elles proposent, elles écrivent des pétitions... Comme tout le monde, elles sont gagnées par les idées de la Révolution. Elles assistent aux débats, elles participent aux discussions, aux clubs, elles expliquent qu'il faut leur accorder des droits et, assez rapidement, elles parviennent à en convaincre les révolutionnaires, surtout en province. (...) Elles sont à l'initiative de la grande marche sur Versailles des 5 et 6 octobre 1789, car leurs revendications ne sont pas entendues. (...)* » (Le Monde 4 juin 2016) .

Lorsqu'elles vont à Versailles et obligent le roi à s'installer dans Paris, un Paris où le peuple est alors fort, nombreux, chez lui, Michelet écrit : « *La révolution du 6 octobre, nécessaire, naturelle et légitime s'il en fut jamais, toute spontanée, imprévue, vraiment populaire, appartient surtout aux femmes, comme celle du 14 juillet aux hommes. Les hommes ont pris la Bastille, et les femmes ont pris le roi.* » Elles sont petites commerçantes, poissonnières, blanchisseuses, journalières, couturières, sans travail, chanteuses, actrices, etc. (Histoire de la Révolution française)

« *Tout au long de la révolution, souligne Eliane Viennot, elles sont présentes dans les combats de rue, lors des luttes pour le contrôle des municipalités, tant du côté révolutionnaire que contre-révolutionnaire.* » Côté contre-révolution, « *dès 1791, elles sont nombreuses à se mobiliser contre la "déchristianisation". Mais elles sont aussi de plus en plus actives dans le mouvement populaire. Et souvent, elles en viennent aux mains, quand elles n'interviennent pas armées de piques, de fourches... (...) Il n'y a pas beaucoup de femmes en armes dans l'historiographie française. Il faut pourtant rappeler que, sous l'Ancien Régime, bien des femmes étaient armées, ne serait-ce que pour se protéger, défendre leurs maisons (...) et il y avait des combattantes dans les armées.* »

Les femmes ont lutté à part entière pendant les événements révolutionnaires de 1789-1794, pour avoir du pain, contre la vie chère, contre le couple royal. Mais des brochures, des manifestes, des pétitions sont aussi adressés aux assemblées révolutionnaires pour réclamer que les femmes disposent des droits définis dans la « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* ». L'histoire, écrite par les puissants, ne va retenir que quelques noms de femmes plutôt privilégiées, des noms à particule : Théroigne de Méricourt, qui est une fille de propriétaires paysans, des laboureurs ; Olympe de Gouges est fille d'un bourgeois, maître boucher. « *Ces femmes, nous dit Eliane Viennot, ont laissé des textes éclairants sur l'histoire de leur sexe, sur la misogynie ambiante. Leurs écrits tranchent avec les idées reçues sur les femmes de la Révolution, qui n'auraient rien fait d'autre que réclamer du pain et se complaire dans le spectacle des exécutions en tricotant* ».

Olympe de Gouges rédige une « *Déclaration des droits de la Femme et de la Citoyenne* » : « *La loi doit être la même pour tous. Toutes les citoyennes et tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités, et sans autre distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents.* » En 1790, apparaissent des clubs révolutionnaires féminins. Ils ne se limitent pas à lutter pour des droits égaux aux femmes, ils se placent à la pointe du combat révolutionnaire, aux côtés des « Enragés ». Et ils subiront la même répression.

Mais, nous dit Eliane Viennot, « *entre 1789 et 1793, les choses sont devenues parfaitement claires : les hommes entendaient ne rien céder de leur pouvoir aux femmes.* » En juin 1793, la Constitution exclut définitivement les femmes des droits politiques. En novembre, la Convention repousse les exigences des femmes révolutionnaires. L'argumentation mérite d'être dite ici : « *Les droits politiques du citoyen sont de discuter et de faire prendre des résolutions relatives à l'intérêt de l'État, par des délibérations comparées, et de résister à l'oppression. Les femmes ont-elles la force morale et physique qu'exige l'exercice de l'un et de l'autre de ces droits ? L'opinion universelle repousse cette idée... Chaque sexe est appelé à un genre d'occupation qui lui est propre : son action est circonscrite dans ce cercle qu'il ne peut franchir, car la nature, qui a posé ces limites à l'homme, commande impérieusement, et ne reçoit aucune loi.* »

Tous les révolutionnaires masculins n'étaient pas du même avis. Condorcet a défendu en juillet 1790 le droit de vote pour tous dans son traité Sur l'admission des femmes. Le maire de Guingamp, Pierre Guyomar, a tenu en 1793 un discours à la Convention où il s'indignait de la mise à l'écart des femmes. Le mathématicien Gilbert Romme, le journaliste Charles de Villette, l'avocat breton Joseph Lequinio étaient pour l'égalité politique. Mais ces hommes étaient rares.

« *Après l'insurrection ratée de Thermidor (juillet 1794) et l'exécution de Robespierre, il y a encore des femmes du peuple qui défendent l'esprit de la Révolution. En mai 1795, la Convention va jusqu'à interdire de former des attroupements de plus de cinq personnes. Elles sont chassées des tribunes à coups de fouet, pourchassées dans les rues. Une forme de contre-révolution se développe, une milice de "muscadins" pressés de revenir à l'Ancien Régime s'attaque aux "jacobines", qu'ils rossent pour qu'elles rentrent à la maison.* » (E. Viennot) Théroigne de Méricourt sera enfermée comme folle à La Salpêtrière. Condamnée à mort pour avoir tenté de rétablir un gouvernement autre que « un et indivisible » Olympe de Gouge sera guillotinée.

Pour les féministes, il restera de ce siècle le refus de ce qu'elles vont appeler la double morale sexuelle, dont le texte ci-dessus de la Convention est une illustration. Il restera aussi l'idée que la libération des femmes est aussi celle de toute la société. Mais il restera surtout quelque chose d'essentiel pour les femmes du peuple : vis-à-vis de leurs hommes, elles auront vécu une période d'égalité, égalité dans le combat, dans l'engagement, dans l'efficacité, donc dans l'estime. Vis-à-vis des autorités et de l'État aussi, ces femmes qui lui ont tenu tête par centaines de milliers vont en garder la conviction que certes, c'est un adversaire de taille, mais que l'on peut le contenir, si ce n'est le renverser. Enfin, qui dit engagement, dit forcément liberté. Toute période de ce type ouvre un vent de liberté. Et c'est sans doute sur ce point que les femmes de la France de 1789 vont le plus engranger. Tous les rapports des femmes avec les hommes en sont désormais imprégnés. L'État aura beau édicter des lois et des institutions qui veulent abaisser la femme, il est certain qu'elles sont désormais fières et sûres d'elles, qu'elles imposent de nouveaux rapports dans leur vie privée, dans leur vie personnelle, dans leur vie intime.

### *LE CODE NAPOLÉON, UN ARSENAL BOURGEOIS CONTRE LES FEMMES*

La bourgeoisie, sous la poigne de Napoléon, veut donc reprendre les choses en mains en ce qui concerne cette prétention des femmes à prendre la même place que celle des hommes. Et ce sera le code civil, qui fait de la femme une mineure sur le plan juridique. Le Code napoléon de 1804 affirme l'incapacité juridique totale de la femme : interdiction d'accès aux lycées et aux universités ; interdiction de signer un contrat, de gérer ses biens ; exclusion totale des droits politiques ; interdiction de travailler sans l'autorisation du mari ; interdiction de toucher elle-même son salaire ; contrôle du mari sur la correspondance et les relations ; interdiction de voyager à l'étranger sans autorisation ; répression très dure de l'adultère pour les femmes ; les filles mères et les enfants naturels n'ont aucun droit

On y ajoutera en 1910 : « *Les personnes privées de droits juridiques sont les mineurs, les femmes mariées, les criminels et les débiles mentaux.* » Enfin, en 1916, le divorce deviendra interdit. Certains, de nos jours, parlent de ces textes comme de la charia catholique.

L'incapacité civile pour la femme ne sera levée qu'en 1938 ; le droit de vote ne sera accordé qu'en 1945. Au début des années 1970 encore, il restait de lourdes traces du code Napoléon : dans le domaine juridique, le chef de la famille, c'est le mari ; c'est à lui par exemple qu'appartient le choix de la résidence et la femme mariée est obligée d'habiter avec lui ; l'adultère du mari n'est pas punissable, mais pour l'épouse infidèle, l'article 337 du Code pénal prévoit l'emprisonnement pendant 3 mois au moins et deux ans au plus ; le mari ne peut être condamné qu'en cas d'entretien d'une concubine au domicile conjugal ; la peine est alors une amende, allant de 360 à 7200 francs. La loi considère le meurtre par le mari de l'épouse infidèle comme « excusable » ; l'inverse n'existe pas.

Oui, tout ceci subsiste encore en 1970 ! On pourrait y ajouter une multitude de coutumes et usages de moindre importance mais du même acabit. Un exemple, les femmes ont le droit de travailler à la Bourse des valeurs de Paris, mais seulement dans les étages, surtout pas à la Corbeille. À son ouverture, 150 ans plus tôt en 1724, elle était interdite totalement aux femmes, par un arrêt du Conseil du Roy.

On voit à quel point le Code Napoléon a marqué la situation des femmes dans la France bourgeoise. Mais nous y reviendrons et nous verrons comment les événements de Mai 68 et ses suites vont balayer ces résidus.

### *FÉMINISME BOURGEOIS ET FÉMINISME SOCIALISTE*

Le 19<sup>ème</sup> siècle est un siècle à la fois riche et complexe pour les femmes et les mouvements féministes. La société occidentale est en pleine transformation. Y apparaissent les idées socialistes et les organisations ouvrières, à une époque où le terme socialiste signifie aussi révolutionnaire.

D'une part, vont ressurgir des mouvements qui expriment la révolte des femmes des milieux aisés, qui luttent contre leur mise à l'écart de la vie politique, et contre le fait qu'on en a fait des citoyennes de seconde zone, au statut de mineures. Mais va s'ajouter quelque chose de tout à fait nouveau : l'on voit surgir des mouvements féministes dans le monde ouvrier, ou au travers d'organisations liées au monde ouvrier. Et une partie de ces luttes va rejoindre totalement le camp socialiste et de la révolution sociale.

Mais on voit aussi l'inverse. Dans le camp socialiste et dans le mouvement ouvrier, vont surgir à la base, chez les ouvriers masculins, des réactions hostiles aux femmes et à leur entrée dans le monde du travail. Chez les penseurs également, un courant s'affirme pour réprouver le travail féminin.

Dans un premier temps, aux tous débuts du siècle, le coup porté aux femmes par le Code Napoléon les a fait taire. Personne ne semble oser lever la voix. L'ordre bourgeois règne sur la femme, on a vu avec quelles lois ! Ce sont des socialistes qui vont remettre en avant, dans certains milieux, les idées de libération pour les femmes. Ceux qui donnent le ton, ce sont Fourier, Saint Simon, cette génération que les marxistes appelleront utopiques. Leur pensée est une critique éclairante du monde bourgeois.

Fourier rejette l'idée de révolution. Les événements qui ont suivi la Révolution française lui font penser que la violence est toujours récupérée et qu'elle finit par instaurer un pouvoir égoïste. Au lieu des désordres sociaux qu'il constate sous ses yeux, il veut créer de toutes pièces un autre type d'organisation : les phalanstères. Ce seront des sortes de villages de l'ordre de 1600 ou 2000 personnes. La seule règle qui comptera, pour organiser les choses, c'est la passion. Pour Fourier, la civilisation bâillonne les passions humaines, et il s'agit de les libérer. L'amour, en particulier, a une place centrale, il est le fondement de l'ordre social.

Selon Fourier, l'être humain a douze grandes passions. Par exemple, le besoin de changement. S'il est respecté, il rend le travail attrayant, au lieu qu'il soit monotone et aliénant. Le monde qu'il veut construire, il l'appelle l'Harmonie : « *L'harmonie ne commettra pas comme nous la sottise d'exclure les femmes de la médecine et de l'enseignement pour les réduire à la couture et au pot.* » Pour lui, la libération de la femme est essentielle : « *Les progrès sociaux et changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté ; et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes.* »

Le mariage est pour lui une absurdité qui oblige deux personnes à vivre ensemble jusqu'à la fin de leurs jours, en dépit de leurs sentiments. Voilà pourquoi, même un mariage

d'amour tourne à la monotonie, à l'adultère. Les femmes sont en situation de servitude dans la famille. Il faut qu'elles soient libres, y compris en amour, pour le bien-être commun des hommes et des femmes.

Autre socialiste « utopique », Saint Simon. Ses idées auront une grande influence dans les milieux des dirigeants industriels modernes, comme dans les chemins de fer. Saint-Simon défend lui aussi l'idée de liberté pour les femmes. Son mouvement subira de ce fait un procès, car on va assimiler sa « *femme libre* » à une prostituée. Les femmes sont présentes dans le mouvement saint-simonien. Les Saint-Simoniens aideront la journaliste économique Julie-Victoire Daubié à se présenter et à obtenir le premier baccalauréat féminin en 1861. La journaliste Claire Démar revendique le droit des femmes au plaisir sexuel en dehors du mariage. Elle publie un *Appel d'une femme au peuple sur l'affranchissement de la femme* où elle réclame l'application à la femme de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*. Elle y qualifie le mariage de prostitution légale.

Les idées des socialistes utopiques se concrétiseront dans des tentatives de réaliser des expériences de vie commune, la fondation de phalanstères ou de communautés. Ces expériences, assez rares en Europe, seront plus fréquentes aux États-Unis. « *Ainsi, au 19<sup>ème</sup> siècle, on y recensait, outre 72 communautés orientées religieusement ou sur le plan humaniste, 14 communautés incarnant les théories du socialisme utopique et une quarantaine de phalanstères inspirés de la doctrine de Fourier, ces derniers ayant tous été créés en 1840* » (A. Michel). Dans quelques cas, comme le Familistère de Guise, créé en 1830, on admet une égalité des femmes avec les hommes jusque dans le gouvernement de la communauté.

Ces courants socialistes naissent et se développent essentiellement dans des milieux cultivés, en réaction aux désordres créés par la profonde transformation de la société avec l'industrialisation. Ils comptent gagner à eux les esprits éclairés, et trouver des soutiens financiers dans les hautes sphères de la société. Ils pensent que le progrès matériel que permettent les développements des techniques s'accompagnera inévitablement d'un progrès social.

À côté de ces socialistes utopiques, réapparaissent dans le monde bourgeois des courants féministes plus traditionnels. Dans les années 1830, une presse, des associations féminines se mettent en place : « *La Mosaique des Femmes* » en 1832 à Lyon, « *L'Athénée des Femmes* » en 1834 à Paris. Elles revendiquent le droit au divorce, l'accès pour les femmes à l'enseignement supérieur et aux professions libérales. Et jusque 1848, ces femmes vont plus loin. Elles découvrent horrifiées la condition que fait le capitalisme aux femmes prolétaires des villes. Une partie des féministes bourgeoises va vouloir sincèrement améliorer leur sort. Se développent des mouvements de philanthropie, où l'on va enseigner les règles d'hygiène dans les quartiers, la manière de s'occuper de son bébé, etc.

Enfin, un autre courant, marxiste celui-là, va naître et se développer, qui deviendra à la fin du siècle le plus puissant, car il réussit à s'implanter dans une classe sociale, le monde ouvrier. Si la femme bourgeoise du 19<sup>ème</sup> siècle veut avant tout réagir à sa mise à l'écart politique et juridique, la femme ouvrière veut d'abord lutter contre l'exploitation qu'elle doit subir au travail. Et pour cela, elle va naturellement se rapprocher des organisations, partis ou syndicats, liées au monde ouvrier.

Mais le monde ouvrier n'est pas mieux loti que l'ensemble de la société. Cela peut même être pire sur certains points. En ce qui concerne la place des femmes, ou celles des immigrés, et bien d'autres, rien n'y est gagné d'avance, bien au contraire. Le monde ouvrier reçoit comme un modèle et un exemple, sans avoir les moyens de s'en démarquer, les idées ou les comportements en provenance de la classe dominante. De plus, il hérite d'un long passé, où les milieux populaires n'ont connu pour la femme que la relégation. Après l'enfermement dans la famille, s'ouvre d'une manière violente la porte de l'usine, où il devient obligatoire d'aller se faire embaucher pour pouvoir nourrir la famille. Le salaire n'est en rien garanti, les emplois sont presque tous précaires, suivant les commandes et suivant les crises, qui sont nombreuses.

Le salaire du mari, lorsqu'il existe, ne suffit pas. La femme apporte un salaire d'appoint. Quant aux femmes célibataires, elles n'ont pas le choix. N'ayant que leur force de travail pour subsister, elles sont obligées d'aller à l'usine. Selon Andrée Michel, 40 à 50% des femmes qui vivent à la ville sont des célibataires. Faute d'emploi, certaines recourent à la prostitution. On estime qu'elles sont entre 40 et 80 000 au 19<sup>ème</sup> siècle, à Paris comme à Londres. L'usine elle-même peut être un lieu où le contremaître force les femmes.

Dans le monde bourgeois, l'idée du contrôle du corps de la femme, pour s'assurer de la descendance et de l'héritage est un enjeu très sérieux et d'une importance considérable, mais cela ne joue guère dans le monde ouvrier. Ce sont plutôt les vieilles habitudes de pensée, de comportement, de paroles qui sont la source d'une discrimination envers les femmes.

Seulement va s'y ajouter un enjeu économique plus sérieux. Les tenants du maintien des femmes à la maison vont trouver un argument en déclarant que la femme à l'usine est une concurrente pour l'ouvrier, qu'elle lui prend son travail, ou qu'elle en abaisse le coût puisqu'elle accepte de travailler pour moins cher. Une tendance du mouvement socialiste, les proudhoniens, va faire une théorie du refus du travail féminin. Andrée Michel écrit : « *En France, des penseurs sociaux les plus traditionnels (Frédéric Le Play, de Bonald, etc.) et du socialiste Proudhon, la réprobation du travail féminin s'étend aux ouvriers et aux syndicalistes qui au début se mettaient en grève chaque fois qu'une femme était embauchée.* »

En Allemagne, Auguste Bebel, reconnaîtra encore en 1880, lorsqu'il écrit « *La femme et le socialisme* », qu'il y a des socialistes qui s'opposent à l'émancipation de la femme, avec autant d'acharnement que le bourgeois qui s'oppose à l'émancipation du prolétariat. Il faudra attendre 1891 pour que le Parti socialiste allemand, alors le plus puissant parti ouvrier au monde, inscrive dans son programme l'égalité des droits de l'homme et de la femme.

Jusqu'à la Révolution de 1848, on voit des féministes bourgeoises et des féministes socialistes se côtoyer. Ainsi, Flora Tristan va participer aux débuts de l'organisation de la classe ouvrière à l'échelle internationale. Elle se désignera elle-même comme une « *aristocrate déchue, femme socialiste et ouvrière féministe* ». Son « *Émancipation de la femme* » sera édité après sa mort. Dans ses « *Pérégrinations d'une paria* », elle écrit : « *J'avais quatre ans lorsque je perdis mon père à Paris. Nous revînmes à Paris, où ma mère m'obligea d'épouser un homme que je ne pouvais ni aimer ni même estimer. À cette union je dois tous mes maux* ». Et elle écrit ceci : « *L'affranchissement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même* ».

Dans *l'Union ouvrière* (1843), Flora Tristan définit son programme : constituer la classe ouvrière au moyen d'une union solide et indivisible, réclamer le droit au travail pour tous et pour toutes, donner aux femmes du peuple une instruction morale, intellectuelle et professionnelle, reconnaître en principe l'égalité de l'homme et de la femme comme étant l'unique moyen de constituer l'Unité humaine, élever dans chaque département des palais de l'Union ouvrière où l'on instruirait les enfants de la classe ouvrière et où seraient également admis les travailleurs accidentés, les infirmes et les vieux. Ce programme se heurta à l'opposition générale et Flora écrit : « *J'ai presque tout le monde contre moi. Les hommes parce que je demande l'émancipation de la femme, les propriétaires parce que je réclame l'émancipation des salariés* ».

Lorsque se produit la Révolution de février 1848, qui abolit la royauté rétablie depuis 1815 et instaure la République, les femmes y participent en grand nombre, et l'activité des féministes de toutes tendances se multiplie dans diverses directions. Les blanchisseuses obtiennent une réduction de leur journée de travail, qui était de quatorze heures et passe à douze heures. Les femmes proposent des améliorations à l'organisation des ateliers nationaux, où l'on parque les chômeurs et les chômeuses. Elles demandent qu'on y crée des crèches et qu'on organise un enseignement professionnel. Lasse de cet activisme, l'Assemblée nationale leur refuse les droits politiques et vote l'interdiction aux femmes d'être membres ou même de participer aux réunions des clubs.

Février 1848 a vu le rétablissement de la République, grâce à l'action conjointe d'une fraction encore révolutionnaire de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. La contre-révolution va éclater en Juin, pour répondre à la classe ouvrière quand celle-ci ose demander d'être représentée dans cette république. Politiquement, c'est un tournant. Si, auparavant, il s'était trouvé une fraction au moins de la bourgeoisie pour chercher une alliance avec le monde ouvrier ou populaire pour lutter ensemble, réaliser des progrès sociaux, c'en est fini. La bourgeoisie avait jusqu'ici toujours su tirer les marrons du feu après avoir lancé le petit peuple dans la lutte. Désormais, il n'est plus question que de chercher à cadrer cette classe ouvrière qu'elle ne voit plus que comme un danger.

Et le mouvement féministe va s'en ressentir, lui aussi. Féministes socialistes et féministes bourgeoises se séparent, et vont désormais œuvrer les unes dans l'ignorance des autres. Des clubs de femmes étaient réapparus pendant les événements de 1848. Ils ne survivent pas à la répression, terrible : 3 à 5000 Parisiens tués, 1500 fusillés sans jugement, 25 000 arrestations, 11 000 emprisonnés ou déportés en Algérie.

Après cette répression, le féminisme bourgeois va se racornir sur le continent européen. Il ne s'adresse plus qu'à des milieux très restreints, par l'intermédiaire de personnalités comme Georges Sand. Il n'y a plus d'organisation jusque 1869. Ce féminisme va voir par contre un essor de l'autre côté de la Manche et de l'Atlantique.

De leur côté, les militantes socialistes vont identifier la question féminine à la question de la révolution sociale. C'est le cas de Louise Michel, grande figure de la Commune de Paris de 1871. Pendant toute la montée révolutionnaire et lors des 72 jours de la Commune de Paris, les femmes sont présentes partout. Elles inventent une nouvelle société. Avec Elisabeth Dimitrieff, amie de Marx, elles fondent *l'Union des femmes*, section féminine de la première Internationale, qui collecte des fonds pour acheter des canons. Une multitude de clubs féminins s'ouvrent, et demandent la laïcité de l'enseignement (alors aux mains de l'Église), la construction d'écoles pour les filles (qui en sont exclues). Des femmes créent des crèches

pour faciliter leur travail et garder les enfants. Obligation était faite, par exemple, que s'y trouve un jardin, une volière remplie d'oiseaux, des arbres et des jouets.

La répression, on le sait, sera pire que celle de 1848.

À la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, c'est donc en Angleterre et aux États-Unis que le féminisme bourgeois se manifeste et se renforce. Ce sont les fameuses « suffragettes », qui revendiquent le droit de vote. Une première organisation féministe revendiquant le suffrage, le droit de vote des femmes, était apparue en France en 1876, avec la société *Le droit des femmes*, créée par Hubertine Auclert, qui prendra en 1883 le nom de *Le suffrage des femmes*. Mais ce mouvement reste très minoritaire en France. Ce n'est que cinquante ans plus tard, en 1919 que se constitue « *L'Union française pour le suffrage des femmes* ».

Mais c'est en Angleterre que le mouvement va réellement éclore. En 1897, Millicent Fawcett lance une première tentative, pacifique et raisonnée, s'adressant aux hommes pour leur expliquer que les femmes devant obéir aux lois, il fallait logiquement leur donner le droit de vote : c'est *l'Union nationale pour le suffrage féminin*. Mais le nom de suffragette va finalement s'accoler, toujours en Angleterre, en 1903, à *l'Union sociale et politique féminine* (Women's Social and Political Union). Fondée par Emmeline Pankhurst et ses deux filles, le WSPU n'hésite pas à sortir des voies strictement légales, prenant la parole dans des réunions des partis en place, subissant des arrestations. C'est ainsi qu'elles vont gagner une sympathie féminine, ainsi que par des grèves de la faim, ou l'incendie d'une église et d'un terrain de golf, réservés aux hommes.

On constate une différence importante entre les pays anglo-saxons et qui se passe sur le continent européen, concernant les droits officiels des femmes. Les luttes des féministes bourgeoises auront une efficacité plus grande en Angleterre et aux États-Unis. Partout, l'hostilité masculine ordinaire est présente, palpable. Mais s'ajoute à cela sur le vieux continent, le poids et l'influence de l'Église catholique, qui reste considérable. Même lorsque l'Église n'intervient pas directement ou ne prend pas position publiquement, elle dispose de très nombreux élus dans les divers partis politiques qui vont, surtout sur ce terrain, réagir en préservant ses idées. Et c'est souvent de manière silencieuse et sournoise qu'elle parvient à imposer les blocages qui empêchent une évolution sur le plan des lois, en faveur de plus de libertés pour les femmes.

Elle s'explique en partie par le poids de l'Église catholique, qui résiste partout d'une manière acharnée à toute émancipation des femmes, mais n'a d'efficacité, là où les choses se décident, au travers de ses très nombreux élus, que sur la vieille Europe. Et dans les pays latins, cette résistance s'ajoute à l'hostilité ordinaire des hommes.

L'idée que l'émancipation des femmes ne pourra venir que des femmes elles-mêmes, naîtra aux États-Unis. Elle est prononcée par Margaret Fuller, une journaliste transcendentaliste, vivant d'ailleurs dans un phalanstère fouriériste. Pour Margaret Fuller, la femme doit conquérir son individualité de manière indépendante. Pour elle, « *la soumission excessive de la femme à l'homme a refroidi l'amour, dégradé le mariage et empêché les sexes d'être ce qu'ils devraient être à leurs propres yeux.* »

En Angleterre, Joséphine Butler va lutter contre des lois particulières. Ces lois obligent en effet les prostituées à des contrôles médicaux, pour vérifier si elles sont porteuses de maladies vénériennes, non pas pour les protéger elles, mais pour protéger les soldats de sa

majesté. Dans un meeting public, la description que fait Joséphine Butler de ces procédures (elle les appelle des viols chirurgicaux), est telle que le Surintendant de la Mission londonienne de l'Ouest sort en larmes. Une simple accusation de prostitution par un officier de police, et il faut y passer. En 1869, il est question d'étendre cette pratique à tout le pays. Butler voit alors un grand nombre de gens rejoindre sa cause. Finalement, la Chambre des Communes reculera et lui donnera satisfaction en 1880.

Une autre idée va animer les mouvements féministes anglo-saxons de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, celle d'unir et d'entraider les femmes des différents pays pour obtenir leurs droits. C'est ainsi que, partie des États-Unis, se met en place une sorte d'Internationale des femmes, l'ICW (International Council of Women). La première convention de ce *Conseil international des femmes* réunit à Washington, en 1888, 66 Américaines et 8 Européennes. Les sujets abordés touchent à la paix, la philanthropie, le travail industriel, les luttes sociales et politiques, la réforme des prisons, des hôpitaux, l'éducation des femmes, etc. Y est intégrée l'une des idées de Flora Tristan : il faut montrer que l'émancipation des femmes n'est pas seulement dans leur intérêt propre, c'est aussi celui de toute l'humanité. La réunion suivante se tiendra en 1899 à Londres, et regroupera 5000 femmes, qui représentent 600 000 féministes.

En France, la section locale de l'ICW est créée en 1901 et prend pour nom le CNFF, *Conseil national des Femmes françaises*. Il regroupe une quarantaine d'associations et d'œuvres féminines, avec pour objectif l'amélioration du sort de la femme du point de vue éducatif, social et moral. D'après Madame de Corlieu, des ouvrières comme Jeanne Bouvier et Coulmy y côtoyaient des aristocrates comme la duchesse d'Uzès ou des grandes bourgeoises comme Avril de Sainte-Croix, Sara Monod, Cécile Brunswick, Maria Vérone. Elles obtiendront la libre disposition de ce que gagne la travailleuse mariée en 1907, des lois contre l'abandon de paternité en 1912, l'interdiction du travail des enfants dans la verrerie, l'entrée des femmes dans les grands organismes administratifs (PTT, prisons, ministère du travail, etc.). Là, elles revendiquent un salaire minimum pour la travailleuse à domicile, l'égalité de traitement entre hommes et femmes chez les instituteurs, l'abolition des maisons closes.

Entre les deux guerres, les employées des PTT obtiennent en 1927 l'égalité des salaires avec les hommes, et sont suivies par les employées de la Caisse des Dépôts et Consignations, les professeurs de l'enseignement secondaire. En 1938, les Françaises obtiennent le droit d'avoir une carte d'identité sans le consentement du mari.

### *LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES, LE 8 MARS*

L'idée de créer une journée internationale des femmes est née du côté des féministes marxistes. Elle est proposée par Clara Zetkin, au Congrès de l'Internationale socialiste de 1910. Clara Zetkin édite un journal, *l'Égalité*, où s'exprime un féminisme socialiste. Elle fonde la section féminine du Parti allemand social-démocrate. Si elle choisit la date du 8 mars pour en faire une *Journée internationale des femmes*, c'est pour rappeler que le 8 mars 1857, des femmes, des couturières de New York, s'étaient mises en grève pour exiger la fin des discriminations patronales à leur encontre.

L'objectif de Clara Zetkin est multiple. Il ne s'agit pas seulement de se souvenir. Il s'agit de promouvoir une lutte loin d'être achevée. Et il s'agit aussi de sensibiliser les

hommes, militants de la Seconde Internationale, aux problèmes de la surexploitation des femmes, des inégalités faites jusque dans le monde du travail, et de l'absence de droits civiques dans la plupart des pays.

La Révolution russe de 1917 débutera d'ailleurs à l'occasion de cette journée, le 8 mars 1917 (selon le calendrier grégorien). On vit alors se former de grandes manifestations de femmes et d'hommes, réclamant la paix (la guerre mondiale fait ses ravages), le pain, la liberté (nous sommes sous le régime des tsars).

Le sens de cette journée a ensuite été dénaturé, que ce soit par le stalinisme, qui se disent encore communistes, ou par les réformistes, qui s'intitulent encore socialistes.

Aujourd'hui, on a même effacé les racines de cette journée, qui plongent dans le socialisme révolutionnaire et le mouvement ouvrier des origines. De nos jours, on se contente de publier quelques chiffres statistiques, sans chair et sans âme, sans plaisir et sans vie. L'écart de salaires entre les femmes et les hommes est certes injuste, mais guère émouvant. Le nombre de femmes au parlement, au gouvernement ou ailleurs, est un indice réel que l'égalité n'est pas atteinte. Tous ces chiffres peuvent même progresser alors que dans le monde réel, la manière de considérer et de traiter les femmes peut reculer dans de nombreux domaines de la vie sociale ou de la vie privée. Surtout, cette journée ne véhicule plus l'espoir qu'il était à l'origine, celui d'un progrès obtenu par la lutte, par les femmes elles-mêmes et avec le soutien des hommes.

Sur cette journée des femmes comme sur le pacifisme et l'internationalisme, une forme de duplicité peut exister chez un certain nombre de militants hommes. Lorsque les Congrès donnent la majorité des votes pour l'égalité des droits, ceux qui n'étaient pas pour l'acceptent et cessent de combattre contre cette idée ouvertement. Mais ils ne sont pas pour autant réellement convaincus, et une partie va continuer, insidieusement, de freiner les changements que cela peut impliquer dans la pratique. Et il en sera de même au sujet de l'internationalisme, qui refuse que l'ouvrier allemand aille faire la guerre contre son frère de l'autre côté de la frontière. Ceux qui ne sont pas profondément convaincus l'acceptent. Mais cette acceptation est formelle, superficielle. Elle ne résistera pas, on le verra malheureusement, à la déclaration de guerre, au risque de se voir subir la répression et l'interdiction. Seule une minorité sauvera l'honneur du socialisme et résistera au déchaînement chauvin et guerrier. Clara Zetkin fera partie de cette minorité, avec d'autres comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. En France, la Première Guerre mondiale fera voler en éclats tout le féminisme organisé.

### *LES FÉMINISTES CONTRE LA GUERRE*

Il faut croire que les féministes, ou peut-être les femmes en général, ont un instinct concernant la guerre. Car c'est depuis le début du 19<sup>ème</sup> siècle qu'elles font, de la lutte pour la paix, un cheval de bataille particulier qu'on ne trouve guère du côté masculin. Et sur cette lutte pour la paix, se retrouvent féministes socialistes et féministes bourgeoises.

Qui dit vouloir la paix va logiquement chercher à établir des relations internationales, à promouvoir des alliances. Les premières sociétés pacifiques composées uniquement de femmes sont nées en Angleterre en 1820, aux États-Unis en 1830. Un premier Congrès international se tient à Bruxelles en 1848, un Bureau international de la Paix est installé à

Berne en 1900 : il est alors composé de 200 sociétés de différents pays ; les femmes y sont très actives.

Du côté socialiste, Clara Zetkin, dont nous avons déjà parlé, va militer avec Rosa Luxemburg pour un socialisme international pacifiste, opposé aux côtés chauvinistes qu'elles constatent chez nombre de socialistes masculins.

Pendant la Première Guerre mondiale, les femmes sont embauchées en très grand nombre dans les usines d'armements françaises, anglaises, etc., pour remplacer les hommes envoyés sur les fronts. Devant la nécessité du moment, la société oublie alors, un temps, de faire la distinction soi-disant de nature qui obligeait les femmes à ne pas approcher les métiers masculins.

Nous avons vu que l'ICW (International Council of Women) avait dès sa création la paix comme l'un de ses sujets principaux. La guerre est là, le principal comité, *Peace and International Relations*, milite pour la restauration de la paix. Les féministes de l'ICW organisent, en pleine guerre mondiale, une Conférence internationale à La Haye. « *En dépit des tracasseries de la presse et de leurs gouvernements respectifs, les femmes allemandes, britanniques, austro-hongroises et italiennes (donc des deux côtés du front) se réunirent pour condamner les souffrances et l'oppression des femmes. En opposition avec l'agressivité de leurs pays respectifs, ces femmes se considéraient comme des sœurs, offrant leur entraide, leur sympathie et leurs propositions de paix. La Conférence envoya des déléguées des pays non belligérants comme les États-Unis et la Hollande en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Autriche-Hongrie pour présenter leur appel en faveur de la paix au nom du monde des femmes.* » (Edith Hurwitz, *Women in European History*)

Pendant que les féministes des milieux plus favorisés se battent pour la paix et des lois sociales, les ouvrières luttent dans les usines : « *Dès 1916, des grèves de femmes éclatent dans les usines de guerre : les ouvrières réclament des indemnités de vie chère et des augmentations de salaires... En juin, dans les usines de guerre, on compte 12 371 hommes et 29 965 femmes en grève dans la région parisienne, 5425 hommes et 11 119 femmes en province.* » (Les femmes et le travail du Moyen Age à nos jours, La Courtille 1975).

À la fin de la guerre, les femmes de l'ICW réussissent à faire inclure dans le Traité de Versailles et dans la Convention de la SDN (Société des Nations), le principe « *à travail égal, salaire égal* ». Les femmes françaises du CNFF auront un souci remarquable lors de ce traité de Versailles, celui de chercher à prévenir une guerre de revanche de l'Allemagne, et pour cela elles cherchent à éviter d'humilier les Allemands, les vaincus de 1918. Malheureusement, elles ne seront pas du tout suivies par les hommes, notamment les Français, qui vont imposer des conditions absolument insupportables à l'Allemagne, conditions auxquelles la Seconde Guerre mondiale ne sera pas étrangère.

## LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917

En Russie aussi, les femmes ont joué un rôle considérable pour préparer et mener la Révolution de 1917. En 1907, Alexandra Kollontaï avait formé un club de 200 femmes à Saint-Petersbourg, où l'on demandait la protection des travailleuses contre le travail trop dur, avant et après la maternité. Membre du parti bolchévique, Alexandra Kollontaï sera commissaire du peuple à l'Assistance publique dans le premier gouvernement soviétique. La

première vague révolutionnaire, celle de Février 1917, est déclenchée par les ouvrières du textile, qui vont amener à une grève de 90 000 travailleurs, au cours de laquelle, avec l'aide des métallurgistes, elles se dirigent vers la Douma de Saint-Petersbourg.

Les droits des femmes, le souci des conditions qui sont les leur au quotidien, sont au premier plan des mesures que décide le tout jeune État ouvrier : « *Les premiers décrets sociaux de la Révolution bolchévique créèrent l'assurance-maladie, la gratuité des soins pendant 16 semaines avant et après la naissance d'un enfant et l'interdiction de renvoyer une femme enceinte. La domination du mari fut supprimée dans le mariage et dans l'administration des biens du ménage, le divorce facilité et l'enfant illégitime devint l'égal de l'enfant légitime. Dans le domaine des droits politiques, l'égalité fut proclamée mais les femmes russes, des grandes aristocrates aux plus humbles ouvrières, transformèrent les rôles masculins et féminins bien plus que ne le suggéra la formulation de ces lois égalitaires* », nous dit Andrée Michel.

On note ici une différence entre la Révolution russe et les Révolutions bourgeoises françaises de 1789 à 1848. Alors que celles-là n'ont jamais rien voulu octroyer, pratiquement, aux femmes, celle de 1917 essaye au contraire de leur donner le maximum de ce que la société russe de l'époque peut donner. La liste des droits de la femme soviétique au lendemain de la Révolution aurait de quoi faire pâlir d'envie les féministes du monde entier.

Mais très vite, les dirigeants soviétiques vont se rendre compte à quel point le poids du passé, dans tous les milieux sociaux, reste un frein considérable. Ainsi, les directeurs des usines refusent de développer les crèches et les garderies qui devraient faciliter la vie aux mères qui travaillent. La longue histoire d'oppression des femmes russes laisse un antiféminisme virulent. Kollontaï, Lénine, Trotsky, sont persuadés que l'égalité des sexes doit commencer par un combat pour libérer au maximum les femmes des tâches éducatives et domestiques. Ils imaginent par exemple la mise en place de sortes de communes, où ces services seront assurés collectivement.

Mais le nouveau pouvoir ne connaît aucun répit. Après avoir subi la guerre civile, qui embraye sur une guerre internationale menée par les principaux pays capitalistes contre la jeune URSS, l'économie est au bord de l'effondrement. Le choix est fait d'une marche en arrière provisoire, avec la NEP, en mars 1921. Lénine meurt en janvier 1924. L'État est déjà infecté par la bureaucratie, nouvelle couche privilégiée, qui fera de sa propre conservation son principal objectif. Sous Staline, on voit la famille traditionnelle rétablie avec le Code de la famille en 1930.

L'avortement légal va connaître une parenthèse d'interdiction entre 1936 et 1955. Il est intéressant d'en voir la raison. Ici, il n'y a rien de religieux, mais au contraire un souci de la mère et de son enfant. En effet, l'URSS est seule au monde alors à permettre cette pratique, qui devient vite, dès les années 1920 un véritable mode de régulation des naissances. Les dirigeants pensent que, le nombre d'enfants par famille baissant, cela contribuerait à ce que les familles, notamment les plus pauvres, voient leur sort d'améliorer. Or, les statistiques vont montrer que ce sont surtout les femmes des milieux aisés qui se font le plus avorter.

C'est donc pour chercher une autre solution que la loi interdit l'avortement en 1936. On va en même temps chercher à aider les femmes matériellement ; ainsi le nombre de places en crèches va doubler en un an, passant de 4,7 millions à 7,3 millions. Seulement, l'interdiction de l'avortement, d'un autre côté, va entraîner une montée en flèche des

avortements clandestins. Et avec eux, on voit se multiplier les états fiévreux et infectieux, les péritonites, les perforations, les hémorragies de la matrice. Aussi, peu après la mort de Staline, on fera machine arrière toute, on autorise l'avortement, ce qui permet une baisse rapide de la mortalité infantile. Aujourd'hui encore, la Russie est un pays où l'avortement se fait de manière tout à fait répandue. (*Histoire de la statistique de l'avortement en Russie et en URSS jusqu'en 1991* [http://www.persee.fr/doc/pop\\_0032-4663\\_1994\\_num\\_49\\_4\\_4247](http://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1994_num_49_4_4247))

Dans cette région du monde, un pas important vers une reconnaissance de la place faite aux femmes a été réalisé, et il en restera des traces durables. Le pouvoir de la bureaucratie stalinienne ne reviendra pas sur ce point. Il se contentera d'essayer d'utiliser les femmes pour réaliser son programme politique. Les femmes sont ainsi encouragées à avoir une nombreuse progéniture, à accepter de travailler durement pour remplir les exigences du Plan. Pendant la guerre froide, l'URSS pourra se vanter d'offrir aux femmes une place nettement plus égale que celle qu'octroie alors l'Occident capitaliste aux femmes, dans de nombreux domaines professionnels.

Pour conclure sur le cas de l'URSS, Andrée Michel insiste pour faire une très nette distinction entre l'attitude de ce pouvoir soviétique bureaucraté en vers les femmes, et ce qui se passera sous le nazisme allemand à la même époque. Pour elle, il est hors de question de mettre un quelconque trait d'égalité : « *En dehors de la répression sexuelle par les limitations dont on vient de parler, des éloges de la maternité et des familles nombreuses, les femmes soviétiques ne se virent jamais interdire ni l'accès aux moyens d'acquérir l'autonomie économique par l'éducation et l'emploi salarié, ni la participation à la vie politique, culturelle et au sport.*

« *Au contraire, nous dit Andrée Michel, la conception instrumentale de la femme comme un être inférieur, destiné à servir le mari dans la famille et l'État national-socialiste en lui donnant beaucoup d'enfants, fut érigée en doctrine systématique dans les sociétés fascistes d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne. L'Allemagne nazie adopta le slogan des trois K (enfants, cuisine, église). Ce fut le premier pays à licencier par décret toutes les femmes mariées travaillant dans la fonction publique. De plus, "toute une série de mesures furent prises pour écarter les jeunes filles de la culture", pour leur interdire l'entrée des lycées et des écoles mixtes et les préparer dans des écoles spéciales aux fonctions de bonnes ménagères. L'exercice de la médecine fut interdit aux femmes. Dans la doctrine nazie "la femme est une sorte d'animal. La famille est le seul lien naturel et une femme qui revendique sa liberté sexuelle est impure, tout autant que le Juif, le Noir et l'homosexuel. Le féminisme est une perversion bourgeoise, une violation de l'ordre naturel des choses." (Maria A. Macciocchi) »*

## EN RÉSUMÉ

L'État, partout et de tous temps, a eu pour justification morale des religions qui, au-delà de leur diversité, ont toutes sacralisé l'idée d'une infériorité des femmes par rapport aux hommes. Mais l'État a aussi signifié la main mise d'une minorité sociale sur la majorité, et son exploitation économique.

Les deux phénomènes se sont comme superposés. On aurait pu imaginer que la mise en place d'un système d'exploitation aurait pu effacer la vieille domination masculine héritée de nombre des sociétés les plus anciennes. Mais cela n'a pas été le cas. L'État s'est au

contraire appuyé sur cette vieille domination, partout où elle existait déjà ; il a donné aux hommes qu'il s'est mis à dominer une compensation en leur octroyant sa garantie et son recours pour maintenir ces femmes sous leur soumission. Là où a existé, jusqu'au néolithique, une égalité sociale entre les femmes et les hommes, l'État a imposé un basculement dans ce même type de domination.

La domination des hommes sur les femmes a ceci de particulier qu'elle s'opère jusque dans l'intimité, dans la famille et dans la vie de couple. L'esclave vivait séparément des maîtres dont ils étaient propriétaires. Les ouvriers vivent séparément du monde des propriétaires de capitaux. Femmes et hommes vivent matériellement ensemble. C'est pourquoi la forme morale, idéologique de cette domination a une importance si considérable.

Mais l'État a régulièrement connu des révoltes contre l'appareil de contrainte qu'il est essentiellement. Et lors de chacune de ces révoltes, les femmes se sont engouffrées dans ce moment de liberté. Lors des révolutions bourgeoises, cette classe sociale s'est montrée terriblement réactionnaire. Si cette classe sociale a su montrer d'ouverture et de libéralité sur de nombreux plans, lorsqu'elle y a été contrainte, elle a absolument refusé de concéder le moindre espace de liberté aux femmes. Seuls les mouvements révolutionnaires socialistes, comme la Commune de Paris ou la Révolution russe de 1917, seuls ces mouvements populaires ont, dès qu'ils l'ont pu, voulu octroyer au contraire tous les droits possibles aux femmes.

La société de classes que connaît l'État a vu des mouvements de lutte des femmes dans les diverses classes sociales. Chacune avec ses méthodes, ses revendications, ses victoires. Nous nous sentons solidaires de toutes ces luttes. Mais nous refuserons qu'on écrive une histoire tronquée, en ignorant notamment les luttes des féministes du monde ouvrier et socialiste.

Si la condition de la femme a fait un progrès sensible, dans le monde occidental, à partir du 19<sup>ème</sup> siècle, c'est bien entendu le fruit des luttes qui sont alors menées. Mais c'est, plus fondamentalement, dû au changement considérable qu'opère le système capitaliste : il emploie massivement les femmes dans la production, les sort de l'enfermement dans la famille, les ouvre aux luttes sociales ou collectives. Ce changement est vécu à regret par la bourgeoisie, il se fait malgré elle et contre ses aspirations.

### LES FÉMINISTES DES ANNÉES 1960

Le 20<sup>ème</sup> siècle ne commence pas d'une manière bien brillante pour les femmes. Les deux guerres mondiales y sont sans doute pour quelque chose. Et la guerre est une affaire d'hommes. En France, le féminisme bourgeois se réfugie dans des cercles littéraires très restreints. Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour qu'en 1945 les Françaises obtiennent le droit de vote. Elles l'avaient depuis 1919 aux États-Unis, 1928 en Angleterre.

Simone de Beauvoir publie en 1949 *Le deuxième sexe*, un livre qui sera la base de réflexion pour plusieurs générations de féministes. Simone de Beauvoir y affirme que ce n'est pas la nature qui limite les rôles féminins, mais « *un ensemble de préjugés, de coutumes et de lois archaïques dont les femmes étaient plus ou moins complices* ». Elle fait appel à leur sentiment de dignité pour qu'elles secouent la subordination dont elles sont victimes, et dénonce par exemple la croyance de trouver dans le mariage une intégration sociale. Mais à l'époque, le livre passe inaperçu. Sauf au Vatican, qui le met à l'index.

Le réveil va venir des États-Unis, dans les années 1960. En 1963, Betty Friedan, une journaliste de la classe moyenne, publie « *La femme mystifiée* », qui sera traduit en français par la future ministre Yvette Roudy. Betty Friedan ne se contente pas d'écrire. Elle va s'inspirer de la manière de s'organiser des Noirs américains et du modèle du NAACP (National Association for the Advancement of Colored People), pour créer la NOW (National Organization of Women : Organisation pour les femmes), qui veut dire *Maintenant*.

Peu après, un autre courant va naître, cette fois dans ce qu'on appelle la « *nouvelle gauche* » américaine, autour des milieux d'étudiants, du mouvement des droits civiques (contre la discrimination raciale), des opposants à la guerre du Vietnam. C'est ainsi qu'apparaît le *Women's Lib*. Ces femmes reprochent aux militants hommes leur « *chauvinisme mâle* » et s'en séparent. Il en sort une multitude d'organisations féministes, les unes d'implantation locale, d'autres nationales.

Au milieu des années 1970, on peut distinguer trois grandes tendances : la première est réformiste, dans le sens du Now, et vise l'intégration des femmes à la société américaine, sur la base de nouvelles lois. Une seconde tendance qui se dit « socialiste » est marquée par des militantes trotskystes (SWP) ou marxistes : elles rattachent la libération des femmes à celle de tous les opprimés. Enfin, et c'est peut-être la nouveauté, la tendance « féministe pure » considère que l'oppression des femmes est dans la nature de toutes les sociétés ; inutile donc de lutter pour un autre type de société, le problème n'est pas là ; il s'agit tout simplement de combattre la domination des hommes. On trouve ainsi dans ce courant le SCUM (Society for cutting up men : Société pour castrer les hommes) avec Valérie Soléna, qui dit avoir été violée par son père et s'être prostituée pour financer ses études. (Lutte Ouvrière n° 415)

Tous ces courants, notamment celui qui se veut révolutionnaire, ne vont réussir à brasser qu'une petite minorité de femmes. Dès les années 1970, des chefs de file (Kate Millet, Shulamith Firestone) les quittent et l'ambiance est à une certaine démoralisation.

En France, c'est Mai 1968 qui relance les mouvements féministes. Les femmes font partie de la flambée des mouvements sociaux et des contestations de l'ordre moral, qui flamboient en 1968 et vont durer plusieurs années. Là aussi, on peut distinguer plusieurs courants. Il y a, pour commencer, une tendance légaliste, qui compte obtenir des changements par la loi. Ces militantes vulgarisent les informations sur les droits des femmes. On trouve *La Ligue du droit des femmes* avec Simone de Beauvoir, *Choisir* avec Gisèle Halimi. La première lancera une campagne contre les violences dont les femmes sont l'objet, leur fournissant des avocates compétentes. L'ambiance radicale de ces années-là les amène à user de méthodes à la limite de la légalité ; elles occupent ainsi un château au Plessis-Robinson (1976), pour réclamer qu'il soit aménagé en lieu d'accueil pour les femmes battues. Souvent proches du PS, ces organisations restent au fond sur la ligne traditionnelle du féminisme bourgeois. Elles rassemblent beaucoup de femmes intellectuelles et de professions libérales.

Toutes les autres féministes se distinguent de celles-ci en se définissant elles-mêmes comme révolutionnaires. Il faut rappeler que la révolution est dans l'air du temps, depuis 1968. En fait, on peut distinguer assez nettement deux tendances. Existe d'abord un courant de féministes marxistes. Dans les années 1970, elles organisent des « *Groupes de femmes* » sur la base des quartiers, des entreprises ou des lycées. Ces groupes sont formés autour de militantes des organisations d'extrême gauche, la LCR, Révolution, le PSU. Elles constituent des tendances, (le Cercle E. Dimitriev, les Pétroleuses) au sein du MLF (Mouvement de Libération des Femmes) qui s'est formé autour de 1970 pour tenter de fédérer l'ensemble des groupes féministes.

Ces militantes marxistes disent se donner pour objectif la « *construction d'une organisation de masse des femmes* », en rappelant que leur lutte s'intègre dans la lutte des classes, donc en s'opposant aux féministes légalistes ou aux autres féministes révolutionnaires, qui se disent « *féministes pures* ».

Qui sont les féministes « pures » ? En fait de pureté, elles refusent de lier leur lutte à la lutte de classe ou aux autres luttes contre les oppressions raciale, coloniale, nationale, etc. Ainsi, le groupe « *psychanalyse et politique* » édite un *Quotidien des femmes* (pas vraiment quotidien), qui finira par donner naissance aux *Editions des Femmes*. On l'a deviné, ce sont des intellectuelles. Se réclamant de la psychanalyse, elles veulent trouver l'« *expression d'un langage spécifique des femmes* ». Un autre groupe s'intitule les « *Féministes révolutionnaires* ». Il dénonce le patriarcat, la « *société phallocratique* » et fait de l'homme l'ennemi principal. Ces militantes se disent hostiles à toute forme d'organisation « structurée » ou « hiérarchisée » ; elles préconisent une place prépondérante pour le « *vécu individuel* » et la spontanéité.

A côté de ces trois grands courants, eux-mêmes plus ou moins parallèles à ceux que l'on a vus aux États-Unis, existent dans les années 1970 d'autres groupes, d'autres journaux. Par exemple, le GLIFE (Groupe de Liaison et d'Information Femmes Enfants) essaie de faire le lien entre les différentes composantes féministes, et se veut un « *lieu de rencontre et d'accueil* ». Un mensuel, *L'Information des femmes*, tente la même démarche en rendant compte de l'activité des différents groupes.

Il faut ajouter enfin que des grands partis politiques se sont dotés d'une organisation annexe féministe : le Centre Démocrate a créé l'Association des Femmes démocrates ; le Parti

socialiste s'est doté du Club Louise Michel et du MIFAS (Mouvement d'Intégration des femmes à l'Action Socialiste).

Si l'on ne regarde que le nombre des femmes réellement regroupées au travers de tous ces mouvements, il est tout à fait minoritaire. Mais l'activité que vont mener ces militantes, l'activité aussi de militants révolutionnaires masculins sincèrement persuadés que la libération sociale doit se confondre avec l'émancipation des femmes, va insuffler des changements profonds dans les manières de voir pour des parties bien plus vastes de la population.

Avant 1968, la revendication féministe, loin d'apparaître comme légitime et progressiste, ne semblait être qu'une lubie faisant sourire ou agacer, une agitation vaine et ridicule : les femmes étaient à leur place dans la société, point final. Ceux qui ne l'acceptaient pas se sentaient minoritaires, isolés, seuls et impuissants. Après 1968, la morale va s'inverser dans la population. Ce sont les défenseurs du conservatisme et du maintien des femmes dans leur condition qui vont avoir à se défendre en permanence, à se justifier, à s'agiter. Et si certaines actions des féministes peuvent être vues comme outrancières, on les comprend, on les tolère, on les excuse. Car l'on se dit que, oui, il est grand temps qu'enfin, des choses changent.

#### *CONTRACEPTION ET AVORTEMENT, OBTENUS PAR LA LUTTE*

Cette volonté d'un changement dans la place faite aux femmes, partagée parmi la population, portée et soutenue par de nombreux mouvements, et pas seulement les féministes, va finir dans les années 1970 par faire sauter deux verrous en France, celui de la contraception d'abord, puis celui de l'avortement (IVG, interruption volontaire de grossesse).

Ces deux domaines sont verrouillés en effet par la loi du 31 juillet 1920, qui interdit l'avortement ainsi que toute information sur les moyens anti-conceptionnels. La bourgeoisie, à la suite d'une longue période de baisse de la natalité et de l'hémorragie démographique de la Première Guerre mondiale, voulait alors promouvoir une politique nataliste. Il est à noter que le président de la Chambre était un socialiste, Millerand. Et il y aura encore une aggravation de cette loi, en 1936, du fait du Front populaire, qui abolit le secret professionnel pour « *toute personne que sa profession mettrait sur la piste d'un avortement* », et on ajoute une punition même à la simple intention d'avorter.

Peu après, Pétain n'aura que le langage à modifier : l'avortement devient alors un crime contre « *la société, l'État, la race* ». Les condamnations passent aux travaux forcés à perpétuité, et une blanchisseuse est même exécutée en 1943. A la fin de la guerre, les lois de Pétain sont abrogées, pas celle de 1920. Socialistes et communistes sont alors au gouvernement et le nombre de poursuites reste élevé. Il ne diminuera qu'après 1950.

En 1956, l'Américain Gregory Pincus met au point la pilule contraceptive, un moyen médicamenteux qui bloque l'ovulation chez la femme. La même année en France, une femme, la gynécologue Weill-Hallé, fonde une association qui, malgré la loi, va s'efforcer de la contourner pour informer les femmes, et propager les idées et les moyens de contraception. Elle prend pour l'instant le nom discret d' « *Association pour la maternité heureuse* ». C'est elle qui deviendra le Planning familial.

Le Planning ouvre ses premiers centres d'information en 1961 à Paris et Grenoble. Il va agir pendant des années avec l'épée de Damoclès de la loi au-dessus de la tête. Il est condamné par l'assemblée des cardinaux et archevêques de France. En 1962, il est condamné par le Conseil de l'ordre des médecins, qui menace de sanctions tout médecin qui adhérerait au Planning familial.

En 1965, lors de sa campagne présidentielle, François Mitterrand réclame l'abrogation de la loi de 1920, mais il ne dit rien sur l'avortement. C'est sans doute un bon calcul pour chercher le vote des femmes. Du coup, le parti de droite, l'UDR reprend l'idée. Le député Lucien Neuwirth fait abroger la loi de 1920 et voter celle qui porte son nom en 1967.

La contraception devient légale. Mais il faut voir comment ! Elle reste interdite aux mineures de moins de 16 ans, nécessite une autorisation des parents jusqu'à la majorité civile, alors de 21 ans, elle n'est pas remboursée par la sécurité sociale. Surtout, toute une partie de l'appareil politique va saboter la loi, et il faudra finalement six ans pour voir sortir les décrets d'application... C'est qu'on arrive en 1973, dans un contexte qui va balayer tout ce à quoi s'agrippent les tenants de l'ordre masculin sur le corps des femmes.

Du coup, une nouvelle loi, fin 1974, va enlever le consentement obligatoire des parents pour les mineures, et la pilule est remboursée par la sécu. Il n'y aura plus comme restriction que le fait que la pilule est délivrée sur ordonnance médicale, ce qui se comprend, du fait des contre-indications possibles.

Pour les féministes, la bataille pour la liberté de l'avortement doit compléter celle pour la contraception. Il faut savoir qu'en 1974, on estime qu'il doit y avoir en France entre 300 et 400 femmes qui meurent chaque année des suites d'avortement clandestin.

La loi Neuwirth de 1974 conserve un côté répressif. Un de ses articles interdit de faire connaître les méthodes d'interruption de grossesse et les endroits où elle est pratiquée, sous peine d'amende de 2 000 à 20 000 francs ou d'un emprisonnement de deux mois à deux ans. C'est doublement scandaleux, car un certain nombre de privilégiés, par leur culture ou leurs connaissances, le savent de toute manière.

Un procès va marquer le combat des femmes, et des hommes, contre l'interdiction de l'avortement, c'est le procès de Bobigny en 1972. Il est intéressant d'entrer un peu dans le détail de ce procès pour réaliser jusqu'à quel point la résistance contre ce droit aura été tenace et profonde. Une jeune fille, Marie-Claire, 17 ans, a été violée par un garçon de son lycée. Elle veut avorter et demande de l'aide à sa mère. Le père a abandonné la famille avec trois filles. La mère va d'abord voir une gynécologue, qui demande 4500 francs, soit trois mois de salaire, pour pratiquer un avortement. Elle va alors s'adresser à des collègues de travail, des femmes toutes, qui sont employées sur la même ligne de métro, la ligne 9. L'une d'elles, madame B. accepte de pratiquer l'avortement pour 1200 francs.

Mais au cours de cette intervention, une hémorragie se produit. La mère et sa fille vont à l'hôpital. Là, on lui demande d'abord de régler 1200 francs. Elle fait un chèque sans provision. L'affaire pourrait s'en tenir là. Seulement le violeur est arrêté quelques semaines plus tard, soupçonné d'avoir participé à un vol de voitures. Pour s'en sortir, il propose un marché aux flics et dénonce la fille qui a subi l'avortement. Les flics vont voir la mère et la menacent de prison si elle n'avoue pas. La mère avoue, et elle se retrouve mise en examen (ont dit alors « inculpée », elle et ses trois collègues). La mère fouille dans la bibliothèque de

la RATP, et y trouve un livre de l'avocate Gisèle Halimi, sur une militante algérienne violée et torturée par des soldats français. Les femmes contactent l'avocate. Gisèle Halimi accepte et s'accorde avec Simone de Beauvoir pour mener un procès politique. Au lieu de demander pardon, elles vont attaquer la loi de 1920, d'autant que les Françaises qui ont les moyens financiers peuvent aller se faire avorter en Suisse ou en Grande-Bretagne.

La première fois où la mère se retrouve devant le juge s'instruction, elle déclare : « *Mais, monsieur le juge, je ne suis pas coupable ! C'est votre loi qui est coupable !* » Le juge lui ordonne de se taire, sous peine d'une seconde inculpation pour outrage à magistrat. Le procès est scindé en deux, un pour la jeune fille mineure, un autre pour les quatre femmes majeures. Une manifestation est organisée quelques jours avant le premier procès. Elle est brutalement réprimée par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Mais la presse évoque l'affaire, et on commence à en entendre parler largement.

Le jour du procès, le 11 octobre 1972, la foule, dehors, scande « *L'Angleterre pour les riches, la prison pour les pauvres !* ». Et Gisèle Halimi en parle devant le tribunal. Pendant l'audience, le procureur émet des doutes sur la réalité du viol, et dit s'étonner qu'elle ne soit pas allée le signaler à la police. On essaie aussi de faire dire à Marie-Claire que c'est sa mère qui l'aurait obligée à avorter. Finalement, la jeune fille est relaxée, car elle est considérée avoir souffert de « *contraintes d'ordre moral, social, familial, auxquelles elle n'avait pu résister* ».

Le second procès se tient un mois plus tard, le 8 novembre 1972. Viennent défendre les femmes inculpées le biologiste académicien Jean Rostand, les biologistes prix Nobel Jacques Monod et François Jacob, Michel Rocard. Le médecin catholique Paul Milliez déclare : « *Il n'y avait pas d'autre issue honnête.* » Et il ajoute cette phrase essentielle : « *Je ne vois pas pourquoi nous, catholiques, imposerions notre morale à l'ensemble des Français* ». Ce monsieur recevra un blâme de l'ordre des médecins et se verra refuser l'admission à l'Académie de médecine.

Les jours qui précèdent le jugement, le tribunal reçoit des centaines de lettres, télégrammes, pétitions, qui demandent la relaxe des inculpées. La mère est condamnée à 500 francs d'amende avec sursis. La femme qui a procédé à l'avortement est condamnée à un an de prison avec sursis. Les deux autres femmes sont relaxées, parce qu'elles n'ont pas eu « *des rapports directs avec Marie-Claire* ». Le réquisitoire du procureur de Bobigny commence par dire aux journalistes présents que l'article 39 de la loi de 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse leur interdit de publier les débats sur l'avortement. Françoise Giroud les publie dans l'Express, et y ajoute un défi qu'on la poursuive. Le mouvement *Choisir* de Simone de Beauvoir édite en poche le livre du procès. Sans publicité, elle est interdite, le livre est vendu à 30 000 exemplaires en quelques semaines.

Le 9 janvier 1973, le président de la République Georges Pompidou, questionné sur l'avortement, admit que la législation est dépassée, mais il déclare aussi que l'avortement le « *révulse* ». La loi sera finalement donc revue en 1975.

Mais il n'y a pas qu'à droite que l'on a du mal à abandonner les idées attachées à la vieille loi de 1920. Dans les années 1970, le Parti communiste français dépose un projet de loi, bien timide. Il propose non pas l'avortement libre et gratuit, mais une liste de cas bien précis où l'on pourrait autoriser l'avortement : lorsque la mère est en danger, lorsqu'il existe des risques notables de malformation, lorsque la grossesse est consécutive à un acte criminel

ou de violence, lorsque la venue à terme mettrait en cause la santé physique et morale de la femme, ou enfin lorsque la grossesse pose un problème social grave sans solution immédiate pour la mère ou la famille. Le PCF ne fait pas confiance aux femmes en leur laissant le droit de décider seules, il fixe d'avance ses conditions, conditions hypocrites qu'ensuite il faudra interpréter, et qui seront donc interprétées selon qui a le pouvoir d'en décider.

Il est bon, enfin, de rappeler dans quel climat Simone Veil, en janvier 1975, monte à la tribune de l'Assemblée nationale pour défendre sa loi sur l'IVG. Un député de droite, de sa tendance donc, l'accuse en lui disant que ce qu'elle fait là, cela lui évoque des « *embryons jetés au four crématoire* ». Madame Veil est une rescapée d'Auschwitz. Un autre lui assène que son projet est « *totalitaire comme celui du IIIème Reich* ». Et Jacques Médecin, député-maire de Nice remet ça : « *C'est de la barbarie organisée, couverte par la loi, comme elle le fut, hélas, il y a trente ans par l'Allemagne nazie* ».

La pilule et l'IVG ne sont donc pas des cadeaux offerts aux femmes par Pompidou ou par Giscard. Elles sont le fruit d'une opposition de cinquante ans et de la lutte qui en aura fini avec la loi de 1920. Sans cette lutte, les dirigeants politiques n'auraient en aucun cas bravé la partie la plus réactionnaire de leur propre majorité pour changer la loi.

Mais là encore, la résistance masculine et réactionnaire va montrer son efficacité : en 1978, quatre ans après le passage de la nouvelle loi sur l'avortement, selon la ministre elle-même de la Condition féminine, sur 250 000 avortements pratiqués, 140 000 seulement le sont de manière officielle.

Une des résistances du camp conservateur tient dans la clause de conscience offerte aux médecins. La loi prévoit en effet que chaque médecin est libre d'agir selon sa conscience. Dans les hôpitaux, les chefs de service qui sont contre l'IVG le font savoir publiquement. Du coup, les médecins sous leur autorité n'ont qu'une liberté tronquée. Certains médecins vont pratiquer les avortements, mais en expliquant à la femme concernée que c'est un assassinat. Et les femmes se font sermonner à chaque étape de la procédure. Cette clause ne devrait pas avoir lieu d'être : travaillant dans un hôpital public, le médecin qui s'y trouve doit travailler en accord avec les lois ; sinon, il devrait aller officier ailleurs.

Une femme qui fait le choix déjà bien difficile d'avorter a bien plus besoin d'une aide chaleureuse et d'un accueil délicat que de sermons culpabilisants. D'autant que, souvent, le responsable paternel de la grossesse non désirée n'est même pas là pour l'accompagner, la laissant lâchement seule pour aller avorter.

Aujourd'hui, en France, la loi, modifiée en 2001, autorise l'avortement dans la limite de 12 semaines d'aménorrhée (l'arrêt des règles). En Suède, c'est 18 semaines, 22 en Espagne, et 24 en Angleterre et aux Pays-Bas.

Dans les années 1970, les militantes et les militants mettaient souvent dans le même mot d'ordre la contraception et l'avortement libres et gratuits. Mais il faut bien réfléchir au fait que les deux choses sont très différentes. La contraception, elle, peut être considérée comme un acte de progrès, pour la vie sociale des femmes et des hommes, pour contrôler le moment et le nombre d'enfants que l'on désire, et pouvoir aimer l'autre sans la crainte écrasante, pour quiconque se sent responsable de ses actes, de faire un enfant non désiré. Dans le monde occidental et son lourd passif catholique, son péché originel et sa condamnation du plaisir sexuel, la contraception est un progrès décisif et un droit essentiel.

Mais on ne peut pas mettre le droit à l'avortement sur le même plan. Lorsque les catholiques dénoncent cet acte en disant qu'il y a atteinte à une vie, ils sont certes parfaitement hypocrites, puisque la mise en danger de la mère leur importe peu. De même, doit-on leur rappeler que leurs prêtres bénissent les soldats de toutes les armées, dans tous les pays, avant qu'ils aillent exercer leur métier de tueurs professionnels.

Mais cela ne suffit pas à régler la question. Toute femme et tout homme sensible imaginent bien qu'un avortement n'est pas un acte banal. Il met en cause une partie de la vie de la mère, même si l'embryon n'est pas encore un être vivant. Sur ce plan, le professeur Monod explique, dans les années 1970, au moment où il lutte lui aussi pour le droit à l'avortement : « *La loi est moyenâgeuse et entretient la confusion presque délibérée en donnant à penser qu'un fœtus de quelques semaines est un être humain. Un avortement n'est pas un infanticide. Biologiquement et anthropologiquement, c'est une erreur de le croire : la personnalité humaine ne vient qu'au moment où se forme le système nerveux central, la conscience. De même, c'est l'absence de conscience – qui donne l'électro-encéphalogramme plat – et non l'arrêt des battements du cœur qui décide du moment où l'on peut (en se rapportant à un texte réglementaire) prélever un organe à un être humain cliniquement mort. Pour un fœtus, ce devrait être pareil : l'absence de conscience fait qu'il n'est pas un être vivant* ».

Même parfaitement maîtrisé médicalement, cet acte est seulement un moindre mal. C'est seulement parce que la société n'est pas capable de donner la culture suffisante, pas capable d'offrir largement la possibilité de maîtriser la conception, que nous soutenons ce droit et cette pratique.

Une société réellement libre et émancipée verra cette pratique disparaître, devenant juste une spécialité en cas d'exception ou d'urgence. L'avortement ne sera plus présenté comme un droit, mais comme un reste d'une autre période : le reste d'une période où trop de filles se font encore abuser sentimentalement puis physiquement par des hommes calculateurs, froids ou irresponsables ; une période où d'autres, filles et garçons, ne souhaitant que se donner l'un à l'autre, ne savent tout simplement pas décoder tous les signes, ne réussissent ainsi pas à maîtriser leur pulsion pourtant saine et normale, ce qui va transformer leur acte d'amour en moment de tourments. Même pour comprendre et maîtriser la manipulation d'un préservatif masculin, il faut un minimum de connaissances et de culture générale, faute de quoi une erreur de manipulation en annule la fonction.

## LA RÉVOLUTION SEXUELLE

L'expression de « révolution sexuelle » a été et continue d'être utilisée un peu à tort et à travers, pour parler de la période des années 1960-1970. Mais que s'est-il effectivement passé à ce moment-là ?

Si l'on regarde la présentation qu'en donne Wikipedia en 2016, on lit en substance ceci : ce mouvement a consisté en une émancipation sexuelle des femmes, en l'affirmation de l'égalité des sexes, et dans la reconnaissance d'une sexualité qui ne sert pas à la reproduction, ou qui n'est pas incluse dans le mariage conjugal. On est alors sorti d'un ancien type de démographie, celui des générations précédentes, avec beaucoup de morts, donc le besoin d'un grand nombre de naissances. Avec la baisse de la mortalité, il a fallu diminuer le nombre de

naissances. Or, tout était prêt pour cela : la science avait mis au point le stérilet depuis 1928, le préservatif en latex depuis 1930, la pilule contraceptive au début des années 1950, et les antibiotiques pouvaient lutter contre la syphilis depuis 1941.

Cette révolution, apparemment donc technique, s'accompagne, poursuit Wikipedia, d'une révolution des lois, du droit : les femmes gagnent une égalité progressive en Occident, et avec le droit de vote, elles poussent aux réformes qui les intéressent : droit à l'avortement, à la contraception. Et on parle alors d' « amour libre »

L'intérêt de cette description, c'est qu'elle touche à une grande quantité de domaines, et indique plus ou moins une relation entre eux. Mais elle a un gros défaut, c'est de nous présenter cet ensemble comme quelque chose de parfaitement lisse et cohérent, une sorte d'évènement logique, qui s'est imposé presque tout seul, du fait de divers progrès.

Rien n'est plus faux. Pour commencer, et pour bien montrer le point de vue qui sera défendu ici, j'affirme que même si la technique, la science, etc. n'avaient pas mis au point le préservatif, la pilule, ou l'avortement thérapeutique, une révolution se serait produite en ce qui concerne les rapports hommes et femmes, et cette révolution aurait touché à peu près de la même manière leur vie sexuelle.

La révolution est un phénomène humain et collectif. Tout être humain qui subit une limitation à ses libertés la ressent comme une contrainte, et celle-ci fait naître en lui des pulsions très fortes. Le corps et l'esprit aspirent à la liberté. Le problème, c'est que cette aspiration va se heurter à un autre phénomène humain, qui est dans le partage. Si je ressens une privation de liberté sur un domaine, la nourriture, le logement, le droit de m'exprimer, ou de manière plus intime, dans un couple, le droit de décider, de me déplacer sans rendre de comptes, etc. mais que j'ai autour de moi une société où l'ensemble des humains qui m'entourent semblent accepter ce qui pour moi m'insupporte, je me retrouve coincé entre ce que je ressens et l'apparente acceptation des autres. Je peux faire de la politique, étudier l'histoire, les sociétés, etc. et commencer à comprendre que ma situation est loin d'être un problème personnel ; mais le plus souvent, je vais simplement me sentir mal, voir malade, peut-être même anormal.

La sexualité est un besoin essentiel de l'être humain. Dans les années qui précèdent 1968, cette sexualité est totalement contrainte pour le commun des mortels en Occident. Pour commencer, on ne trouve absolument pas d'information sur la sexualité. Les livres, les revues, les films accessibles proscrirent la moindre image des parties intimes du corps humain, aujourd'hui multipliées à l'infini sur le net. Aucune image, nulle part, de l'entièreté du corps humain. On peut évidemment essayer d'observer son propre corps, mais en l'absence d'image d'un autre corps qui pourrait servir d'élément de comparaison, et en présence aussi de toutes sortes de rumeurs, on est surtout inquiet et l'on se demande si l'on est « normal ».

C'est encore pire pour ce qui est du corps de l'autre ! Là, c'est une méconnaissance totale. Le désir que l'on ressent est obscurci par cette absence de connaissance élémentaire, ne pas même savoir à quoi ressemble le corps de l'autre. Une jeune fille qui découvre l'appareil génital de l'homme peut être traumatisée à sa vue, car elle peut aussi bien y voir une ressemblance avec un pistolet. Un garçon qui se retrouve dans les bras d'une fille nue n'osera même pas porter ses yeux sur le corps dénudé qu'il désire aimer.

On en est là dans les années 1968. Tout ce que l'on peut trouver, en cherchant bien, c'est un croquis schématique de l'appareil génital, vaguement explicite pour celui de l'homme, ne montrant jamais les formes réellement observables pour celui de la femme. Ces dessins ne disent de toute manière absolument rien des gestes à avoir l'un envers l'autre. La seule manière de les savoir est de les apprendre de l'autre, donc d'avoir une relation avec un décalage dans cette connaissance. Chose qu'un jeune ne désire ni n'espère a priori.

Il faut ajouter à cela une angoisse qui marque non seulement les apprentis en matière de sexualité mais tout le monde, parents compris : c'est la hantise que le rapport sexuel mène à une grossesse. Non seulement il est difficile de se retrouver avec un ou une partenaire, non seulement on ne sait ni son corps ni les gestes à avoir, mais on est effrayé à l'idée que ces gestes aboutissent à se retrouver responsable d'une conception. Voilà le monde mental dans lequel vivent en particulier les adolescents, alors qu'ils subissent de plein fouet les actions des modifications naturelles de leur âge.

Alors, lorsque se produit la révolte sociale qui met toute cette jeunesse dans la rue, garçons et filles à égalité, lorsque de plus en quelques jours cette révolte entraîne la paralysie du pays, lorsqu'enfin cette paralysie permet d'imaginer collectivement la possibilité d'organiser la société autrement, naturellement, normalement, va s'établir une situation qui, dans la jeunesse, met en circulation des rapports égaux, sains et libres, en matière de sexualité aussi.

C'est donc à partir du mouvement social, et d'abord de la jeunesse mobilisée, les étudiants massivement, puis des franges d'ouvriers, et de proche en proche une grande partie de la jeunesse, que va s'opérer la révolution sexuelle. En fait, pour beaucoup, sur le plan individuel, il n'y a pas « révolution », il y a naissance à la vie sexuelle sur des bases tout simplement autres que celles transmises par la société. La révolution sexuelle ne se pose pas le problème de la contraception et encore moins de l'avortement, dont les revendications n'apparaîtront que plus tard.

Une envie règne dans l'air du temps, c'est d'aimer, de s'aimer, à égalité. Cela se fait simplement ; le bouleversement de la période a ouvert une confiance en l'autre et une liberté, celle d'avancer dans une relation amoureuse en passant, ensemble, à côté des freins de toutes sortes qui compliquaient tellement les choses.

Un signe de cette égalité est que l'on voit les filles abandonner la traditionnelle position d'attente où elles étaient cantonnées jusque là, se sentir libres, et se mettre à prendre, comme les garçons, l'initiative de proposer une relation physique. La manière de s'aborder l'un l'autre est simple. On apprend vite que l'on peut se dire l'envie de l'autre, sans être bloqué par la pudibonderie, parce que cette envie est saine et vraie.

On ne se vante pas d'avoir une relation, et on ne cherche pas à en avoir pour se vanter. La volonté de paraître recule ; on cherche à être bien en même temps que l'autre ; et lorsque cela cesse, car cela cesse au bout d'un an, deux ans, ou six ans, on l'accepte parce que l'on suit simplement le penchant des sentiments. L'idée d'une obligation quelconque à devoir rester ensemble, par fidélité, ou par intérêt, s'est comme envolée. Elle reviendra, quelques années plus tard, plus ou moins avec la marche en arrière, la contre-révolution de 68. Mais pendant un temps, la révolution sexuelle a atteint cette hauteur-là.

Il n'y a pas non plus de haine envers celui ou celle qui vous quitte, cela n'a pas de sens. Seulement un manque, mais pas un manque lourd, car tout a été léger. Si l'un a eu tendance, au cours de la relation, à reprendre le vieil instinct de « propriété », demandant fidélité, durée, engagement, etc. l'autre a gentiment rappelé la règle du jeu implicite : il ne faut pas que cela devienne lourd, grave, on n'est pas parti pour cela. Reste comme une sorte de nostalgie. Et de temps à autre, ceux qui se sont séparés peuvent se rappeler, se retrouver pour passer un moment, une journée ou deux ensemble, tout en sachant que « l'histoire » est finie.

Parfois, se mettent en place des relations multiples, mais elles sont vécues avec correction, sans le poids des habitudes qui prétendent l'interdire, de la morale religieuse ou sociale. La jalousie existe, mais elle est adoucie par le fait qu'elle est socialement reniée, que d'autres valeurs positives en rognent les côtés les plus amers. Ce recul de la jalousie, lui aussi, ne durera qu'un temps, et elle aussi reviendra en force, déchirant gravement et faisant mal.

Aujourd'hui, quiconque vit une relation multiple va automatiquement chercher à cloisonner chacune. À l'époque, cela ne se fait tout simplement pas. Chacun vit sa vie et ses relations calmement, et peut en parler à l'occasion avec les autres, sans chercher à cacher ni à étaler. On trouve simplement normal de s'informer, de parler, d'échanger, de se comprendre. Il y a assez de problèmes dans les sentiments pour ne pas ajouter ces frontières hypocrites que la société bien ordonnée instaure pour camoufler, falsifier la vie réelle, qui peut être à certains moments multiple.

C'est donc une période de deux ans, trois ans ou peut-être cinq ans, de grande douceur, dans la manière d'appréhender la relation la plus délicate et la plus intime qui soit. Une douceur à des années lumières de la violence qui suivra, plus tard, et qui prétend, aujourd'hui, se présenter comme une sexualité libérée.

Tout n'est pas idyllique. Tous les jeunes n'ont pas vécu ce changement, certains ont continué de concevoir leurs relations et de les vivre comme auparavant. Tous ne sont pas non plus devenus anges du jour au lendemain. Mais un climat absolument nouveau règne. Une bouffée d'oxygène fait du bien à tous. On est troublé parce que l'on découvre des difficultés imprévues, des contradictions nouvelles, auxquelles personne n'a été préparé. Mais peut-être ces contradictions sont-elles celle de l'avenir...

Cette vie amoureuse douce n'est, au fond, pas une invention. Elle a dû exister dans d'autres périodes où hommes et femmes ont pu vivre des moments d'égalité et de liberté. Et elle a certainement toujours duré, jusque dans les pires périodes de l'histoire des relations entre hommes et femmes, comme clandestinement, dans l'intimité, préservée par des individus qui ont su maintenir ce bien précieux.

Recréé donc dans la jeunesse, cet art d'aimer a ensuite influencé une partie des générations plus anciennes. Mais les plus vieilles n'ont certainement rien changé à leurs habitudes, ou bien rarement. Pire, un certain nombre d'hommes vont singer formellement les pratiques et les idées de liberté sexuelle pour en faire une version perversifiée, utilisable dans un intérêt égoïste et calculateur. L'exemple typique est le vieux beau qui, ayant invité en soirée une femme plus jeune, cherche à lui faire accepter de coucher avec lui avec l'argument : « *mais si tu n'acceptes pas, tu n'es pas une femme libre !* »

On voit ici le piège mental : le mot liberté est utilisé dans le seul intérêt du monsieur, et pas avec sa véritable idée qui est que chacun est libre de dire oui ou non, à tout moment, envers tout le monde. Cet art de retourner les choses, pour préserver la domination masculine dans la vie sexuelle, inventée avec ce genre d'attitude, finira au fil des années par devenir un phénomène social général, sur lequel nous reviendrons.

La sexualité douce de la révolution sexuelle ne va pas durer bien longtemps. Mais dans l'intimité des couples, des choses ont changé. Si sur certains points, variables selon les individus, la domination masculine va reprendre pied, on ne reviendra pas pour autant à la situation antérieure.

Les relations sexuelles s'émancipent totalement du carcan du mariage. Un changement dans la démographie en France se produit à partir de 1974, c'est le décollage du nombre de naissances hors mariage. Actuellement, il continue de monter régulièrement ; il a dépassé les 50% en 2007, ce qui signifie que le nombre de naissances hors mariage dépasse depuis 2007 les naissances autrefois considérées comme les seules légitimes et il atteint 57,9% en 2015.

La famille traditionnelle commence à s'effriter, et cette fois, il n'y a plus le mépris et la relégation envers la femme et son enfant, auparavant traités l'une de fille-mère et l'autre de bâtard. Au contraire, la société les prend en charge et recherche une répartition équilibrée des charges entre l'homme et la femme. Le divorce, qui était exceptionnel, se banalise.

Pour conclure, répétons-le, la contraception et l'avortement, dont on fait aujourd'hui un peu vite les symboles de la révolution sexuelle, ne sont en vérité entrés dans la vie quotidienne en France qu'à partir du milieu des années 1970. C'est une génération déjà « libre » sexuellement qui s'est battue pour les obtenir et les a obtenus.

#### 4 - UNE CONTRE-RÉVOLUTION SEXUELLE EN ACTION

Il est assez aisé de localiser la révolution sexuelle, d'en dire certains contenus, ainsi que ses acquis, mais il est moins évident de discerner la contre-révolution sexuelle. C'est que la contre-révolution s'avance masquée, et parfois avec le masque même de la révolution, telle cette formule « *La Manif pour tous* », qui derrière un langage de rassemblement camoufle une volonté d'exclusion.

Où que l'on regarde, on ne trouve nulle part au monde un pays où la condition de la femme recule dans tous les domaines. Pas plus qu'on en trouve où elle progresse dans tous les domaines. Partout, on assiste à un affrontement, un recul dans tel domaine, des résistances ou une avancée dans d'autres. Révolution et contre-révolution sont à l'œuvre dans un vaste bras de fer.

#### *PARMI LES PAYS DOMINÉS, LE MONDE ARABE*

Nous l'avons dit en abordant les périodes révolutionnaires des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles, on peut penser que la participation très large des femmes aux événements révolutionnaires qui ont fondé la société occidentale (Europe, États-Unis) explique en grande partie leur place relativement émancipée dans cette partie du monde. Nous allons essayer ici de jeter un regard sur l'autre partie du monde, celle qui a vécu la dernière période historique sous le joug des colonisateurs, puis du capitalisme mondialisé. Et nous allons voir que la question féminine est, là, totalement indissociable de la situation de ces pays, dominés politiquement ou économiquement par le monde occidental. Nous abordons d'abord la situation des femmes et du féminisme dans le monde arabe.

Lorsqu'ils entreprennent de coloniser le monde arabe, les colonisateurs, français notamment, vont tenter de se présenter comme des émancipateurs. Dans le domaine matériel, ils apportent le progrès technique ; dans le domaine politique, ils apportent la supériorité de la démocratie ; dans le domaine des valeurs, ils apportent l'idée de liberté. Et la condition des femmes va devenir un argument. Les colonisateurs se présentent comme ayant une idée plus juste et plus émancipée, pour ce qui est des femmes, que ce qui est pratiqué par l'Islam.

En Occident, la dénonciation de l'enfermement des femmes arabes sera un des moyens de présenter la colonisation sous un angle soi-disant humanitaire. En même temps qu'il dénonce le harem, cet Occident voyeur va inonder le marché de ces cartes postales de l'entre deux guerres qui montrent une image fantasmée du corps de la femme arabe. « *Jeunes filles à peine pubères dont la chemise entrouverte laisse voir la naissance d'un sein, Mauresques d'âge plus mûr offrant au photographe leur poitrine dénudée, danseuses du ventre lascives évoluant au milieu des tentures, des milliers de cartes postales diffusent jusqu'aux années 1940 ces figures fantasmées de corps féminins. L'homme colonial, nous dit Sophie Bessis, veut croire qu'il sort ainsi les femmes du harem pour, les livrant au regard public, les destiner à son propre usage.* »

Ce discours restera parfaitement hypocrite. D'abord, parce que ces hommes qui viennent pour dominer le pays refusent déjà chez eux, aux femmes occidentales, une réelle égalité. Ensuite, parce qu'ils ne feront quasiment rien pour changer la condition de la femme

dans la société arabo-musulmane, ils ne feront rien pour moderniser les mœurs indigènes, comme on disait alors. Bien au contraire, tout entiers à la recherche de moyens de faire main basse sur les ressources coloniales, ils vont passer des accords avec les chefs de clan, avec les chefs religieux, qui sont les piliers du patriarcat.

Certes, les idées de liberté venues d'Occident vont compter, mais ce sont des hommes et des femmes du monde arabe lui-même qui vont les reprendre et commencer à lutter contre la situation faite aux femmes dans l'islam.

Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'égyptien Kacem Amin s'insurge contre l'obligation du port du voile : « *C'est quand même étonnant ! Pourquoi ne demande-t-on pas aux hommes de porter le voile ou de dérober leur visage au regard des femmes s'ils craignent tant de les séduire ? La volonté masculine serait-elle inférieure à celle de la femme ?* » En 1913, un autre égyptien, Mansour Fahmi, dénonce le poids réactionnaire de la religion et ses conséquences sur la situation de la femme : « *Les éléments sociaux qui ont eu pour effet la décadence croissante de la femme sont en voie de décomposition. L'institution théocratique, qui domine et ombre tout, est en déclin. L'évolution inéluctable prépare l'émancipation des opprimés, et bientôt la figure anémiée de la femme musulmane reprendra un aspect de santé et de vie...* ». Lui, sera renvoyé de l'université.

Entre les deux guerres, dans les villes du monde arabe, un début de modernisation a permis la scolarisation des filles de la bourgeoisie. Ce sont elles qui feront émerger un premier courant féministe arabe, dans les premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle. Ce courant reste confiné dans les milieux élevés de la société. En 1924, *l'Union des femmes égyptiennes* publie une brochure où elle demande l'abolition de la polygamie, l'abandon de la répudiation par l'homme et son remplacement par un divorce que peut demander la femme comme l'homme. À la même époque, la tunisienne Manoubia Ouertani s'élève contre le port du voile. En 1926, c'est l'égyptienne Huda Shaârawi qui le condamne. En 1930, le tunisien Tahar Haddad publie *Notre femme dans la loi et la société*, ouvrage que Sophie Bessis qualifie de révolutionnaire, où il prône un changement radical du statut des femmes ; il compare le port du voile « *à la muselière qu'on met aux chiens pour les empêcher de mordre* ». Lui aussi sera sanctionné par les oulémas. La même année, en Égypte, un premier Congrès des femmes d'Orient se tient à Damas.

Rappelons-nous qu'à l'époque, la France occupe la Tunisie, dont elle a fait un « protectorat » depuis 1881, et que la Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance de l'Égypte en 1922, mais qu'elle l'occupe jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Cette colonisation fait émerger des partis nationalistes qui vont chercher à gagner une audience cette fois populaire. Et pour gagner cette audience, ces partis nationalistes vont s'appuyer sur la religion.

La religion, dans le Maghreb, s'identifie avec toute la vie sociale. Dans les campagnes de l'Atlas Marocain, des Aurès d'Algérie ou des steppes de Tunisie, c'est tout le mode de vie qu'on appelle « islam ». Il est donc facile pour les nationalistes de prétendre que se défendre contre l'occupant, c'est défendre l'islam. Et avec lui, les nationalistes vont défendre les structures conservatrices, les hiérarchies sociales, le patriarcat, la soumission de l'individu au groupe, l'enfermement des femmes. Cette manière de voir va l'emporter même dans les villes, malgré l'existence des tendances, nous l'avons vu, plus modernistes. La religion des campagnes, plus arriérée, venue du pays profond, envahit la ville par vagues successives, en suivant le mouvement de l'exode rural, lui-même provoqué par la colonisation. « *Ces flux*

*migratoires successifs expliquent en partie l'impossibilité de l'émergence d'une modernité urbaine, régulièrement submergée par les vagues rurales. »*

Que de fois nous a-t-on dit et répété que Bourguiba a été une exception qui a favorisé la femme en Tunisie ? Mais pour parvenir au pouvoir, Bourguiba, l'un des premiers, a usé de l'argument de l'identité islamique. En 1929, il critique la féministe Habiba Menchari qui proteste contre l'obligation de porter le voile. Et voici son argument : « *Du fait du régime qui lui est imposé, la Tunisie court à la déchéance de sa personnalité (...) Pour parer à ce danger, les Tunisiens doivent veiller à sauvegarder leurs coutumes qui demeurent les signes distinctifs et, par conséquent, les dernières défenses d'une identité nationale en péril* ».

De même, lorsque trente ans plus tard, en 1959, au cours de la guerre d'Algérie, la France va promulguer une interdiction de la répudiation et le divorce obligatoire, le journal du FLN, El Moujahid, réagit violemment pour préserver le statut islamique de la femme : « *Ainsi des Français, au surplus chrétiens ou de confession israélite comme l'est, paraît-il, Michel Debré, ont osé de propos délibéré porter atteinte au Coran, de par son essence immuable, et imposer par le sabre aux musulmans d'Algérie les lois laïques de France et ce dans la matière la plus sacrée, à savoir le statut personnel.* »

Le 13 août 1956, six mois après l'indépendance, une loi annonce en Tunisie que les femmes sont libres d'épouser qui elles veulent, que leur mari n'aura pas d'autre épouse, qu'elles peuvent divorcer, qu'elles peuvent montrer leur visage et leurs jambes. Bourguiba a-t-il changé en devenant le « *libérateur de la femme tunisienne* » ? Pas du tout. Bourguiba est en quelque sorte le reflet de la manière de voir du dirigeant bourgeois français auprès de qui il s'est formé. Il considère le peuple comme inférieur, inapte à la démocratie, mais qu'il faut tout de même moderniser, pour moderniser le pays. C'est donc lui qui commande à la libéralisation de la femme.

Sophie Bessis raconte l'histoire de cette femme de province, venue pour accompagner son mari à la foire de Tunis : « *Elle n'aimait pas les mêmes stands que lui et décida de continuer seule sa visite. La retrouvant, le mari, fâché de cette soudaine indépendance, la menaça de représailles. "Un mot de plus, et je vais chez Bourguiba",* » Bourguiba prend soin de garder une partie de la législation basée sur la tradition la plus arriérée. Ainsi, l'auteur d'un viol pourra voir sa faute effacée s'il se marie avec... la femme qu'il a violée.

C'est une modernisation autoritaire, faite d'en haut, que mène Bourguiba. Et le problème, avec ces modernisations autoritaires, qu'on retrouve encore avec le shah d'Iran ou Ataturk en Turquie, c'est qu'elle mènent tout droit à la dictature. Bourguiba va donc bouleverser les mœurs en ce qui concerne les rapports entre hommes et femmes, en Tunisie. Pour beaucoup, c'est une véritable révolution. Mais cette révolution n'aura pas la même portée que celles que nous avons vues en Occident. Certes, la femme tunisienne est mieux placée que celle d'autres pays du monde arabe. Mais elle n'a quand même pas atteint le degré de liberté des femmes occidentales. S'il y a des fractions de la population où l'on peut parler d'une situation comparable, elles restent limitées à des minorités (citadines, étudiantes, professions libérales, par exemple).

Qu'en est-il aujourd'hui des femmes dans le monde arabe ? Leur condition progresse-t-elle ou recule-t-elle ? Impossible de répondre d'une manière unique à cette question. Mais on peut en partie y répondre.

Une vaste bataille est en cours, pas forcément très claire ou bien consciente pour beaucoup, mais bien réelle, entre deux forces qui traversent le monde arabe tout entier. D'un côté, on trouve l'ensemble des femmes, essentiellement dans les villes et dans les classes aisées et moyennes, qui aspirent à une certaine modernité, même si elles ne savent pas forcément où la situer. En face, c'est le mouvement islamiste dans son ensemble, avec de nombreux partis islamistes dans les gouvernements de divers pays, qui tente de bloquer au maximum la transformation de la femme arabe vers la condition de la femme occidentale. Pour cela, les courants qui constituent ce mouvement essaient de se présenter comme favorables aux femmes, et ils acceptent de transiger sur certains aspects pour préserver ceux à leurs yeux essentiels.

*« Les leaders islamistes ont compris (...) qu'ils seront abandonnés des femmes, c'est-à-dire de plus de la moitié de l'électorat dans chaque pays, s'ils s'opposent à leur désir de modernisation. Ce sont elles, par exemple, qui ont assuré la victoire du Hamas lors des élections de janvier 2006 en Palestine. (...) Le parti islamiste a présenté des candidates à la députation, et six d'entre elles ont été élues (...) »* (S. Bessis). Cependant, il y a un point auquel tous les islamistes tiennent, alors qu'il a pratiquement disparu dans les faits, c'est le droit à la polygamie. La possession du corps des femmes reste au cœur de ce qui anime le courant islamiste dans son ensemble.

Pour répondre aux idées d'égalité qui se développent dans le monde arabe comme partout, les islamistes ont mis au point une stratégie. Ils ont développé la notion d'égalité dans la complémentarité. L'égalité toute seule aurait inévitablement fini par aboutir à un mélange général entre hommes et femmes, ce qu'il faut évidemment éviter. En effet, nous dit Sophie Bessis, *« le discours de la sujétion brute ne peut plus être entendu. Nulle part, de l'Atlantique au Golfe, les femmes n'accepteraient aujourd'hui d'être taillables et corvéables selon le bon vouloir de l'époux et de n'être payées en retour que par de maigres compensations symboliques confinées dans l'espace du foyer »*.

Le discours islamiste n'interdit donc plus l'espace public. Le port du voile remplace les murs de la maison, et l'exigence de séparation est ainsi sauvegardée. Cette vision explique en partie aussi pourquoi on assiste depuis deux décennies à une montée en puissance de ce port du voile. Elle correspond aussi à une entrée en masse des femmes dans le monde du travail. Selon les courants islamistes, on voudra que femmes et hommes puissent travailler côte à côte mais ne s'embrassent pas, ou pour certains ne se serrent pas la main. De même, on préférera cantonner les femmes selon une différenciation sexuelle : la santé, l'éducation, d'accord, le reste est plus problématique. Par contre, la maternité reste la tâche la plus noble pour les femmes. On peut fermer les yeux sur l'espacement des naissances, qui est entré dans les mœurs, et qui est obligatoire pour les citadins.

C'est donc un savant mélange entre valorisation de la tradition et acceptation de certaines valeurs d'égalité et de liberté, auquel se livrent les régimes et les partis islamiques du monde arabe. Le tout en répétant inlassablement que les femmes méritent le plus grand « respect ».

Mais cette égalité, ils la combattent bec et ongles sur le plan légal, au niveau des institutions nationales ou internationales. *« À de rares exceptions près, les représentants de ces pays se sont systématiquement opposés à toutes les résolutions des Nations Unies réaffirmant l'égalité des sexes, textes normatifs ou simples déclarations d'intention. Au terme d'égalité, ils ont voulu substituer celui d'équité en tentant de donner le change sur leur*

*équivalence, la dimension morale du second étant censée être de même valeur que le contenu juridique du premier. Et c'est au nom de la prescription religieuse qu'ils ont tenté de légitimer cette imposture. (...) Les États musulmans ont fait bloc derrière les plus islamistes d'entre eux dans toutes les instances où s'est discutée cette question, prenant plus d'une fois l'Iran pour chef de file », écrit Sophie Bessis en 2007.*

Le frein actuel sans doute le plus important à une avancée de la libération des femmes dans le monde arabe, il est dans le caractère impérialiste de l'Occident. C'est que l'Occident se compromet par ses actes, et ses actes dévaluent sa parole. En même temps qu'il offre une image et une parole de liberté, d'égalité, d'émancipation telle que la vivent les femmes en occident, il mène guerre sur guerre dans le monde arabe, renouvelle ses méthodes d'exploitation économique, soutient des régimes dictatoriaux. Et tout ceci est habilement repris par les islamistes, pour dire la duplicité du langage et du modèle occidental. *Ils nous parlent liberté et égalité, et pratiquent la domination la plus violente ; on ne peut pas les croire ; ils veulent détruire notre âme ; nous devons la préserver...*

Du coup, du côté des féministes actuelles du monde arabe, on observe un arc en ciel de tendances, qui va de celles qui prônent l'intégralité de la vie occidentale jusqu'à des « féministes islamiques ». Les femmes sont une composante importante des mouvances islamistes. Certaines en sont des cadres. Ainsi, en Algérie, la dirigeante du *Mouvement pour la société islamique* a pu dire en 1998 : « *La société algérienne est musulmane et son évolution et son épanouissement ne peuvent se faire que dans le cadre de la Charia. Si nous sommes musulmans, nous ne pouvons ni rejeter ni même discuter ce que le Coran a prescrit.* » Et si la vie moderne pose des problèmes auxquels le Coran ne répond pas, elle ajoute qu'il faut alors chercher « *des astuces... C'est là que l'intelligence doit jouer* ».

Dans les années 1980, le parti tunisien Ennahdha a affirmé qu'il ne voulait pas remettre en cause l'essentiel du Code de statut personnel. En 2004, les partis islamistes marocains ont accepté la réforme de la Mudawana. Tous ces dirigeants savent donc que les femmes, y compris celles qui sont chez eux, n'accepteront pas n'importe quel retour en arrière. Ces femmes, sont souvent proches des milieux populaires, elles savent le mieux trouver la bonne manière de leur parler de religion.

C'est donc en douceur et avec précaution que les islamistes tentent d'aiguiller les comportements féminins, et cela marche. « *Ces stratégies de séduction, cette façon de se rendre indispensables permettent souvent – sans utiliser la contrainte directe – de culpabiliser les femmes qui hésitent encore à entrer en religion. Est-il si important de se maquiller ou de porter des jeans moulants, toutes choses haram dont on pourrait se passer sans gêne ? Est-il si difficile d'adopter le hijab quand on sait à quel point ce foulard plaît à Dieu ? Et puisque ce dernier ne condamne ni l'école, ni le travail extérieur, ni même l'espacement des naissances, n'a-t-on pas le devoir de se conformer à ses souhaits en respectant la pudeur qu'il exige ? Nombre de femmes cèdent à cette pression douce en se convainquant que leur conversion est le résultat logique d'une démarche personnelle* », explique Sophie Bessis. C'est donc *oui* à l'école, *oui* au travail, *oui* mais aux changements dans la famille ; et c'est *non* à un bouleversement des rôles sexuels entre l'homme et la femme.

Ces femmes qui militent pour l'islam présentent un modèle séduisant : « *elles enseignent, elles dirigent, elles font de la politique, prennent la parole en public et se montrent à la télévision.* » Ce sont des « *femmes modernes, entreprenantes et dynamiques,*

*qui n'ont pourtant rien renié à leur religion* ». Et elles ont beau jeu pour casser les féministes du monde arabe qui tentent de copier leurs sœurs d'Occident : *Regardez, elles trahissent notre identité, elles sont au service de l'Occident, il faut les combattre*. Ou encore : *Regardez, elles sont de milieux aisés, elles n'aiment pas le peuple ; et elles aiment l'Occident*. Nadia Yassine, la fille du dirigeant islamiste marocain, déclare en 2000 : « *Je suis la première à dire qu'il faut un nouveau statut de la femme. mais il faut qu'il soit fondé sur notre culture... (les féministes) sont des femmes qui vivent à l'heure de Paris, de Washington mais pas de Rabat.* »

Un exemple du bras de fer entre islamistes et féministes modernistes : le 12 mars 2000, une soixantaine d'associations féminines et de défense des droits humains ont organisé à Rabat une manifestation à l'occasion de la « *marche mondiale des femmes* », et elles ont rassemblé près de 100 000 personnes. Les féministes islamistes ont alors dénoncé « *les impérialistes... dont l'objectif est d'éradiquer l'identité des peuples pour les domestiquer à travers une laïcité mondiale* », et elles ont organisé à Casablanca une contre-manifestation qui a réuni plus de 200 000 personnes. Et là, hommes et femmes étaient séparés dans la rue.

Autre exemple, sous le président dictateur Ben Ali, une campagne dénommée « *Sauvegarde des bonnes mœurs* » avait été lancée en 2004, avec pour axe : pas de sexe hors du mariage, c'est ce que demande le Coran. Le police reçoit l'ordre de faire la chasse, dans les rues, aux couples non mariés. « *Deux jeunes s'enlacent au coin d'une rue ? Un gendarme zélé exige de voir leur carte d'identité pour vérifier la légitimité du baiser . Une voiture est arrêtée à une place suspecte ? Son collègue met le nez à la vitre pour voir ce qu'il en est* ». Eh bien, dictature de Ben Ali ou pas, les associations de femmes, la Ligue de défense des droits de l'homme ont protesté haut et fort. Et au bout de quelques semaines, le pouvoir a fait prudemment marche arrière.

Le bras de fer a été gagné cette fois-là. Sauf que les féministes tunisiennes n'ont pas osé parler sexualité et liberté sexuelle, mais seulement libertés individuelles. Or, ce problème reste entier. Dans le Maghreb, les citadines ne se marient plus avant la trentaine, mais la sexualité hors mariage reste secrète. Les jeunes ont beau faire l'amour comme ils peuvent, le majorité des hommes veulent que les filles soient vierges au mariage. Une industrie se charge de recoudre leur hymen. Les apparences et l'honneur est sauf...

Voilà donc comment se pose la question de la femme dans le monde arabe. C'est un bras de fer, au cours duquel il semble à la fois que les femmes arabes ont acquis un certain nombre de points, mais où les religieux sont à la manœuvre pour que l'on en reste là, que l'on n'aille en aucun cas plus loin. Et le tabou des tabous, c'est encore et toujours la sexualité. Bien entendu, les femmes en parlent entre elles. Mais personne n'ose en parler en public. La première qui le ferait serait accusée d'être une dépravée.

Surtout, nous l'avons vu, l'impérialisme de l'Occident offre des arguments efficaces aux islamistes et aux tenants du maintien de la tradition en ce qui concerne la condition de la femme dans le monde arabe. À ce problème, la seule réponse sera que se manifeste en Occident une opposition ouverte contre ces actions de l'impérialisme. C'est le moyen de retirer des armes que les réactionnaires, islamistes et autres, utilisent pour enfermer les femmes dans leur condition actuelle.

Pour finir, nous ajouterons que nous n'avons pas pu entrer ici dans une étude de l'impact de la Révolution arabe, qui démarre en Tunisie en 2011 et s'étend comme une traînée

de poudre. Mais partout, on a vu des femmes mobilisées. Notre idée est qu'il y a probablement un parallèle possible avec un événement comme 1789 : les femmes ont largement participé aux événements. Dans l'immédiat, elles n'en ont pas tiré un profit tangible, pas d'avancée concrète, un peu comme les Françaises des lendemains de 1789. N'empêche, cette expérience n'aura pu que les conforter sur leur place dans la vie sociale, et leur donner une force morale durable qui comptera pour l'avenir, sur le plan des rapports entre femmes et hommes.

## UN REGARD EN ASIE

Si l'on change de région du monde, on s'aperçoit malheureusement que si, en Occident, la mode est à décrier la condition de la femme dans le monde arabe ou musulman, son sort est peut-être pire dans d'autres régions.

Taslina Nasreen nous en donne une image pour ce qui est du Bangladesh et de l'Inde. Médecin gynécologue, féministe, elle a rédigé de nombreux articles, suite auxquels elle a été l'objet d'une condamnation à mort par les islamistes, pour sa dénonciation du rôle des religions en ce qui concerne la place et la situation faite aux femmes, et elle a dû émigrer en Occident.

De quand date cette situation de stricte infériorité faite aux femmes dans le sous-continent indien ? En tout cas, elle ne date pas de l'arrivée de l'Islam, nous dit Talisma Nasreen. La première forme d'État que connaît l'Inde lui a été imposée par l'arrivée des Arya qui pénètrent le Pendjab, au nord-ouest de l'Inde, vers 1400 avant JC. Les Arya, ou aryens vont imposer leur langue, le sanscrit, leur système social, et leur religion, le védisme, une religion polythéiste.

2000 ans avant l'Islam, le védisme se montre d'une rigueur absolue envers les femmes. Selon Talisma Nasreen, « *Il est écrit dans le Brahmana Aitareya que la plus parfaite des femmes doit satisfaire son mari, ne jamais le contrarier et donner naissance à des enfants mâles. (...) Dès l'antiquité védique, on ne pardonne pas aux femmes d'être dépourvues de beauté, et ces textes iniques sont encore psalmodiés aujourd'hui avec le plus grand respect. Le Brahmana Shatapatha conseille aux hommes d'enfermer leur épouse à la maison, sinon elle perdrait sa force. (...) Les hommes seraient-ils moins forts parce qu'ils ne sont pas enfermés ? (...) « Les femmes ne peuvent avoir qu'un seul époux même si leur mari a plusieurs épouses. » (...) « La femme est sous la protection de son père avant son mariage, de son mari pendant sa jeunesse et de son fils pendant sa vieillesse ; elle n'a pas droit à la liberté » (Brahmana Aitareya 5.1-2 ; 2.1 ; 3.44-45). Et si ce n'est pas encore assez clair, on lit dans le Samhita Taittiriya, « la meilleure des femmes qui a toutes les qualités est inférieure au pire des hommes ».*

Taslina Nasreen nous donne une idée de la vie des femmes en ville. « *Lorsqu'on est médecin, raconte-t-elle, on doit poser toute une série de questions aux patients pour remplir leur dossier médical, et les hommes sont souvent extrêmement surpris qu'on leur demande s'ils ont des relations sexuelles avec des prostituées. "Jamais de la vie, quelle horreur !" s'exclament-ils en repoussant l'idée d'un geste de la tête. Mais si l'on insiste, ils finissent par regarder à droite et à gauche pour s'assurer que personne d'autre ne les entendra, puis par avouer d'une voix presque inaudible, parce qu'ils souhaitent guérir, que oui, de temps en temps, ça leur arrive. (...) Ces hommes ont entre 12 et 72 ans. ils exercent toutes sortes*

*d'activités ; ils sont étudiants, professeurs, commerçants, chômeurs, ouvriers, policiers, avocats, ingénieurs, employés, fonctionnaires ou industriels. Ils fréquentent régulièrement des prostituées et sont syphilitiques. Je n'ai pas à les juger mais je proteste contre le fait qu'ils contaminent des femmes. Ils transmettent le poison de leur vice dans le corps de femmes en bonne santé. (...) Personne ne sait pourquoi il y a tant de fausses couches et d'enfants morts-nés ou atteints de malformations. Ces fléaux sont dus à la syphilis. C'est souvent le premier cadeau que fait le mari à une femme vierge au cours de leur nuit de noces. »*

*« Pour les femmes, le mariage est une loterie ; elles doivent accepter de vivre toute leur vie avec un homme sans savoir s'il est monogame ou polygame, s'il les battra ou non. (...) Un homme violent n'est jamais accusé des violences qu'il inflige à sa femme. La faute rejaillit sur la victime et non sur le coupable. Parce qu'un homme, aussi barbare soit-il, a toujours des excuses. »*

L'état de soumission des femmes est tel que Talisma Nasreen nous décrit comment, contraintes à une soumission de tous les instants, elles font le choix de cultiver cette soumission, de manière à tenter au moins de rendre le mari dépendant d'elles, pour espérer le garder. Car elles peuvent être répudiées à tout moment, et c'est alors un reniement, y compris par sa famille d'origine.

*« Il arrive souvent que les femmes soient contrariées lorsque leurs maris trouvent eux-mêmes leurs chaussettes, leur mouchoir, leur cravate ou leurs boutons de manchettes car elles espèrent qu'ils auront besoin d'elles pour tout, que leur vie quotidienne sera perturbée quand elles ne seront pas là et qu'ils éprouveront un manque cruel en leur absence. Très consciemment, elles les rendent dépendants d'elles. Car s'ils étaient capables de s'assumer tout seuls, s'ils n'avaient plus besoin d'elles pour faire à manger, préparer leur bain, prendre soin de leurs vêtements, cirer leurs chaussures et trouver leurs chaussettes, elles seraient en danger.*

*« La majorité des femmes qui fréquentent l'université, à mon avis, le font pour trouver un beau parti. Une fois mariées, elles abandonnent leurs études. Comme leur mari craint d'avoir la vie difficile avec une femme trop instruite, il ne les encourage pas à terminer et préfère leur dire que les études ne servent à rien.*

*« “Les femmes sont tellement libres dans votre pays que vous avez une femme Premier ministre”, m'a dit un jour avec enthousiasme un étranger avec lequel je parlais du Bangladesh. J'ai été abasourdie. Certes, notre Premier ministre est une femme, et le leader de l'opposition aussi (...) J'ai expliqué à mon interlocuteur que ces deux femmes avaient obtenu ces hautes responsabilités politiques l'une grâce à son père, l'autre grâce à son mari. Leurs compétences intellectuelles et leurs autres talents n'y étaient pour rien. (...) Dans le tiers-monde, une femme ne peut pas diriger un parti politique si elle n'est pas la fille ou la femme d'un homme politique de premier plan. »*

Voici enfin ce que dit Talisma Nasreen du mouvement féministe occidental : *« Le mouvement féministe est né au 17<sup>ème</sup> siècle, et il a eu un certain impact dans l'Europe occidentale. Mais en Asie, en Afrique, en Amérique latine, les femmes sont tellement opprimées socialement, économiquement, politiquement, que leur libération sera impossible sans une transformation radicale des structures de la société et de l'État, ni sans rompre les chaînes de la religion. »*

Nous rejoignons ici l'idée que nous avons développée plus haut du lien entre le sort fait aux femmes et le fait que leur région ait connu ou non de révolution sociale qui ait au moins ébranlé les chaînes établies par les États et leurs religions depuis des millénaires.

### *À L'ÉCHELLE DU MONDE*

À l'occasion de la Journée internationale de la femme de 2016, l'émission de Arte *Le Dessous des Cartes* a consacré un numéro pour tenter de faire le point sur les discriminations faites aux femmes dans le monde. Jean-Christophe Victor commence par y indiquer la difficulté à cerner l'évolution de cette situation, car on s'aperçoit vite qu'elle est très contrastée, selon les pays, mais également selon les divers domaines, si bien qu'on peut assister, dans le même pays à un progrès dans un domaine et un recul dans un autre.

L'on compte en 2016 3,68 milliards de femmes pour 3,75 milliards d'hommes. Une Conférence mondiale s'est tenue à Pékin en 1995 s'est donnée pour objectif de tenter de mesurer s'il y avait amélioration ou non dans un certain nombre de domaines

Au niveau mondial, la représentation parlementaire des femmes est en moyenne de 23% ; la France est 34<sup>ème</sup> dans ce classement, entre l'Afghanistan et la Tunisie. Concernant le droit de vote, c'est pratiquement devenu un droit universel. Il ne manquait que les pays du Golfe et l'Arabie saoudite en 1995. C'est fait aujourd'hui, l'Arabie saoudite ayant octroyé ce droit fin 2015, sous la poussée, il faut le dire, de la révolte des printemps arabes.

Pour ce qui est de l'accès à l'éducation, on comptait 88% de femmes ayant eu accès à un enseignement primaire en 1990 ; le chiffre est monté à 98% en 2013.

Sur le plan des revenus, selon le Forum économique mondial, en 2006 les femmes touchaient 6000 \$ contre 11 000 pour les hommes : pratiquement moitié moins. On peut attribuer cette différence à l'inégalité des salaires à poste égal, mais aussi à une qualification en générale inférieure, à un type de travail différent, sans compter le poids des tâches domestiques, qui incombent aux femmes majoritairement. En 2015, les femmes ont vu leurs revenus augmenter à 11 000 \$, mais les hommes ont vu les leur augmenter bien plus avec 21 000 \$. Il y a donc un progrès pour les femmes en valeur absolue, mais pour ce qui est de l'écart avec les hommes, il s'accroît.

Le Forum économique mondial a fabriqué une sorte de classement global en associant les divers critères. Mais les violences faites aux femmes, ou le droit à l'IVG, ne sont pas inclus dans ses calculs. Il a obtenu un classement selon lequel le numéro un mondial serait l'Islande, l'Allemagne 11<sup>ème</sup>, la France 15<sup>ème</sup> et le dernier sur 145 pays inscrits est le Yémen. On note en Afrique la place du Rwanda, qui grâce à 64% de députées femmes, est classé 6<sup>ème</sup>.

Si l'on regarde de plus près, on constate de nombreuses contradictions. Un exemple, le Nicaragua est classé en 12<sup>ème</sup> place, devant la France. Ceci en raison du nombre de femmes ministres qu'Ortega a placé dans son gouvernement. Mais le même Ortega a voulu satisfaire les catholiques pour avoir leur soutien. Ce qui l'a décidé à supprimer totalement le droit à l'avortement, qui était limité, mais qui existait néanmoins.

Tous ces chiffres semblent donc confirmer les impressions que nous avons déjà notées. Un bras de fer est engagé entre les partisans et les adversaires de l'égalité pour les

femmes. Les États eux-mêmes ne sont pratiquement jamais à l'initiative, ne serait-ce que de lois en faveur de cette égalité. Ils peuvent en décider, certes, mais ce n'est chaque fois que sous la pression de ce que le monde bourgeois appelle « *la société civile* ». C'est telle ou telle partie de la population qui, à force de manifestations ou d'autres formes de luttes, ou aussi par le bulletin de vote, exerce une pression sur les élus, qui la répercutent à leur tour, à condition que cette pression soit suffisamment présente ou trouve une raison de les inquiéter.

Il existe une volonté d'affichage de progrès de la part des États. Mais cela peut aussi cacher, dans de nombreux pays, dans de nombreuses institutions, le fait que l'on ferme les yeux sur les réalités du terrain. Ainsi en Inde, une étudiante ayant été violée et tuée à New Delhi, il s'en est suivi une vague de manifestations monstres de la population, pour réclamer des mesures protégeant les femmes. Le parlement indien a adopté une loi qui a durci les sanctions envers les personnes ayant commis un viol. Mais dans la pratique, il reste très difficile pour une victime de déposer plainte, que ce soit du fait de la honte éprouvée, de la difficulté à s'expliquer devant un policier homme, du regard de l'entourage, de la peur de représailles. En France, il avait fallu prendre des mesures particulières dans les commissariats pour commencer à résoudre ce problème.

### *LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES*

La violence faite aux femmes semble remonter à la nuit des temps. Elle est évidemment un indice de la situation qui leur est faite. Mais peut-on au moins en étudier l'évolution ? Et peut-on déceler s'il y a progrès ou recul ? Nous allons voir que la réponse est plutôt non ! Même là, les millénaires de domination masculine ont réussi à créer tout un conglomérat de comportements, et des hommes et des femmes, des individus et des institutions, qui font que l'on a bien du mal à cerner cette réalité.

Selon la première enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, réalisée en 2000 et publiée en 2002, il faut oublier l'image de la femme battue par son mari alcoolique dans un milieu pauvre : « *La violence ne se résume pas au tabassage, elle touche tous les milieux sociaux, et particulièrement les plus jeunes femmes* ». « *Les violences que subissent les femmes ne sont pas seulement physiques*, explique Yves Lambert, directeur du centre d'appel et d'hébergement SOS-Femmes à Saint-Dizier. *Elles sont aussi psychologiques, sexuelles ou encore économiques. Il y a de nombreuses façons de briser une personne.* » « *Et ces violences s'entrecroisent* », ajoute Le Monde qui donne les chiffres suivants : « *17% des femmes interrogées ont été victimes de violences physiques (gifles, coups) depuis leur majorité. La moitié d'entre elles (53%) les ont subies de la part de leur conjoint. De la même manière, 5,2% des sondées ont été l'objet d'une "tentative de meurtre" (menaces avec armes ou objet dangereux, tentatives de meurtre ou d'étranglement). Là encore, dans 35% des cas, du fait de leur partenaire. Près du quart des femmes qui ont subi des agressions sexuelles au cours de leur vie (11% des personnes interrogées) ont été forcées par leur conjoint. "Cette proportion est très différente selon le type d'agression et atteint 47% pour les viols, 24% pour les tentatives et 7% pour les attouchements", précise l'enquête.*

« *La violence "prépondérante", plus insidieuse, est psychologique. Au cours des douze mois précédant l'enquête, 23,5% des femmes sondées ont ainsi déclaré avoir été confrontées à des pressions répétées. Elles subissent le contrôle et l'autorité de leur compagnon, qui les oblige par exemple à signaler le moindre de leurs faits et gestes, leur*

*dicte comment s'habiller... Les jeunes femmes de moins de 25 ans sont le plus soumises à ces injonctions. "Le lien entre le niveau de revenus et les situations de violence est ténu, souligne l'enquête. Il ressort que c'est moins le niveau de revenus qui importe que l'accès direct à l'argent du ménage : les femmes qui n'ont aucun accès à un compte bancaire (3% des femmes en couple cohabitant) déclarent un maximum de violences conjugales (5% de violences très graves)". La violence conjugale touche cependant tous les milieux. 11,1% des victimes sont au chômage mais 8,7% sont des cadres. Les ouvrières, elles, ne sont que 3,3%. "Des médecins, des policiers ou encore des fonctionnaires hauts placés peuvent aussi se montrer violents. Et il est certainement encore plus difficile pour la femme de parler dans des milieux favorisés où l'homme peut faire jouer ses relations pour étouffer l'affaire", explique Marie-Dominique de Suremain, déléguée générale de la Fédération nationale solidarité femmes » (Le Monde 9 août 2003).*

La France n'est pas une exception dans le monde occidental. En 2002, Le Monde titrait « *La violence domestique est un problème grave en Europe : Les Quinze s'attaquent à un tabou qui concerne une femme sur cinq.* » En effet, une étude dans l'union européenne indiquait alors « *qu'une Européenne sur cinq subit au cours de sa vie des violences infligées par son mari ou son compagnon et qu'en général, sur le continent, les femmes âgées de 15 à 44 ans ont plus de probabilités d'être blessées et de mourir des suites des violences domestiques que, "tout pris ensemble, du cancer, de malaria, d'un accident de circulation ou d'une guerre".* »

Au niveau mondial, les chiffres semblent être du même ordre qu'en France. « *Sept femmes sur dix dans le monde sont confrontées à des violences physiques ou sexuelles* », d'après une étude des Nations Unies de 2013. « *Les chiffres sont effarants, quel que soit le pays* » estime Miren Bengoa, la présidente du Comité national France d'ONU Femmes. Et elle ajoute « *De trop nombreux pays contestent aujourd'hui la validité universelle des droits des femmes, pour des raisons sociales, religieuses... Les pays les plus conservateurs freinent sur cette question* » (Le Monde 26 novembre 2013). Il s'agit ici des pays où domine la religion musulmane que nous avons évoqués ci-dessus.

Selon le journal *Courant Alternatif*, les violences conjugales seraient en cause pour un jour d'absence sur cinq au travail, et seulement 1% des victimes portent plainte. Ce qui est sûr, c'est que d'une manière générale, la famille reste le lieu de la plus importante part des violences, alors que les médias nous abreuvant d'épisodes où la violence est ailleurs. Ce qui contribue évidemment à cacher ce vice profond de la famille.

En France, dans une enquête réalisée en 2009, l'Observatoire national de la délinquance estime que 305 000 femmes ont été victimes de violences physiques ou sexuelles intra-ménage et 445 000 hors ménage. « *Dans la majorité des cas, l'auteur des faits est issu de l'entourage proche de la victime, amis, famille, voisins, relations de travail. En 2009, le ministère de l'intérieur a recensé 140 femmes décédées à la suite de violences au sein du couple, 25 hommes (dont certains étaient auteurs de violences) et 10 enfants victimes de leur père ou mère* ». Mais la directrice du Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF), Annie Guilberteaud, indique que, « *s'il est vrai que de nombreux agresseurs ont été victimes dans leur enfance, il faut souligner que la majorité des enfants témoins ou victimes de violences ne deviendront jamais agresseurs.* » (Le Monde 27 novembre 2010).

Là où les choses sont complexes, c'est que la condition féminine est telle qu'il n'est pas rare que des femmes se mettent à penser que l'homme qui les bat le fait par amour. Ou encore elles s'estiment responsables de la violence que manifeste cet homme. Ou bien elles acceptent de rester sous la dépendance de celui qui les bat, en raison de problèmes financiers, ou simplement parce que si rester est un enfer, partir c'est se jeter dans le vide.

S'appuyant sur une autre étude menée en France par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) menée de 2008 à 2014, Le Monde tente d'établir un portrait-robot de la victime. Les hommes aussi peuvent être victimes dans un couple. Mais d'une part ils sont 8,5% (entre 18 et 75 ans), alors que les femmes sont deux fois plus nombreuses, avec 18,7% des femmes. Surtout, la violence n'est pas du tout du même type. La violence d'une femme envers un homme est seulement ponctuelle, c'est le plus souvent un acte unique. Par contre, la violence envers les femmes est une violence chronique, installée, durable.

Selon cette enquête, il y aurait plus de violences envers les femmes jeunes (35,3% pour les 18 à 24 ans), mais ce chiffre important indique peut-être que les femmes plus jeunes sont plus souvent capables de reconnaître cette violence et de la signaler. On note aussi que le risque augmente lorsque le conjoint est plus âgé, ou lorsque l'un des conjoints est handicapé. Enfin, si l'on regarde le niveau de diplôme, on voit que celui de la femme qui subit une violence ne joue en rien. Mais le niveau de l'homme, par contre, joue : les femmes en couple avec un homme peu ou pas diplômé sont plus souvent victimes (25,7%, au lieu de 14% si l'homme a un bac ou plus). (Le Monde 17 mars 2016)

Cependant, un autre rapport, émanant en 2003 du Conseil de l'Europe, semble dire le contraire, et qu'il y a plus de violence de la part d'homme en situation sociale élevée : « *L'incidence de la violence domestique semble même augmenter avec les revenus et le niveau d'instruction* ». Ce rapport note que, aux Pays-Bas, « *presque la moitié de tous les auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes sont titulaires d'un diplôme universitaire* ». Et *Le Monde Diplomatique* (juillet 2004) qui donne cette information de préciser : « *En France, selon les statistiques, l'agresseur est en majorité un homme bénéficiant par sa fonction professionnelle d'un certain pouvoir. On remarque une proportion très importante de cadres (67%), de professionnels de la santé (25%) et d'officiers de la police ou de l'armée* » (Rapport Henrion, ministère de la santé, Paris, février 2001).

Si l'on cherche à analyser qui sont ces hommes violents, une étude espagnole de l'époque nous dit que l'agresseur type est un homme qui a connu une enfance dans un milieu violent, un homme jaloux, un homme qui ne s'estime pas. C'est donc un homme qui considère la femme comme sa propriété, un homme qui, se sentant inférieur, dominé socialement, cherche à dominer à son tour, selon le schéma social présent partout, pour ne pas se sentir au plus bas de cette société. Quoi qu'il en soit, haut cadre et trop habitué à commander, à dominer, à se faire obéir, ou au contraire d'un niveau inférieur, et souhaitant le compenser en cherchant à dominer dans la cadre familial, l'agresseur violent de la femme est aussi un malade de cette société, fondée sur une domination à tous les niveaux. Tant que la société restera ainsi hiérarchisée, il se trouvera un terreau pour faire pousser la mauvaise herbe de la domination masculine.

Cette violence dans la famille ou parmi les proches, de loin la plus importante faite aux femmes, est très peu dite dans les medias. Ceux-ci tiennent à donner une image de la famille comme d'un lieu de protection.

Mais les medias font une exception : pour les banlieues. On en a eu un exemple avec l'immolation par son petit ami de la jeune Sohane Benziane, en 2002, dans un local poubelles de Vitry-sur-Seine. Ce crime avait entraîné l'organisation de la Marche des femmes contre les ghettos et pour l'égalité, le 8 mars 2003 à Paris. Depuis, l'image des banlieues est entretenue : elle est inquiétante pour les filles.

En 2010, un documentaire décrivant ce climat en banlieue et intitulé « *La cité du mâle* » a été programmé par Arte, mais n'a finalement pas été diffusé, une femme ayant aidé au tournage se sentant menacée. « *À voir le documentaire de Cathy Sanchez, à Vitry, rien n'a changé, semble-t-il, écrit Le Monde. Pis, les jeunes véhiculent des propos d'une grande violence, justifiant coups et mauvais traitements aux filles. Pas question qu'elles attendent à l'honneur de la famille si ce sont leurs sœurs, qu'elles les éconduisent si ce sont leurs copines, qu'elles se fassent "trouer" par d'autres et s'habillent sexy. Okito, 18 ans, aîné d'une fratrie de cinq enfants, reconnaît avoir fait "pisser le sang" à sa sœur âgée de 15 ans au motif qu'elle était rentrée tard. Il serait prêt à lui « défigurer le portrait" s'il apprenait quelque chose sur elle et ses fréquentations. D'une barre d'immeuble à l'autre prévaut le double standard, vierge ou pute* ». (Le Monde 5/6 septembre 2010)

Selon une étude réalisée en 2006 sur 1600 filles habitant ou travaillant en Seine-Saint-Denis, par l'Observatoire départemental des violences envers les femmes, « *L'espace public est sexiste et inégalitaire, les jeunes filles ne peuvent pas s'y déplacer librement* ». 23% des jeunes femmes rapportent avoir subi des violences physiques (frappées violemment, menacées avec une arme ou victimes d'une tentative de meurtre) ; 14% disent avoir subi des agressions sexuelles (attouchements, viols) ; 49% ont été suivies dans la rue avec insistance, 27% ont subi des avances sexuelles déplaisantes, 26% ont subi des "mains aux fesses, aux seins" ou ont été coincées pour être "embrassées ou pelotées". Les auteurs de ce type de harcèlement ne sont pas seulement des adolescents, mais majoritairement des "hommes adultes". Enfin, le cadre familial se révèle, là aussi, souvent brutal : au cours des douze derniers mois, 15% ont reçu des gifles dans le cadre familial, 6% ont été frappées, 4% mises à la porte. (Le Monde 8 mars 2007)

Pour finir sur ce point, si l'on tente de regarder l'évolution de la violence envers les femmes dans le temps, on ne trouve rien de rassurant. La courbe des « *faits constatés de violences volontaires sur les femmes majeures par leur conjoint* » augmente par exemple chaque année de 2004 à 2007, avec une hausse de 16%. Comme d'habitude, on peut toujours se dire qu'une partie de cette hausse traduit une plus grande proportion de personnes qui osent déposer plainte. Selon un Enquête nationale sur les violences faites aux femmes en France (Enveff) faite en 2001, le taux de signalement de ce type de violences est évalué à 13%, contre 32% pour les violences au travail et 43% pour les violences dans l'espace public.

Il est clair que les violences faites aux femmes par des proches sont très peu déclarées. Pour avoir une idée de la réalité, on extrapole. Mais on obtient alors des chiffres qui sont très variables selon l'estimation du taux de ces déclarations. Ainsi, en 2009, le journal Le Monde évaluait à 48 000 le nombre de viols subis par des femmes en France (Le Monde 19 novembre 09), tandis que Marianne en annonçait plus de 75 000 en 2012 (Marianne 11 octobre 2012). Le seul chiffre fiable, si l'on peut dire, c'est le nombre de plaintes ; il s'établit à 12 768 pour 2014. Même là, il est difficile de comparer avec le chiffre précédent de 2010, qui est de 10 762, car les logiciels et avec eux les critères de comptage, ont changé à la gendarmerie (en 2012) et à la police nationale (en 2013)

Autre sujet d'inquiétude, c'est la réaction de la justice face à ce problème. Dans un numéro récent du Monde, à propos de l'affaire Denis Beaupin, un collectif affirme : « *alors que les plaintes pour violences sexuelles en France ont augmenté depuis 2011 de près de 7000, les condamnations ont, elles, diminué sur la même période de près de 1000.* » « *Sur les près de 90 000 victimes en 2014, seules 5600 ont porté plainte et ces plaintes n'ont donné lieu qu'à 1318 condamnations* ». (Isabelle Attard, Elen Debost, Annie Lahmer, Sandrine Rousseau, Frédéric Toutain, Le Monde 20 mai 2016)

## *L'AVORTEMENT DANS LE COLLIMATEUR DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE*

Il y a au moins un point sur lequel on peut dire qu'une bataille est systématiquement engagée contre les femmes, c'est le droit à l'avortement. Et l'on peut ajouter qui se trouve, partout, derrière cette attaque : l'Église catholique. Faites une recherche sur internet en tapant Avortement et Eglise, et vous aurez en tête de liste des flopees de sites liés à l'Église catholique, au diocèse de Paris, etc, tous résolument engagés dans le combat contre le droit à l'avortement.

Pour ne donner qu'un exemple, sur le site <http://qe.catholique.org/avortement/273-1-eglise-et-l-avortement-document-de>, on trouve une série de questions et les réponses :  
Question : « *Quand malgré la lâcheté de son conjoint et l'incompréhension de son entourage une femme décide de garder un enfant qui arrive au mauvais moment, ne s'enlise-t-elle pas dans une détresse plus grande que n'aurait été celle d'un 'IVG' ?* »  
Réponse : « *A l'heure de devenir mère, qu'elle décide d'élever elle-même ou de confier son enfant, une femme a besoin d'être aidée. Elle vivra des moments difficiles, mais tous doivent s'efforcer de ne pas la voir contrainte à l'irréparable pour des raisons uniquement matérielles. Ces tourments cependant ne peuvent pas effacer la vraie joie de donner la vie, d'être mère. Les femmes qui songent à avorter méconnaissent bien souvent le drame psychologique que représente en fait un tel acte. Nombreux sont les témoignages de celles qui n'ont jamais pu oublier qu'elles étaient mères d'un petit qui n'avait jamais vu le jour... de celui ou celle qui aurait pu être là aujourd'hui.* »

Dans les années 1990, des militants traditionnalistes catholiques ont entrepris de gêner la pratique des avortements, en intervenant sur des centres pratiquant l'IVG, bloquant l'entrée, menaçant le personnel soignant ou la femme qui vient pour avorter. La France a mis en place en 1993 un « délit d'entrave » punissant toute action en ce sens (jusqu'à 2 ans de prison et 30 000 euros d'amende).

Les anti-avortements se sont adaptés à cette situation et ont entrepris d'agir sur des sites internet. La méthode est la suivante : lorsque l'on fait une recherche internet pour avoir des informations concernant l'avortement, on tombe sur des sites qui se présentent comme de simples sites d'information médicale, pratique, humaniste. Mais ces sites renvoient à des numéros de téléphone où, là, on est entre les pattes de militants aguerris, qui cherchent à culpabiliser la femme concernée, lui faire la morale, expliquant par le menu les aides financières auxquelles elle peut avoir droit si elle garde son enfant, allant s'il le faut jusqu'à lui proposer même de remettre son enfant, l'essentiel étant qu'elle n'avorte pas.

En décembre 2016, le Parlement a voté une loi qui étend le délit d'entrave à ces pratiques, de manière à pouvoir contrer l'action de ces sites. Les sites visés sont sosbebe.org,

sosgrossesse.net, mais aussi afterbaiz.com qui vise les plus jeunes. Dans une lettre à François Hollande, la conférence des évêques de France a protesté : "*Je pense que ces sites donnent des informations qui sont nécessaires et qui permettent à des femmes de se dire que l'unique possibilité n'est pas de tuer l'enfant qu'elles portent en elles*". Les anti-avortement veulent maintenant faire annuler cette loi en argumentant qu'elle serait une atteinte à la liberté d'expression.

En fait, l'Eglise n'a jamais renoncé à ce combat. En décembre 2013, le gouvernement avait voulu améliorer la formulation, encore un peu hypocrite de la loi française, puisqu'elle disait autoriser l'avortement à « *la femme que sa grossesse place dans une situation de détresse* ». Même si dans la pratique, personne ne demandait aux femmes si elles étaient en situation de détresse, la phrase a été changée pour devenir « *la femme qui ne souhaite pas poursuivre une grossesse* ». Le mois suivant, en janvier 2014, était organisée dans Paris une « *Marche pour la vie* », qui a réuni entre 16 et 40 000 personnes, avec le soutien du pape François, qui déclarait que le recours à l'avortement est une « horreur ».

De même, lorsque le gouvernement a porté le remboursement de l'IVG à 100%, des députés UMP ou anti-mariage pour tous comme Jean-Frédéric Poisson et Philippe Gosselin ont déposé des amendements pour demander le déremboursement de l'IVG si la notion de détresse est supprimée.

Selon Dominique Simonnet, près de la moitié des 46 millions d'avortements qui sont réalisés chaque année dans le monde sont clandestins, de sorte que 47 000 femmes en meurent ; 40% des femmes, essentiellement dans le tiers-monde mais pas seulement, ne disposent pas du droit d'avorter.

Depuis une bonne décennie, les coups de boutoir contre le droit à l'avortement se suivent et se répètent, les tentatives de revenir sur ce droit sont lancées dans un pays, puis un autre. Elles touchent l'ensemble du monde occidental. En Europe, l'Irlande a interdit l'avortement, Malte également, l'Italie l'autorise officiellement, mais 70% des médecins utilisent la clause de conscience pour ne pas le pratiquer. En 2015, le Portugal a voté une loi qui le limite, alors qu'il était acquis et gratuit depuis 2007. Ces tout derniers mois, on peut citer de nouvelles cibles en Europe.

En Pologne, le gouvernement a voulu interdire l'avortement en 2016, mais il a été contré par d'imposantes manifestations lancées par les femmes. Le Parlement a rejeté le projet, mais le parti de droite dure au gouvernement a promis de continuer son combat. En Hongrie, le dirigeant de droite dure Orbán a fait modifier la constitution en 2012, de manière à ce qu'elle considère l'embryon comme un être humain dès le premier jour. C'est une menace et une porte ouverte à une législation contre l'avortement, et c'est d'ailleurs l'un des arguments que l'on trouve sur les sites catholiques.

En Norvège, pays réputé « progressiste », un gouvernement de coalition chrétien et populistes est en train de vouloir mettre en place une clause de conscience permettant aux médecins de refuser de pratiquer l'avortement.

Aux États-Unis, l'avortement avait été rendu légal en 1973 par la Cour suprême. En 2000 déjà, 13 États avaient adopté des restrictions, notamment sur les délais autorisés. En 2009, le docteur George Tiller, rare médecin du pays à pratiquer des avortements tardifs, est abattu dans une église luthérienne du Kansas. Les années suivantes, une douzaine d'incendies

ont lieu contre des centres de planning familiaux. En juillet 2015, une organisation *pro-life*, anti-avortement, fabrique une vidéo truquée censée montrer la vente d'un tissu fœtal par des gens du planning familial.

En 2014, 43 États ont déjà adopté des restrictions sur le droit à l'avortement. 19% des Américains sont alors pour une interdiction totale, y compris en cas de viol, d'inceste ou de risque mortel pour la mère ; et 33% seulement sont pour une autorisation totale. Le président Donald Trump a annoncé, au lendemain de son élection en novembre 2016 : « *je suis pro-life, les juges (de la cour suprême) seront pro-life* ». Concrètement, si la Cour suprême supprime le droit à l'avortement, il reviendra alors à chaque État de décider de conserver ou de supprimer ce droit.

Au Salvador, l'avortement est considéré comme un crime, et passible de 40 ans de prison. Les médecins dénoncent toute femme qui vient les consulter, avant même de diagnostiquer s'il s'agit d'une fausse couche ou d'une tentative d'avortement. Du coup, les femmes fuient les hôpitaux et avortent clandestinement, d'une manière barbare.

On le voit, l'offensive est générale et répétée sur ce point, qui est devenu de toute évidence un axe central de la politique mondiale de l'Église catholique. Mais on le voit aussi, des réactions importantes, parfois même décisives, existent. On l'a constaté en Pologne, cela a été également le cas en Espagne il y a quelques années. En 2014, le gouvernement voulait faire passer une loi restreignant considérablement ce droit, le limitant aux viols avec plainte déposée et en cas de risque durable et permanent pour la santé psychique et physique de la mère, certifié par deux psychiatres. En Espagne et jusqu'en France, la réaction a été massive et le ministre de la justice a dû renoncer et démissionner.

Un bras de fer se joue sur ce problème entre les forces réactionnaires et les femmes. Et sur ce point comme sur les autres, la réaction tente de reprendre du terrain « en douceur », légalement sur le plan des institutions, avec des arguments qui essaient de prendre le masque de l'intérêt bien compris des femmes, et en prétendant défendre de hautes valeurs sur le plan de la morale.

### *LE SEXISME ORDINAIRE*

Aujourd'hui, en France, règne encore en maître un penseur comme Freud. Or, Freud n'a fait que légitimer, en l'insérant dans son cadre de pensée, l'infériorité de la femme. Dans ses *Trois essais sur la théorie sexuelle*, il fait un distinguo tranché entre la sexualité clitoridienne et la sexualité vaginale. Pour lui, le clitoris n'est là que pour une sexualité infantile, agissant dans une pulsion inorganisée. « *À mesure que se forme la féminité, décide donc Freud, le clitoris doit céder tout ou partie de sa sensibilité au vagin. L'élimination de la sexualité clitoridienne est une condition du développement de la féminité* ».

La femme adulte se doit de ne chercher d'activité sexuelle qu'avec son vagin. Dans l'esprit de Freud, c'est seulement la pénétration d'un pénis dans le vagin de la femme, qui assure à celle-ci une sexualité adulte. Le clitoris a beau être l'organe évident du plaisir chez la femme, Freud le lui interdit de fait en décidant qu'une femme adulte qui use de son clitoris est en état de régression. En Afrique ou au Moyen Orient, on procède à l'ablation du clitoris, en Europe civilisée, on se contente de l'enlever dans les têtes...

Lorsque se produit la révolution sexuelle de 1968, on va assister à un renouveau de la guerre idéologique entre les tenants de cette vision conservatrice et rétrograde et une jeunesse qui veut s'en émanciper. Et celle-ci, sous l'impulsion des femmes elles-mêmes, met alors à l'honneur le plaisir clitoridien. Un bras de fer commence, qui va progressivement être gagné par une intervention massive des femmes, qui témoignent dans le débat.

Mais quelques années plus tard, les adversaires du plaisir clitoridien vont trouver un contre feu. Le point G, situé dans la vagin, va surgir comme une nouveauté qui serait soudain apparue dans le corps des femmes. Toute une littérature va alors expliquer aux hommes et aux femmes elles-mêmes où se cache ce mystérieux point G. Là encore, on présente les choses comme une nouvelle liberté, une nouvelle source de plaisir. Sur le fond, il s'agit d'une ultime tentative de réhabiliter la cavité vaginale comme organe suprême, donc l'obligation d'une pénétration masculine.

Le point G semble reculer maintenant, il n'est en fait que la partie interne innervée et sensible du clitoris. Dans le livre où il met en garde les femmes sur la montée de la contre-révolution sexuelle, le journaliste Dominique Simonnet souligne : « *On le sait seulement "scientifiquement" depuis 1997 (grâce aux travaux de Helen O'Connell, urologue australienne), le clitoris possède une partie immergée disposant de dix fois plus de terminaisons nerveuses sensibles que le pénis tout entier, et qui provoquent l'orgasme. L'extase vaginale n'existe pas, pas plus que le point G (qui n'est que l'innervation du clitoris au début du vagin) comme l'a définitivement démontré une autre scientifique (l'urologue Odile Buisson et le gynécologue Pierre Foldes de l'hôpital de Saint Germain en Laye) en... 2009 (La défaite des femmes).* »

L'opposition entre femme soi-disant clitoridienne et femme soi-disant vaginale a été montée en épingle durant de longues années. Elle est une pure invention de la contre-révolution sexuelle, qui recycle le machisme de Freud. Le plaisir, lui, circule sur l'ensemble des parties innervées, sans compter que c'est le corps entier qui peut participer à la jouissance sexuelle.

On le voit, dans cet exemple, le sexisme d'après 1968 se déguise en découverte en liberté sexuelle nouvelle. Sa nouveauté, c'est de ne surtout pas paraître sous la forme d'une ségrégation, de se faire caméléon avec l'air du temps. On le trouve partout, chez le gynécologue ou lors de l'accouchement, mais aussi à la télévision ou à l'école.

En mai 2016, le CSA, Conseil supérieur de l'audiovisuel, a reçu en quelques heures 2000 appels téléphoniques et courriels, à la suite de scènes d'intimidation et de violence verbale envers une candidate, dans un épisode des « *Anges de la télé-réalité* » diffusé le 16 mai sur NRJ12. Le CSA a alors enquêté et a réagi en lançant un avertissement à plusieurs chaînes de télévision, au sujet de leurs émissions de télé-réalité : NRJ12, NT1, W9. Il les menace « *si une telle mise en scène, recourant de façon répétée à des comportements empreints de violence notamment psychologique* » étaient constatés, de classer leurs programmes en catégorie III, ce qui voudrait dire une interdiction aux moins de 12 ans et surtout une diffusion après 22 heures, au lieu que ce soit en plein après-midi. Ces émissions s'adressent à un jeune public et cela voudrait dire une perte d'audience et de rentrées financières dues à la publicité.

Il est bien difficile de dire si les images et les situations de ces émissions sont plus « sexistes » qu'auparavant, ou si le CSA s'est simplement réveillé, puisque certaines de ces

émissions ne sont que des rediffusions, déjà programmées il y a des années sur les chaînes nationales. Ce qui est par contre indiscutable, c'est que la télévision ne consacre jamais aucune émission de grande écoute à analyser, à dénoncer, ou à remettre en cause la domination masculine ou le sexisme. Elle se contente le plus souvent de refléter l'air du temps. Alors qu'elle pourrait être un moyen considérable et puissant qui pourrait aider dans la lutte contre ce sexisme quotidien.

Autre exemple à la télévision. Une nouvelle émission est programmée sur M6 qui s'intitule « *Mariés au premier regard* ». S'attendant évidemment à être critiquée, ou pour faire parler d'elle, la chaîne a embauché un soi-disant sociologue du couple, un certain Stéphane Edouard. Et le journal 20 minutes a cherché à savoir qui était ce « sociologue ». Il a trouvé que c'est quelqu'un qui donne des conseils de séduction sur YouTube. Il y répond à des questions comme : « *Où rencontrer des filles comme Nabilla ?* », ou « *Comment dresser sa femme ?* » Dans une vidéo intitulée « *J'aime les bimbo, c'est grave ?* », il prétend révéler « *ce qui plaît aux filles vulgaires, aux poupées plastifiées, aux filles à gros seins* », qu'il qualifie de « *petites salopes* ». Le masque sous lequel avance cet individu, c'est encore celui d'une soi-disant émancipation, d'une pseudo liberté, tout sourire, qui cache le fait de ravalier la femme à une attitude de prostituée potentielle.

Autre exemple d'un camouflage dans l'air du temps, l'écologie et le retour à la nature. Il devient de mode de proposer aux femmes enceintes des milieux éclairés des « *maisons de naissance* » où l'on prône donc une méthode naturelle. En clair, on va remplacer la possibilité d'une péridurale, qui permet de diminuer considérablement la douleur de l'enfantement, par un accouchement en quelque sorte plus « écologique », plus « naturel », bref, plus féminin. « *L'accouchement nouveau*, explique Dominique Simonnet, *s'accompagne d'un discours moralisateur : il s'agirait pour les femmes de retrouver leur rôle charnel de mère, de "laisser faire la nature" et de "mieux ressentir" l'arrivée du bébé. Sous les verts atours de la nature féminine, c'est bien la vieille antienne chrétienne et patriarcale que l'on chante ici : tu accoucheras dans la douleur ! Certes, on ne l'impose pas. On le suggère. On en convainc les femmes, ce qui est, comme toujours, beaucoup plus efficace.* »

Simonnet ajoute: « *À peine vient-on de dissocier la procréation de la sexualité, à peine vient-on de libérer les femmes du devoir d'être mère, que l'on cherche à les ramener à leur ancien statut. Une vraie femme doit être mère. Et une bonne mère doit aimer sa grossesse et son accouchement, elle doit les vivre comme des bonheurs sans pareil. Voilà la nouvelle doxa des conservateurs* ».

Face à la présence de ce courant dans la presse féminine, Elisabeth Badinter s'est insurgée : « *Il s'agit d'une régression alarmante qui fait son miel du désarroi parental – et en particulier maternel. La plupart des mères, même les plus expérimentées, éprouvent l'angoisse de faire mal, réaction normale en l'absence d'instinct maternel. Or, j'ai le sentiment que tous les fléaux de notre société sont à nouveau mis sur le compte des mères, comme au 19<sup>ème</sup> siècle ! (...) Avec cette vieille rengaine de l'instinct maternel remise à l'honneur, on ruine trente ans d'efforts en faveur de l'égalité des sexes. Cette distinction des rôles sociaux et familiaux entre hommes et femmes est un retour pur et simple au modèle rousseauiste de la famille : les hommes dehors, les femmes dedans.* »

Un des acquis des années 68 a été l'obligation d'une éducation dite sexuelle à l'école. Elle est formellement présente, mais elle est souvent bâclée : selon une étude du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE), réalisée en 2014 et 2015, cet enseignement

n'a pas été mis en place dans un quart des écoles élémentaires, dans 4% des collèges, et dans 11% des lycées. Et dans les cas où il a eu lieu, c'est seulement 10 à 21% des classes concernées qui ont eu droit aux trois séances prévues.

Si l'on regarde maintenant de près le contenu de ce qui est proposé aux élèves, au collège par exemple, c'est franchement affligeant, voire déprimant. Au lieu de présenter la sexualité comme une source de plaisir entre êtres humains, on commence bien souvent par détailler les maladies sexuellement transmissibles, donc par associer l'idée de sexualité à une forme de crainte, au lieu d'une idée de libération. Au lieu d'associer la sexualité à un sentiment d'échange harmonieux entre deux personnes, on colle à son image celle d'une méfiance d'autrui.

On insiste sur la contraception, mais on se demande bien le sens que cela peut prendre dans des oreilles d'un ou d'une jeune lorsqu'on ne dit rien de la sexualité elle-même, du plaisir adulte qu'elle apporte, comment il peut se partager, et du respect profond de l'un envers l'autre que cette sexualité vécue peut concrétiser.

C'est à croire que l'Église est encore un peu derrière les cerveaux de ceux qui conçoivent les programmes d'abord, de ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre ensuite. Dans un rapport consacré à la sexualité des jeunes, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) déplore le manque d'enseignement (Le Monde 15 juin 2016) dans ce domaine. Il observe une stabilité de l'âge du premier rapport sexuel (17,6 ans pour les filles, 17,2 pour les garçons), il constate que la contraception est très répandue chez les jeunes de 15 à 19 ans, et que le nombre d'avortements décroît depuis 2010 dans cette tranche d'âge.

Sur le plan technique, on a donc un certain résultat. Mais le rapport note une situation alarmante dans les esprits, et d'abord dans celui des jeunes filles. Le HCE écrit en effet : « *Les jeunes filles subissent la double injonction de devoir se montrer désirable mais respectable, "être amoureuse" étant un pré requis pour ne pas devenir celle qui "couche" trop vite avec "n'importe qui". Les jeunes hommes sont quant à eux valorisés selon une norme de virilité, et notamment une appétence supposée naturelle pour la sexualité, associée à un "besoin sexuel"* ». Enfin, le HCE note que ceux qui n'entrent pas dans la norme, comme les homosexuels, peuvent subir des discriminations.

Le HCE souligne une perversion de sens, bien dans l'air du temps, qui amène la jeune fille à voir de l'amour dans le désir de possession du garçon : « *La question du consentement est également fortement marquée par les normes hiérarchisées de masculinité et de féminité (...) note ce rapport. La possessivité de certains garçons, qui peut se traduire en violence physique, est perçue comme une marque d'amour* ». Des jeunes filles sont prêtes à prendre pour de l'amour le sentiment masculin des garçons qui les considèrent comme leur propriété, comme leur chose. Nous sommes bien loin d'un rapport d'égalité !

Le HCE insiste : « *Il faut expliquer aux jeunes que leur corps leur appartient, que personne ne peut les forcer à quoi que ce soit, que chacun a droit à une vie privée, afin qu'ils puissent penser et agir en toute autonomie. Cette éducation à la sexualité participe de l'éducation à l'égalité entre filles et garçons.* » (Le Monde 15 juin 2016)

Ainsi, près de 50 ans après Mai 68, l'école ne sait toujours pas enseigner ce domaine pourtant essentiel, la sexualité. Peut-être faut-il en conclure que l'école est définitivement hermétique à la vie réelle...

Un dernier exemple de sexisme ordinaire, on le trouve dans ce moment délicat où une femme met son corps sous le regard de la médecine. La société se vante de ce que les femmes soient assidues à accepter ce contrôle, et l'on dit même que cette assiduité explique en partie la longévité plus longue des femmes. Mais que se passe-t-il à ce moment-là ?

À l'été 2016, la féministe Marie-Hélène Lahaye a cru nécessaire d'écrire sur les réseaux sociaux pour rappeler un certain nombre de points qui ne sont apparemment pas des évidences, en vue d'inciter les femmes et les jeunes filles à limiter à ce qui est nécessaire la soumission de leur corps aux examens médicaux.

(<http://marieaccouchela.blog.lemonde.fr/2016/10/06/lexamen-gynecologique-des-jeunes-femmes-un-droit-de-cuissage-moderne/>)

Elle y rappelle d'abord qu'un examen gynécologique n'est jamais obligatoire, il doit être fait à la demande de la femme ; il ne doit pas y en avoir pour une demande de pilule contraceptive ; le dépistage du cancer par frottis est inutile avant l'âge de 25 ans ; l'examen des seins n'est utile qu'à partir de l'âge de 50 ans : « *avant, aucune raison de se faire tripoter si aucun symptôme, antécédent familial, etc.* » Et le message se conclue ainsi : « *Si un gynécologue ne respecte pas ces principes, ne vous écoute pas, ne répond pas à vos questions, vous maltraite, levez-vous et partez sans payer.* »

La réaction a été un tollé du côté des médecins. C'est que l'habitude du corps médical est de réaliser, par simple routine, un frottis, un toucher vaginal, une palpation des seins. Si l'on prend la palpation des seins, elle devrait se faire au moment des règles, car l'examen est plus efficace au début du cycle. Or, « *les professionnels ont néanmoins évacué le problème en ne s'inquiétant pas du jour du début des règles de leur patiente au moment où ils fixent un rendez-vous, et en tâtant les seins n'importe quand. Ensuite la palpation demande du temps. Le médecin doit manipuler et examiner les seins pendant que la patiente a les bras en bas, puis les bras levés, en étant couchée sur le dos, puis assise, puis inclinée à 45° vers l'avant. Les seins doivent être éclairés de différentes façons pour détecter une protubérance ou un renforcement. De plus, l'examen doit être comparatif, ce qui signifie que le gynécologue doit déterminer s'il y a eu des changements par rapport à l'examen précédent. Il faut compter 10 minutes d'examen pour considérer qu'il a été fait correctement (...)*»

Conclusion : « *Le jour où elles subissent enfin une palpation de seins correcte, certaines femmes prennent conscience, avec un certain malaise, que les actes qu'elles ont subis plus jeunes chez le gynécologue s'apparentaient plus à un tripotage ambigu qu'à un examen médical à part entière.* »

Marie-Hélène Lahaye demande aussi pourquoi tant de messages de la société incitent les jeunes filles à subir un examen gynécologique dès leurs premières relations sexuelles ? Pourquoi certaines mères traînent-elles leur adolescente chez ce spécialiste, parfois même dès leurs premières règles ? Pourquoi les gynécologues eux-mêmes sont-ils complices de ce phénomène, en n'hésitant pas à examiner de façon si invasive des jeunes filles qui ne viennent que pour une prescription de pilule ? Pourquoi certains d'entre eux, ignorant toutes les recommandations médicales, vont même jusqu'à pratiquer un examen gynécologique à des jeunes filles vierges, sans penser un instant au terrible traumatisme qu'ils leur infligent ? « *Et pourquoi la critique de ce phénomène provoque-t-elle des réactions émotionnelles d'une telle intensité ?* » La réponse proposée est dans le titre de l'article : « *L'examen gynécologique des jeunes femmes : un droit de cuissage moderne.* »

Alors, des féministes en sont venues à mettre en place un site permettant de sélectionner les médecins, gynécologues, généralistes ou sages-femmes, qui sont respectueux de la personne qu'ils examinent, de son corps et de ses volontés : <https://gynandco.wordpress.com> .

## *DISCOURS PERVERS ET INVERSION DE SENS*

Jusqu'aux années 1960, l'idée de la domination masculine était une évidence, quelque chose qu'on considérait comme naturel et normal. La révolution sexuelle des années 1968-1975 et le travail critique des mouvements féministes de ces années-là ont cassé cette image. Certes, cette cassure est d'autant plus nette que l'on est dans des parties plus favorisées de la population. Mais, dans le monde occidental, si la domination masculine est toujours présente, elle apparaît comme un reste du passé, elle n'est plus une évidence indiscutable et indiscutée.

Pour Pierre Bourdieu, cette nouvelle manière de voir est liée à toute une série de transformations dans la condition féminine : *« C'est, par exemple, l'accroissement à l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur et au travail salarié et, par là, à la sphère publique ; c'est aussi la prise de distance à l'égard des tâches domestiques et des fonctions de reproduction (liée aux progrès et à l'usage généralisé des techniques contraceptives et à la réduction de la taille des familles), avec notamment le retardement de l'âge au moment du mariage et de la procréation, le raccourcissement de l'interruption de l'activité professionnelle lors de la naissance d'un enfant, et aussi l'élévation des taux de divorce et l'abaissement des taux de mariage. »*

Mais les tenants d'une domination masculine sont toujours là. Les formes de la domination masculine ont dû s'adapter, se modifier, prendre des masques, mais sont toujours présentes. Nous allons ici en aborder quelques unes.

On l'a sans doute remarqué au long de cet exposé, les tenants d'un retour à la morale religieuse, les machistes qui continuent à vouloir dominer les femmes, les opposants à la libre disposition des femmes sur leur corps, tous ces gens et toutes les organisations qui les abritent, depuis le Parti républicain aux USA jusqu'aux oulémas de l'islam et à la puissance du Vatican, tous avancent masqués.

C'est au nom de la liberté de la femme que le dragueur invétéré tente de faire basculer la volonté de celle qu'il convoite : *« Tu n'es pas libre, si tu te refuses à moi ! »*. C'est au nom d'une modernisation de la condition de la femme que la militante islamiste interdit à la femme arabe l'accès au plaisir libre : *« Méfie-toi des dépravées qui t'invitent à copier les filles d'Occident, il faut garder la tradition ; regarde, ça ne nous empêche pas d'être active, dynamique, entreprenante et dirigeante »*.

C'est au nom de l'amour que le jeune garçon d'un milieu populaire prend possession de la fille dont il se dit amoureux, et c'est en confondant possession et amour que la jeune fille se réserve à lui. Quant aux jeunes des milieux un peu plus aisés, c'est pour singer une soi disant vie adulte émancipée qu'on leur transmet l'idée que la sexualité est anodine, que c'est une expérience à vivre comme une autre, une audace même contre le puritanisme, la garantie de sa liberté d'expression.

Tous les business liés au sexe se sont emparés de cet argument de soi-disant liberté. C'est au nom du plaisir soi-disant en libre accès que la presse pour ados et ses publicités les invitent à faire l'amour dans toutes les poses, peu importe avec qui. L'important s'est déplacé sur une liste innombrable de conseils et recommandations, du genre de celles que donne un livre de recettes pour réussir sa sauce.

C'est encore au nom de la liberté de disposer de leur corps que des prostituées de certains milieux montent leur syndicat et revendiquent le droit d'exercer comme n'importe quelle profession. Enfin, c'est au nom de leur productivité personnelle que l'on recommande aux individus de faire l'amour, en vue de garder son corps en forme : un exercice de fitness parmi d'autres, donc. La sexualité est vendue comme une marchandise parmi d'autres. « *Boostez votre sexualité* », recommandent les magazines pour jeunes filles. « *Ça rend belle de se faire du bien* », dicte Cosmopolitan.

Dominique Simonnet dénonce ces décalages de sens, et souvent même ces retournements de sens. Il accuse le silence des intellectuels sur ces sujets, à commencer par l'industrie du sexe sur internet, ou la pornographie : « *Aujourd'hui, par conformisme, par lâcheté, on n'ose pas affirmer ce que tout le monde voit : ces parodies pathétiques du plaisir masculin sont humiliantes pour les femmes, réduites à des esclaves soumises, transformées en poubelles ou en kleenex. Et on ferme les yeux sur l'effroyable réalité de cette nouvelle industrie du sexe qui vend désormais la représentation glaçante de l'avilissement des corps.* »

De même, en ce qui concerne la pornographie, qui s'avance sous l'habit élégant de la liberté de choix, du refus de la pudibonderie et des conventions : « *Les codes, les normes, les non-dits, bref la culture de la pornographie envahit nos écrans, nos magazines, nos vies et celles des plus jeunes, et elle s'impose insidieusement à notre imaginaire. Ce qu'elle nous raconte, ce n'est certainement pas l'histoire des femmes libérées, mais bien celle des femmes de nouveau soumises, punies d'avoir voulu s'émanciper, qui plus est dans le lieu même – leur corps – qu'elles voulaient affranchir. Il ne s'agit pas d'une forme d'émancipation, mais bien d'une régression de nos valeurs. Oui, une tentative de restauration.* »

Simonnet dénonce : « *Non, la pornographie n'est pas progressiste. Elle est au contraire profondément réactionnaire* ». Il revient à ce propos sur l'attitude des intellectuels envers le marquis de Sade : « *Le "divin" marquis ne se savait pas sadomasochiste, mais il était en revanche un prédateur sexuel, violeur en série, qui enlevait les prostituées, mendiants, petites filles, pour les torturer et jouir du spectacle de leur souffrance. Divin, en effet... Mais grâce à sa noblesse et à la protection des puissants, l'homme s'en est toujours sorti. On feint aujourd'hui d'ignorer qu'il fut condamné de son vivant non pour ses écrits mais pour ses vrais crimes, commis sur des vraies personnes, parfois des enfants. Puisqu'il avait la plume facile, tout lui est absous. Le même, sans talent littéraire, serait au mieux regardé comme l'un des grands criminels sexuels de l'époque et considéré par les intellectuels de gauche comme le symbole repoussant des inégalités de l'Ancien régime.* »

Aujourd'hui, le succès littéraire mondial, c'est *Cinquante nuances de Grey*, avec 125 millions d'exemplaires vendus. Monsieur Grey est un milliardaire. Une jeune fille, pas du tout milliardaire, le séduit, histoire classique d'ascension sociale rêvée par le biais de l'amour. Mais cet amour là est totalement inégal : si elle donne de l'amour et une soumission pleine et entière, elle reçoit en échange fessée et sodomie, souffrance et acceptation.

L'air du temps est à l'absence de sentiments. Une enquête américaine montre que les adolescentes ont tendance à mettre leur propre désir sexuel à l'écart et à attendre que ça se passe : elles bâillonnent leurs émotions et offrent un corps silencieux. « *Pas d'excès d'attendrissement*, ironise Simonnet, *c'est dépassé et dangereux : on ne sait jamais, vous pourriez vous laisser aller à vous attacher. Hier, on voulait les femmes dociles et domestiquées. Aujourd'hui, on les souhaite sauvages et distantes.* »

Une femme, la romancière Catherine Millet, est à la pointe de cette tendance, qui efface les sentiments pour ne conserver qu'une sexualité à l'état brut. Elle estime que le viol ne devrait pas être pris avec tant de sérieux, et elle dénie aux femmes violées de se sentir meurtries : « *Plutôt que de créer des associations pour aider les femmes à déposer des plaintes et payer des avocats, les féministes feraient mieux, dit-elle, de leur apprendre à considérer ces agressions sexuelles avec une certaine distance, à les relativiser, à renforcer leurs "défenses naturelles".* »

Le nouveau machisme avance donc masqué. Et son masque, il l'a fabriqué en empruntant dans les mots et les images des années 68 : il prétend libérer la femme, lui apporter un épanouissement qu'elle ne peut connaître sans lui. Il veut son bien. Il la sait malheureuse, mais c'est le féminisme qui l'a plongée dans le malheur. Elle s'est retrouvée seule, et les hommes qu'elle rencontre ont été féminisés du fait du féminisme.

Un Eric Zemmour est de ceux qui vont jusqu'à dire que l'une des causes de la crise de société, en France, réside dans le fait que les hommes ont laissé les femmes leur prendre leur place, et qu'ils se sont eux-mêmes féminisés. Tout ira donc mieux si chaque sexe reprend sa place naturelle : les femmes féminines et soumises, les hommes virils et dominateurs. Une sexologue que cite Simonnet abonde dans ce sens : « *Plus la société devient égalitaire et libérée, et plus l'angoisse des hommes s'amplifie. Car déconstruire la domination masculine et les figures ancestrales de l'autorité revient dans l'imaginaire de nombreux hommes à s'attaquer à leur faculté érectile.* » Cette dame doit avoir raison : pour un macho irréductible, se retrouver soudain face à une femme qui ne s'en laisse pas compter, ce doit être... la débandade.

## *SUR LA PARTICIPATION DES DOMINÉES À LEUR DOMINATION*

Des esclaves aux ouvriers salariés, tout être humain qui subit une domination présente à l'échelle de la société se retrouve à avoir des comportements de dominé qui, paraissant naturels, normaux, contribuent à faire paraître leur domination comme normale, naturelle. Il en est de même pour les femmes, face à la domination des hommes.

La société attend des femmes qu'elles soient « féminines », entendez par-là souriantes, sympathiques, avenantes, agréables, attentionnées, discrètes, retenues. Et, effectivement, dans toute la vie sociale, l'immense majorité des femmes s'efforce de se conformer à ces images, à cette attente. Cette manière de voir est tellement intégrée que la plupart des femmes sont persuadées que si elles cherchent à correspondre à ces qualités, c'est de leur propre choix, c'est librement, tout simplement parce qu'elles sont des femmes.

Mais qu'elles le considèrent comme leur libre arbitre ou qu'elles aient conscience qu'elles obéissent à une image fabriquée, vantée, exposée, il n'en reste pas moins qu'elles contribuent à ce que l'on considère comme naturel l'ordre des choses où les femmes subissent

une image imposée par la société. C'est comme une justification de la domination des hommes par les femmes, par les dominées elles-mêmes.

Une domination, qu'il s'agisse de l'esclavage, du salariat, de la domination masculine, n'est en fait véritablement établie qu'à cette condition, que la majorité des dominés y contribue, par son comportement.

C'est que, même si l'on en est conscient, il est très difficile de trouver une attitude, seul, pour résister à une domination sociale que l'on doit personnellement subir. Prenons l'exemple d'une conversation en famille ou entre amis, avec la présence d'hommes et de femmes. La conversation est souvent parsemée de plaisanteries sexuelles. Et toutes sont construites au détriment des femmes.

Si elle proteste, une femme se verra traitée de prude par ceux qui ont lancé la plaisanterie ou qui en rient, par d'autres femmes peut-être. Si elle ne proteste pas et si elle participe en souriant à la grivoiserie, elle le fait, bien entendu d'abord pour ne pas se retrouver exclue symboliquement du groupe. Mais elle risque de le payer car cette acceptation sera peut-être prise pour argent comptant par tel ou tel homme, qui ne se privera pas pour, à l'occasion, s'appuyer sur cette acceptation et se lancer cette fois dans une proposition directement sexiste, voire crument sexuelle.

Bourdieu montre dans *La domination masculine* que cette relation de domination, à laquelle la femme apporte, sans le vouloir, une forme de justification, aboutit à une dépréciation de la femme vis-à-vis d'elle-même. Et c'est un fait que, à l'inverse de la plupart des hommes, nombre de femmes ne se sentent pas sûres d'elles-mêmes, et cachent secrètement l'idée qu'elles ne valent pas grand chose. Souvent elles se déprécient en regard de leur mari ou de leur compagnon.

La philosophe Sandra Bartky a ainsi observé que « *pour beaucoup de femmes, un statut dominant chez les hommes est excitant* ». Bourdieu explique que ces femmes cherchent un moyen de se rassurer sur elles-mêmes. Elles pensent trouver dans l'attirance qu'elles peuvent avoir envers ces hommes, une raison de considérer que, malgré leurs défauts, elles ont quelque raison de se tranquilliser.

La publicité, la mode, jouent aussi de cette infériorité ressentie par la femme. Elles lui imposent des canons de beauté inatteignables, et quantité de femmes vivent dans une anxiété permanente parce qu'elles jugent leur corps non conforme. Cette anxiété devient un motif d'achats, c'est l'objectif recherché

Ce sentiment d'infériorité est si puissant qu'on peut en mesurer le résultat dans les choix des professions. Alors que les filles sont sensiblement meilleures que les garçons lors de leurs études, elles refusent en majorité les filières puis les carrières où la société affiche une destination qui semble affectée aux hommes.

Dans le camp des dominants, on a parfaitement compris cette situation. On l'a si bien compris que certains ne se privent pas pour dire que les dominés aiment leur domination, puisqu'ils prennent des comportements qui démontrent qu'ils l'acceptent.

Cet argument est utilisé par les violeurs, lorsqu'ils accusent leur victime d'avoir « aimé ça ». Il est utilisé par les hommes violents quand ils disent que la femme a besoin de ça. Et il anime l'esprit de quantité de mâles dans leur manière d'envisager le rapport sexuel.

Bourdieu explique que, dans les sociétés euro-américaines actuelles, la différence de point de vue dans la relation amoureuse est considérable entre les filles et les garçons. Cette relation est « *le plus souvent pensée par les hommes dans la logique de la conquête (notamment dans les conversations entre amis, qui font une grande part à la vantardise à propos de conquêtes féminines* ». Et « *l'acte sexuel lui-même est conçu par les hommes comme une forme de domination, d'appropriation, de "possession"* ».

« *À la différence des femmes, qui sont socialement préparées à vivre la sexualité comme une expérience intime et fortement chargée d'affectivité qui n'inclut pas forcément la pénétration mais qui peut englober un large éventail d'activités (parler, toucher, caresser, étreindre, etc.), les garçons sont enclins à "compartimenter" la sexualité, conçue comme un acte agressif et surtout physique de conquête orienté vers la pénétration et l'orgasme.* » (Bourdieu)

Même dans des actes sexuels qui semblent symétriques et égaux, comme le cunnilingus et la fellation, il peut y avoir en réalité une dissymétrie complète. Pour l'homme, faire jouir la femme est souvent une preuve et un moyen de dominer la femme jusque dans sa jouissance, puisque c'est lui qui la commande. On en a une caricature sur internet avec des scènes où la jouissance ainsi imposée (par la violence, par le rythme, par le geste, par le non respect de l'autre) peut aller jusqu'à faire mal.

Dans l'homosexualité, l'idée de domination est tout aussi présente. Dans nombre de sociétés, nous dit Bourdieu, la possession homosexuelle est vue comme une manifestation de puissance, un geste de domination. L'un assure sa supériorité sur l'autre en le « féminisant ». On trouve encore cette idée de domination entre femmes, simplement l'une aura une attitude alors plus masculine.

La domination n'impose pas ses règles qu'à la femme. L'homme se doit, de son côté, de répondre à la virilité qu'on attend de lui. Sans qu'on le dise, cette virilité est jugée en permanence par les autres. Elle est jugée par les autres hommes, ce qui aboutit au fait qu'un groupe de mâles, entre eux, aura immanquablement tendance à se lancer dans une surenchère sexiste. Elle est aussi jugée par les femmes, « *à travers les conversations féminines qui font une grande place aux choses sexuelles et aux défaillances de la virilité* » (Bourdieu).

« *Dans la peur de perdre l'estime ou l'admiration du groupe, de "perdre la face" devant les "copains", et de se voir renvoyer dans la catégorie typiquement féminine des "faibles", des "mauviettes", des "femmelettes", des "pédés", etc* », on verra le même comportement dans l'armée, la police, dans une bande de délinquants, « *mais aussi, plus banalement, certains collectifs de travail – et qui, dans les métiers du bâtiment en particulier, encouragent ou contraignent à refuser les mesures de prudence et à dénier ou à défier le danger par des conduites de bravade responsables de nombreux accidents* » (Bourdieu).

« *Pour obtenir des actes tels que tuer, torturer ou violer, remarque Bourdieu, la volonté de domination, d'exploitation ou d'oppression s'est appuyée sur la crainte "virile" de s'exclure du monde des "hommes" sans faiblesse, de ceux qu'on appelle parfois des "durs" parce qu'ils sont durs pour leur propre souffrance et surtout pour la souffrance des autres -*

*assassins, tortionnaires et petits chefs de toutes les dictatures et de toutes les "institutions totales", même les plus ordinaires, comme les prisons, les casernes ou les internats -, , mais également nouveaux patrons de combat qu'exalte l'hagiographie néo-libérale et qui, souvent soumis, eux aussi, à des épreuves de courage corporel, manifestent leur maîtrise en jetant au chômage leurs employés excédentaires. »*

Pour conclure sur ce point, nous retiendrons qu'il est important de ne pas oublier que tout opprimé participe aussi, par certains de ses comportements, à sa propre oppression. Il est important de parler, de décrire cette participation, de la décortiquer. Non pas pour accuser le dominé, mais pour l'aider à prendre conscience des ressorts de cette domination. En reconnaissant cette implication et ses mécanismes, on se donne des armes plus efficaces, car plus vraies, pour lutter contre la domination.

### *QUELLE RÉSISTANCE ?*

La tentative d'analyse que nous faisons ici des rapports entre hommes et femmes tend à nous montrer que nous sommes en train d'assister à un vaste bras de fer assez confus : quelques avancées ici ou là pour les femmes, de nombreuses tentatives de recul un peu partout, mais de vraies résistances aussi.

En Occident, ce sont les églises qui sont à l'offensive pour restreindre les droits qui ont octroyé aux femmes le contrôle de leur corps et de leur sexualité. Les femmes résistent, mais la réaction a d'ores et déjà marqué des avancées. On le voit avec le droit à l'avortement. Elle est plus insidieuse mais bien réelle aussi dans la réussite du camp conservateur et rétrograde à se présenter en émancipateur.

Dans les pays dominés par l'Occident, la situation est différente. Une certaine modernisation de l'économie a sorti les femmes du carcan de la famille pour les ouvrir au monde du travail, et les femmes veulent disposer de certains bienfaits que le mode de vie occidental affiche. Là, les religions tentent de limiter cette ouverture et l'émancipation qu'elle pourrait permettre de manière à préserver la domination masculine sur le corps des femmes.

Encore une fois, dans toutes les situations, il est possible pour un couple ou un autre de vivre, dans sa vie intime, une relation d'amour libre, douce et égale. Mais la pression sociale interdit ce type de relation à grande échelle. Il y a, nous l'avons souligné, le travail opiniâtre des églises, de toutes les religions, sous toutes les latitudes. Mais on observe aussi une attitude active de domination massive de la part des hommes. C'est que derrière ces chiens de garde morale que constituent les religions, il y a une réalité crue et généralisée : partout, la société est hiérarchisée, organisée en une pyramide de dominants et de dominés.

Un homme qui domine dans le travail aura bien du mal à se comporter autrement dans sa vie familiale ou privée, jusque dans sa vie intime. Et puis, tout un chacun est également dominé. Et la réaction humaine la plus partagée à cette domination, lorsque ce n'est pas la révolte, c'est de pencher soi-même vers des attitudes de domination. La femme est une proie facile, dans la mesure où pèse sur elle déjà tout un passé de domination.

Aux offensives menées par l'Église, par d'autres institutions, par les États, il faut et il faudra répondre par des réactions organisées, pétitions, manifestations, etc. Aux discours individuels et aux attitudes machistes modernes, qui embrouillent tout et utilisent des mots qui

disent une chose pour faire en réalité une autre, il faut répondre par des paroles et par des comportements personnels. Il faut avoir pour cela les idées claires. En société, un homme peut déjà commencer par refuser de cautionner les plaisanteries salaces, les grivoiseries, chaque fois qu'elles se font sur le dos des femmes, y compris et surtout lorsque cela se passe entre hommes.

Les militants de la restauration sexuelle, du retour au machisme, opposent systématiquement la virilité à la tendresse, la force au sentiment. Aux hommes la virilité et la force, aux femmes les sentiments, la tendresse. Eh bien non.

Dans l'intimité, un homme peut avoir des sentiments et les garder vivants lors d'un échange charnel. Il y découvrira une complétude qu'il ne connaîtrait sans doute pas sinon. Les images innombrables d'internet veulent démontrer que le plaisir sexuel de l'homme se gagne au prix d'une activité disons mécanique, qu'il implique une attitude de soumission de la femme. Eh bien non, un homme peut être gentil, affectueux, partir délicatement à la découverte de l'autre, ouvrir sa propre sensibilité à l'autre, lui permettre la même liberté. Il aura toutes les chances d'éprouver un plaisir supérieur, lorsque l'un et l'autre donnent et reçoivent en même temps, pleinement, de tout leur être. Un homme peut être à la fois viril et affectueux, actif et tendre, fort et attentionné.

Les femmes ont une distance sans doute moins grande que les hommes à parcourir, mais l'effort n'est peut-être pas plus facile. Un certain nombre de femmes ne cherchent qu'à copier le comportement de l'homme dominateur. Elles peuvent avoir envie ou non de plaire, mais alors elles peuvent le faire simplement, sans en faire une obsession et sans tendre une perche récupérable par le machiste.

L'air du temps est à dissocier la chair et l'esprit. L'homme et la femme peuvent au contraire vivre leur relation pleinement, avec leur chair et leur esprit. L'homme peut se laisser emporter par la violence de la pulsion ; mais il peut profiter de l'instant pour admirer la beauté de l'autre, et se laisser éblouir par le mystère de l'acte commun. La femme peut s'abandonner à la satisfaction d'être envahie d'une autre vie ; mais elle peut aussi cultiver chez l'homme l'apaisement et la maîtrise, et voir germer une égalité intime avec l'autre.

## *UNE CONCLUSION*

Au-delà de cette lutte au quotidien que nous impose la société actuelle pour préserver, et si possible élargir les droits et surtout la réalité de la condition des femmes, se reposera à nous le problème discuté lors des grands mouvements sociaux. Nous avons vu que deux grandes positions se sont opposées. Des féministes ont affirmé que la domination masculine doit être combattue sans qu'on ait besoin d'envisager de révolution sociale. D'autres féministes, proches du courant marxiste, ont longtemps cru que la domination masculine était directement liée à la société de classes et en concluaient que la révolution socialiste pourrait donc en finir avec elle.

Mais nous savons maintenant que la domination masculine a été bien antérieure à la société de classes. Nous savons aussi que les sociétés premières, sans classes, ont connu, à une échelle non négligeable, des formes d'égalité entre hommes et femmes. Et nous savons, enfin, que l'État, partout et de tous temps, a signifié une domination des hommes sur les femmes.

On peut donc penser qu'il vaut mieux se préparer à l'idée que la révolution sociale sera indispensable, dans la mesure où elle s'en prend à l'État, pour s'attaquer en profondeur à la domination masculine. Mais cette révolution ne suffira pas. Elle ouvrira des possibilités matérielles et morales qui déblayeront le terrain, qui sinon reste un terreau où repousse sans cesse cette domination ancestrale.

Les féministes qui souhaitent se passer de la révolution sociale ont tort : elle est un premier pas indispensable. Ceux et celles qui pensaient ne s'en tenir qu'à cela ont un autre tort : il faut s'attendre à ce que cette vieille calamité laisse des traces profondes et durables, et il faut donc se préparer à de devoir la combattre encore, pendant un certain temps, aux lendemains d'un changement social.

Il en est de la domination masculine comme de bien d'autres séquelles de comportements liées à la société actuelle. Les diverses formes d'individualisme égoïste, la nécessité de subir une contrainte pour travailler, en sont d'autres exemples. Ils demanderont, conjointement, des efforts en vue de leur fin véritable. Alors, la société humaine pourra retrouver cette harmonie sociale que seules certaines sociétés premières ont connue.

## BIBLIOGRAPHIE

- Sophie Bessis : Les Arabes, les femmes, la liberté, Albin Michel 2007
- Pierre Bourdieu : La domination masculine, Seuil 1998
- Le Coran : traduction de Kasimiski, Garnier-Flammarion n°237 1970
- Christophe Darmangeat : Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était, Aux origines de l'oppression des femmes, Smolny 2009
- Christophe Darmangeat : L'oppression des femmes, hier et aujourd'hui : pour en finir demain ! Une perspective marxiste, <http://darmangeat.blogspot.com> 2010
- Jean-Paul Demoule (sous la direction de) : La révolution néolithique dans le monde, CNRS éditions 2009
- Taslima Nasreen : Femmes, manifestez-vous ! des femmes 1994
- Lutte Ouvrière : dossier le féminisme, n° 415, 14 août 1976
- Andrée Michel : Le féminisme, Que sais-je ? n° 1782, puf 1979-1998
- Geneviève Reynes : Couvents de femmes, Fayard 1987
- Dominique Simonnet : La défaite des femmes – La liberté sexuelle, vraiment ?, Plon 2016
- Alain Testart : Avant l'histoire, L'évolution des sociétés, de Lascaux à Carnac, nrf Gallimard 2012
- Alain Testart : L'amazone et la cuisinière, Anthropologie de la division sexuelle du travail, nrf Gallimard 2014
- Les droits des femmes, Le Dessous des cartes 2016 (vidéo)

---

*décembre 2016*